La LIBERTÉ

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996

Vol. 91 n°38 • du 6 au 12 janvier 2005 • SAINT-BONIFACE

1,10 $ + taxes

Besoin d'aide

La communauté internationale se rallie derrière les habitants de l'Asie du Sud-Est qui ont survécu à de terribles tsunamis, et qui doivent maintenant survivre et reconstruire dans des conditions précaires. Les Canadiens et les Manitobains ne sont pas en reste.

■ Page 3.

Citation de la semaine

« On veut dire aux ministres : vous allez dans la bonne direction, mais n'oubliez pas les francophones. »

La Fédération provinciale des comités de parents organise une campagne de lettres pour sensibiliser les ministres fédéral et provincial aux besoins des francophones dans le domaine de la petite enfance.

■ Page 3.

Le SOMMAIRE

Comment nous joindre?

Téléphone : 237-4823
Télécopieur : 231-1998
Sans frais : 1 800 523-3355
la-liberte@la-liberte.mb.ca

Pour tout savoir sur l'intimidation

Sylviane LANTHIER

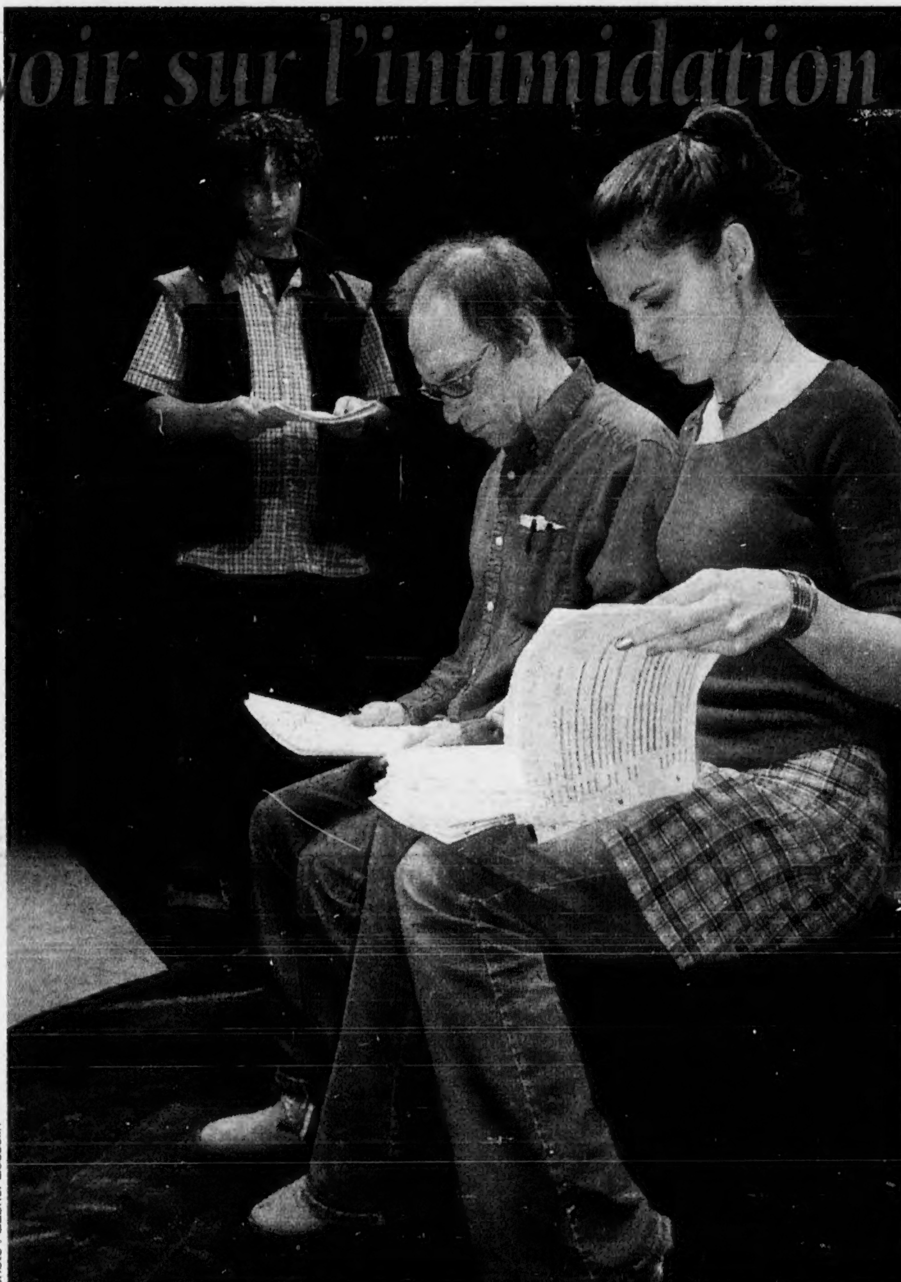
Comment parler d'intimidation et sensibiliser jeunes et moins jeunes sans tomber dans le prêchi-prêcha? L'organisme Pluri-elles a trouvé la solution en proposant une démarche théâtrale. Cela permet de « montrer comment ça se manifeste chez les gens et aussi comment les gens peuvent changer de comportement », résume l'un des comédiens de *L'intimidation dans tous ses côtés*, Charles Leblanc.

La pièce, présentée au public ce vendredi soir au Théâtre de la Chapelle, permet de mieux comprendre ce qu'est l'intimidation, en mettant en scène deux personnes qui ont été des « bullies » à l'école. L'une d'elles, le personnage de Nicole, était à la fois victime d'un bully, et bully elle-même. « La pièce, explique Charles Leblanc, raconte une journée dans sa vie, alors que son fils de 8 ans, en 4e année, est appelé au bureau du directeur après avoir lancé des menaces assez graves. »

Nicole se verra donc confrontée à son propre comportement. « Elle se rend compte de ce qu'elle fait, et il y a à la fin l'idée qu'elle va changer. »

L'idée de cette pièce est de servir d'amorce à une discussion/atelier, animé par la metteure en scène Csilla Przibislawski, elle-même dramathérapeute. Après la représentation publique, le groupe entame la semaine prochaine une tournée scolaire pour sensibiliser les jeunes à l'intimidation.

Le même groupe de comédiens et l'auteur Bertrand Nayet s'étaient associés à Pluri-elles l'an dernier pour proposer une première pièce, portant sur la violence celle-là. L'expérience s'est révélée suffisamment positive pour que le groupe récidive. Le projet a reçu l'appui financier de Justice Canada.


photo : Gabriel Gosselin

Go, Équipe Canada! Les élèves du Collège Louis-Riel ont tous signé le drapeau franco-manitobain en signe d'appui à l'un de leurs anciens, le gardien de but Réjean Beauchemin, membre de l'équipe junior qui s'apprêtait à disputer la partie finale au moment d'écrire ces lignes, dans le cadre du championnat de hockey junior qui s'est déroulé à Grand Forks.


photo : Christianne Hacault

Bilan 2004

Que retenir de l'année 2004, sur les plans de l'actualité politique et culturelle, et dans les domaines de la santé et de l'éducation? *La Liberté* a posé la question à des observateurs et des acteurs des événements, et fait le bilan de l'année dans les différentes municipalités rurales.

■ Pages 5 à 9 et 11 à 13.

Vous partez en voyage…

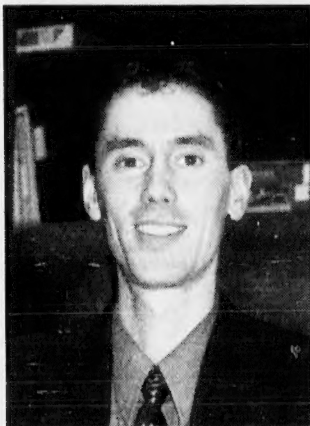
Les Centres de services bilingues peuvent vous fournir une gamme de renseignements sur les passeports, les douanes, les visas, les conditions à l'étranger et la sécurité en voyage… Contactez le Centre de services bilingues le plus près de chez vous ou composez le **1-866-267-6114**.

Les Centres de services bilingues sont situés à St-Boniface, Notre-Dame-de-Lourdes et St-Pierre-Jolys.

www.csbsc.mb.ca

Canada Manitoba Winnipeg

Nomination



Monsieur Hubert A. Chappellaz, Directeur général de la Caisse Saint-Claude, a le plaisir d'annoncer la nomination de **monsieur Justin Mangin** au poste de Directeur de crédit.

Monsieur Mangin a cumulé plus de huit années d'expérience dans le secteur financier des Caisses du Manitoba. Monsieur Mangin, Associé du Credit Union Institute of Canada, détient aussi un diplôme en administration des affaires du Collège universitaire de Saint-Boniface.

Caisse SAINT-CLAUDE

Que fait le

233-ALLÔ

CENTRE D'INFORMATION

pour moi ?

Question

Le 233-ALLÔ peut-il m'aider à trouver des activités en français ?

Réponse

Oui ! Nous avons un grand répertoire d'information sur les camps d'été, les concerts, les pièces de théâtre, les spectacles. Tout sur la vie en français au Manitoba !

De génération en génération

SFM SOCIÉTÉ FRANCO-MANITOBAINE

(204) 233-2556 ou 1-800-665-4443
233allo@sfm-mb.ca
www.sfm-mb.ca/233allo

AVIS PUBLIC

NOUVEAUX SERVICES-CONSEILS AUX EXPLOITATIONS CANADIENNES SONT MAINTENANT OFFERTS

Les producteurs agricoles de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba peuvent maintenant avoir accès à une gamme de services-conseils pour les aider à élaborer des plans qui permettront d'accroître la rentabilité de leurs exploitations agricoles.

Au titre des **Services-conseils aux exploitations agricoles canadiennes (SCEAC)**, les producteurs auront accès à des experts-conseils en affaires et en finances qui les aideront à prendre des décisions éclairées sur la façon de demeurer compétitif dans un milieu exigeant.

Les SCEAC offrent du financement pour des experts-conseils qui aideront les producteurs à préparer divers plans d'affaires, dans des domaines comme la diversification, la commercialisation, les ressources humaines, la croissance, la gestion des risques ou la relève. Ils offrent également des possibilités d'accroître le revenu agricole de la famille et de renforcer le secteur de l'agroalimentaire.

Le **Programme de planification et d'évaluation pour les entreprises de produits à valeur ajoutée (PEPVA)** offre du financement aux producteurs pour préparer des études de faisabilité et des plans d'affaires complets pour des projets qui ajoutent une valeur à un produit agricole primaire.

Des séances d'information pour les producteurs auront lieu bientôt.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les programmes relatifs au renouveau, veuillez téléphoner au **1 866 452-5558** ou consulter le site Web à l'adresse **www.agr.gc.ca/renouveau**.





Gouvernement de la Saskatchewan Alberta Manitoba Canada



Encouragez nos annonceurs!

PARTAGEZ VOS IDÉES!

Des enfants en santé, pour un avenir en santé

Voici l'occasion de partager vos idées sur les façons d'aider les enfants et les jeunes à jouir des avantages d'une santé optimale, dès maintenant et durant leur vie d'adulte.

Le gouvernement du Manitoba a mis sur pied un groupe de travail multipartite qui tiendra des rencontres publiques dans l'ensemble de la province au début de l'année 2005. Le groupe de travail multipartite *Des enfants en santé, pour un avenir en santé* veut connaître votre opinion sur les facteurs qui influencent la réalisation et le maintien d'une bonne santé chez les enfants, particulièrement au plan de la nutrition, de l'activité physique et de la prévention des blessures. Nous vous invitons à participer à l'une des rencontres suivantes :

Winnipeg	le mardi 11 janvier	de 19 h à 21 h 30	Fort Rouge Recreation & Leisure Centre 625, rue Osborne
Winnipeg	le samedi 26 février	de 13 h à 16 h	Magnus Eliason Recreation Centre 430, rue Langside

Veuillez vous inscrire à l'avance pour participer à ces rencontres, en composant le 1 866 873-1642 (appel gratuit au Manitoba).

Vous pouvez également soumettre vos commentaires par écrit en les envoyant à l'adresse suivante :

Groupe de travail multipartite
Des enfants en santé, pour un avenir en santé
a/s 1577, avenue Dublin, bureau 5
Winnipeg (Manitoba) R3E 3J5

Pour obtenir une copie du document de travail préparé pour ces rencontres, veuillez composer notre numéro gratuit (1 866 873-1642) ou consulter le site Web **www.manitoba.ca**

Manitoba



La LIBERTÉ

Journal hebdomadaire publié le jeudi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190
383, boulevard Provencher
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 3B4

Directrice et rédactrice en chef : **Sylviane LANTHIER** ■ Journalistes : **Gabriel GOSSELIN, Christianne HACAULT** et **Mélanie MORIN** ■ Chef de la production et infographiste : **Véronique TOGNERI** ■ Secrétaire administrative : **Roxanne BOUCHARD** ■ Caricaturiste : **Cayouche (Réal BÉRARD)** ■ Bicolo : **Roxanne BOUCHARD** et **Véronique TOGNERI** ■ Publicité : **Inné DICKO** ■ Projets spéciaux : **Daniel BAHUAUD**.

Les bureaux sont situés au 383, **boulevard Provencher** et sont ouverts de **9 h à 17 h du lundi au vendredi** ■ Toute correspondance doit être adressée à **La Liberté, Case postale 190, Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4** ■ Les lettres à la rédaction seront publiées si leur contenu n'est pas diffamatoire et leur auteur(e) facilement identifiable ■ Téléphone : **(204) 237-4823** ■ Sans frais : **1 800 523-3355** ■ Télécopieur : **(204) 231-1998**.

L'heure de tombée pour les annonces est le jeudi 17 h. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %. ■ Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

L'adresse Internet : **http://journaux.apf.ca/laliberte/** ■ Courrier électronique : Administration : **la-liberte@la-liberte.mb.ca** ■ Rédaction : **redaction@la-liberte.mb.ca** ■ Département graphique : **production@la-liberte.mb.ca**

L'abonnement annuel: **Manitoba** : 34,20 $ (TPS et taxe provinciale incluses) ■ **Ailleurs au Canada** : 37,45 $ (TPS incluse) ■ **États-Unis** : 95 $ ■ **Outre-mer** : 130 $ ■ Les abonné.e.s manitobain.e.s qui passeront une partie de l'année aux États-Unis devront payer un supplément de 5 $ par mois ■ Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

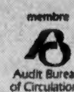
Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de **Derksen Printers à Steinbach**.

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996

RETOURNER TOUTE CORRESPONDANCE NE POUVANT ÊTRE LIVRÉE AU CANADA À :
C.P. 190, SAINT-BONIFACE (MANITOBA) R2H 3B4

COURRIEL : la-liberte@la-liberte.mb.ca

ISSN 0845-0455







PETITE ENFANCE

Tout n'est pas gagné

Un système de garderies nationales est en voie de réalisation, mais pour les francophones, tout n'est pas encore gagné.

Sylviane LANTHIER

Le gouvernement fédéral pourrait investir 5 milliards de dollars en cinq ans pour la mise sur pied d'un système de garde national. Et pour lui donner un petit coup de pouce juste avant une importante rencontre fédérale-provinciales sur le sujet, les organismes pro-garderies lancent une campagne de lettres à laquelle participe la Fédération provinciale des comités de parents (FPCP).

« Ça fait 20 ans qu'on attend ce programme de petite enfance, rappelle la directrice générale de la FPCP, Hélène d'Auteuil. Ce service-là est tout à fait pertinent pour nos familles exogames et francophones. Au Précieux-Sang, on a huit places en pouponnière et 48 noms sur la liste d'attente. »

Alors que les ministres concernés des provinces et du fédéral sont sur le point de déterminer quels seront les paramètres de ce système de garde national, la FPCP veut leur rappeler son existence. « On ne veut pas être oubliés. Les Autochtones sont à la table; ils sont consultés et font partie des négociations. Les minorités francophones ont aussi des besoins et on veut s'assurer que les services en français figurent dans le financement du programme. »

Les organismes membres de la FPCP, les parents ayant des enfants dans une garderie du réseau, les parents ayant un enfant dans une école de la DSFM et toutes personnes qui le désirent sont donc invités à participer à une campagne de lettres intitulée *Légos francophones*.

« On invite les parents à envoyer ces lettres au ministre fédéral Ken Dryden et à la ministre provinciale Christine Melnick, explique Hélène d'Auteuil, et à le faire le plus vite possible pour que les ministres reçoivent ces lettres avant leur rencontre de janvier. »

La FPCP est un des organismes membres de la Coalition provinciale francophone de la petite enfance. Cette coalition regroupe aussi des ministères de la Province, la DSFM et la SFM. Elle a implanté cet automne deux projets-pilotes : ces centres de la petite enfance et à la famille, établis à l'école Précieux-Sang et à l'école Gabrielle-Roy, sont en quelque sorte les précurseurs d'une nouvelle façon de voir les garderies. On ne parle plus de simples garderies, mais de centre de services complets, qui incluent les prématernelles et offrent également des services aux parents, tels que des centres de ressources. En milieu minoritaire, ces centres sont vus comme une des réponses essentielles à la nécessité de franciser le plus tôt possible les enfants des familles exogames qui composent la moitié de la clientèle de la DSFM.

Dans sa campagne de lettres, la FPCP revendique ainsi : 1) qu'il y ait une enveloppe pour les minorités francophones; 2) que les services de garde ainsi financés soient intégrés aux centre de la petite enfance et à la famille ; 3) que la loi fédérale sur les services de garde comprennent des normes professionnelles et les principes de l'universalité, de la qualité, de l'accessibilité, du développement de l'enfant et de l'inclusion; et finalement, que le système soit financé à même les fonds publics, et qu'il soit viable.

La campagne des Légos francophones fait partie d'une campagne de lettres nationale, à laquelle participent de nombreux groupes et intervenants en services de garde. La FPCP y met pour sa part l'accent sur l'importance des services en français en milieu minoritaire. « On veut dire aux ministres : vous allez dans la bonne direction, on vous appuie, mais n'oubliez pas les francophones dans les ententes fédérale-provinciales. Si les francophones sont mentionnés, ça les obligera à ne pas nous oublier par la suite. »

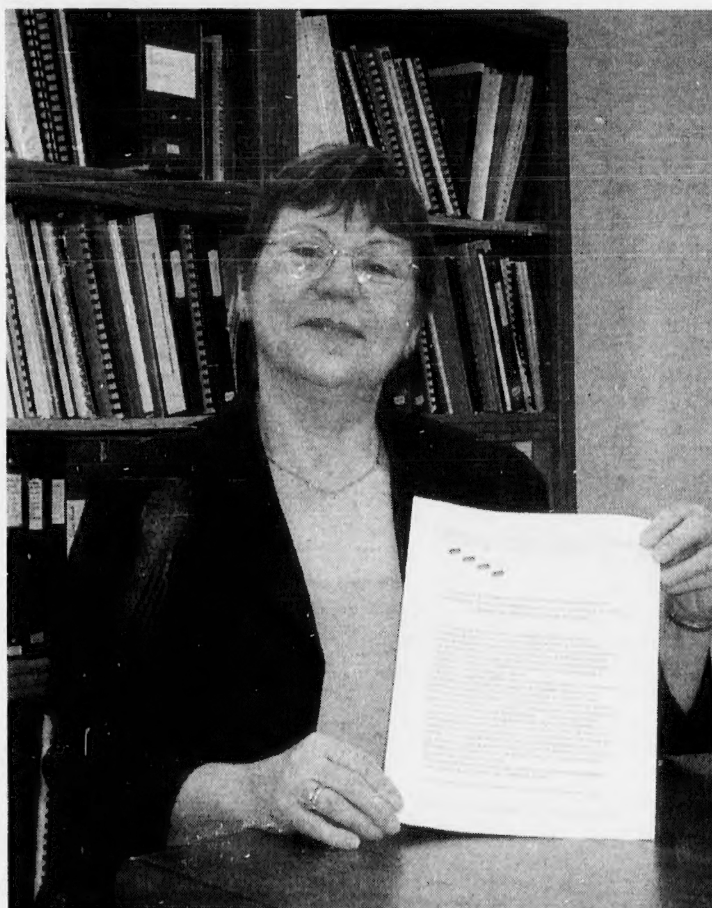


photo : Inné Dicko

La FPCP et sa directrice générale, Hélène d'Auteuil, invitent les parents et la communauté à participer à une campagne de lettres.

TSUNAMIS

Les Manitobains tendent la main

Christianne Hacault

Après les tsunamis du 26 décembre, c'est maintenant une vague de dons, de contributions gouvernementales et d'aide humanitaire qui arrive en faveur des sinistrés en Asie du Sud-Est. Au Manitoba, plusieurs organismes se sont mobilisés pour venir en aide aux pays dévastés par les raz-de-marée, dont l'Indonésie, le Sri Lanka, l'Inde et la Thaïlande. « La Conférence des évêques catholiques du Canada a annoncé la tenue exceptionnelle d'une collecte nationale de fonds le dimanche 9 janvier dans toutes les paroisses catholiques du Canada, signale le président sortant du conseil national de Développement et Paix, Roger Dubois. Seulement 4 % de l'argent est retenu pour l'administration. Le reste va directement aux gens qui en ont besoin. En plus, le gouvernement fédéral a promis de contribuer une somme équivalente à celle que nous aurons recueillie auprès du public. Donc pour chaque dollar que les gens nous donnent, les sinistrés en recevront deux. » (1)

Le ministère des Affaires étrangères et l'Agence canadienne de développement international ont promis de doubler les contributions de 22 organismes d'aide humanitaire, dont Développement et Paix, la Croix-Rouge, Oxfam et Vision Mondiale. De plus, pour encourager plus de gens à contribuer, tout don fait avant le 11 janvier sera déductible pour fins d'impôts pour l'année 2004.

Plus de 50 organisations non gouvernementales sont déjà en place pour venir en aide aux survivants du désastre. « Chaque organisme joue un rôle spécifique, explique Roger Dubois. Certains, comme la Croix-Rouge, se spécialisent en réponse première et fournissent des médicaments, de la nourriture et des tentes. Par le biais de Caritas internationalis et ses partenaires, Développement et Paix travaille avec des groupes civils qui sont déjà sur place là-bas, comme le Asian Partnership for Human Development, qui sont enracinés dans la communauté et bien organisés. L'argent aidera donc les sinistrés à se prendre en main et de commencer à rebâtir leur vie. »

(1) Les personnes qui souhaitent contribuer à la collecte de Développement et Paix peuvent le faire en composant le 1-888-664-3387 ou en visitant le site Web www.devp.org .

Éditorial

Les enjeux de la succession

L'année 2004 aura été marquée, dans la francophonie manitobaine, par des questions de succession. Départs, démissions, retraites, élections : chaque poste libéré a donné lieu à la même question : qui allait remplacer celui, celle qui partait?

Centre culturel franco-manitobain, Caisse Saint-Boniface, Festival du Voyageur : qui seraient les nouveaux dirigeants? Qui remplacerait Guy Roy, sous-ministre adjoint au ministère de l'Éducation, parti à la retraite? Qui se présenterait au poste de conseiller de Saint-Boniface; et des candidats en lice, qui l'emporterait?


par Sylviane Lanthier

Chaque fois, la personne nommée, élue, embauchée, revêtait une importance certaine, parce que dirigeants des institutions de la francophonie prennent chaque jour des décisions qui ont des retombées sur notre capacité collective à vivre le plus possible en français.

Dans n'importe quelle société, des leaders peuvent jouer un rôle marquant. Dans une communauté minoritaire, en raison de la vulnérabilité des acquis, les postes clés prennent encore plus d'importance, qu'ils soient dans les organismes, les institutions, les ministères, les gouvernements... et par postes clés, on parle bien sûr de ceux qui les occupent. Parce que parfois, « perdre » un leader dans un poste, c'est aussi perdre le poste, son pouvoir d'influence, son pouvoir de décision, bref, sa capacité d'appuyer la communauté.

En 2004, les francophones ont ainsi perdu des alliés dans des postes clés, et dans d'autres ont réussi à les remplacer. L'arrivée de Raymond Théberge au ministère de l'Éducation est un bon exemple d'un leader qui occupe un poste dans lequel il pourra exercer une influence bénéfique.

Un autre de nos leaders a annoncé son départ. Depuis qu'il occupe la direction de l'Hôpital général Saint-Boniface, Hubert Gauthier a mis son intelligence et son cœur au service d'une francophonie et d'une communauté qu'il aime. Capable de rallier ses troupes autour d'une vision d'avenir claire, Hubert Gauthier est un bâtisseur dont le legs reste imposant : un hôpital mieux placé dans l'ensemble des soins de santé; un deuxième centre de recherche; des travaux d'agrandissement; et une toute nouvelle structure d'encadrement des soins de santé en français, pour l'ensemble de la francophonie canadienne en milieu minoritaire.

Ce départ sera ressenti d'autant plus douloureusement que l'homme est dynamique et entreprenant. Qui sera le prochain PDG de l'Hôpital? Une autre question de succession, un autre poste clé susceptible d'être remis en question.

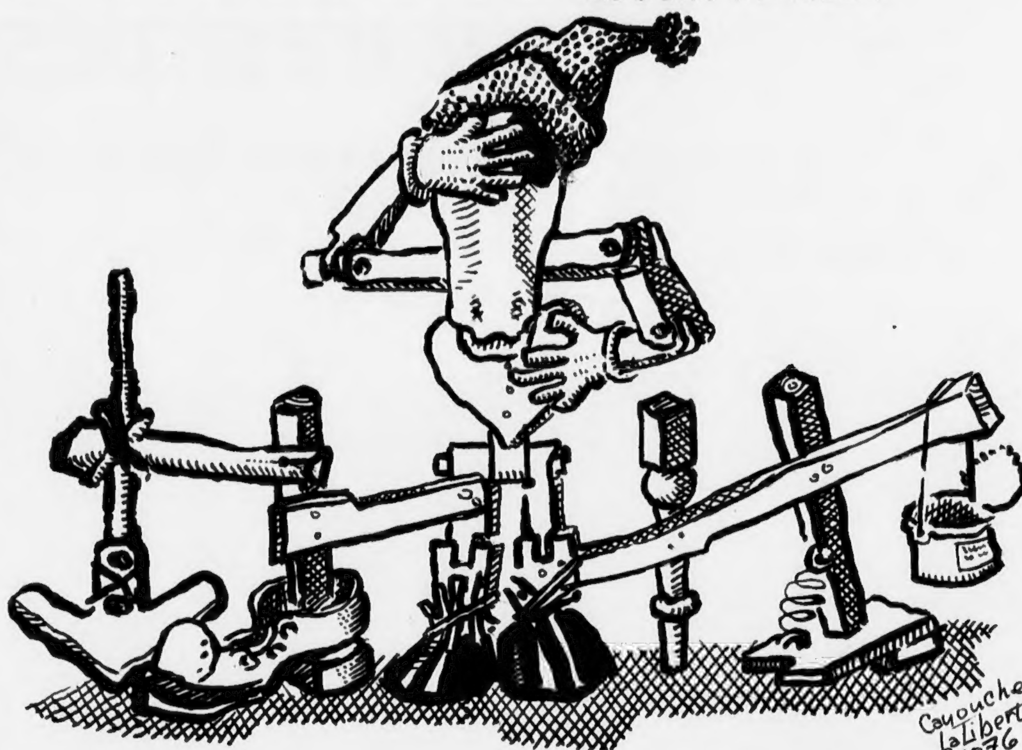
•••

Dans une communauté où de nombreux leaders vieillissent et partiront un jour, comment former la succession, donner à la génération montante la marge de manœuvre nécessaire pour découvrir ses valeurs, mener ses luttes, trouver sa voie, découvrir sa vision des choses?

L'autre événement de l'année dans la communauté, a peut-être été la sortie des jeunes regroupés sous le groupe anonyme de « Société des clochers », et qui ont tiré sur tout ce qui bouge ou ne bouge pas assez.

Que les jeunes parlent, c'est bien. Qu'ils nous demandent de faire mieux et qu'ils veuillent le faire eux-mêmes, c'est parfait. Qu'ils nous disent que dans la course à relais de l'organisation communautaire, ils sont prêts à prendre le bâton témoin, que la course à finir est désormais la leur, c'est OK.

Mais pour lui passer le témoin, encore faut-il voir le coureur... 2004 aura été l'année où des jeunes auront voulu, sans se nommer, donner l'alarme. Espérons que 2005 sera celle où ils parleront ouvertement et se mêleront de nos affaires, qui sont aussi leurs affaires, sans paravent derrière lequel se cacher. Parce que cette communauté a besoin de leaders et de penseurs, et que si les jeunes veulent y faire sentir leur influence, la seule façon d'y parvenir est de le faire à visage découvert.



À VOUS la parole

Nous voulons RDI

Madame la rédactrice,

Depuis plus de huit mois, nous demandons à MTS Services TV de nous donner accès à RDI, puisque nous sommes branchés sur le service Internet MTS. Voici ce que le vice-président de MTS services TV, M. Roy Sherbo, nous répond dans sa réponse à ma lettre du 30 novembre (je traduis librement de l'anglais) : « Le choix du client est au cœur de MTS TV ». Et plus loin, il continue : « Nous regrettons que nous n'avons pas pu conclure une entente avec RDI ».

Par ailleurs, le distributeur Shaw a depuis longtemps conclu une entente avec RDI. Comment comprendre que MTS, le géant des services électroniques au Manitoba, se dit incapable de faire de même? La seule conclusion que nous puissions tirer de cette situation, la voici : **MTS n'a pas à cœur l'intérêt de ses clients**. C'est encore là un exemple du mépris de nos droits.

Je fais appel à vous, tous les francophones et francophiles, clients comme moi de MTS, de faire pression sur ses dirigeants pour enfin conclure une entente et nous donner accès à cet important réseau de l'information.

Albert Lafrenière
Winnipeg (Manitoba)
Le 19 décembre 2004

Lettre ouverte à Raymond Simard

Monsieur Simard,

Je vous écris pour exprimer ma joie face à votre support de la famille en vous opposant au mariage gai. Je comprends, cependant, qu'il s'agit d'une question controversée et que chaque député aura le droit de voter selon sa conscience.

Vous dites, dans une entrevue accordée à Monique Lacoste après l'annonce de la décision de la Cour Suprême, que vous avez sondé différents membres de la communauté de Saint-Boniface pour savoir ce qu'ils pensaient de la question. Vous avez sans doute constaté ce que les sondages démontrent, qu'en effet la plupart des gens veulent que le mot mariage soit respecté pour être seulement entre un homme et une femme.

Je crois sincèrement que l'homosexualité est contre nature et que notre compréhension actuelle de la sexualité reflète bien ceci. La plupart des gens que je connais qui se disent contre l'homosexualité ou contre le mariage gai connaissent des gais et des couples homosexuels. Ils se basent sur une perception de comment l'homme et la femme se complémentent tant au point de vue psychologique que physique. A mon avis, l'humanité « si elle veut survivre » ne doit pas trahir cette réalité.

La collectivité gaie et lesbienne fait bien de gains politiques dans les dernières années, mais il n'est pas trop tard pour notre pays de se reprendre sur le chemin du bon sens. Il faut toujours veiller sur les principes de respect et de vérité de notre pays pour s'assurer que ceux-ci nous guident encore.

Je vous demande de tenir ferme dans votre décision d'opposer le mariage homosexuel - le +99 % de la population canadienne est hétérosexuelle et a besoin de votre support pour sauvegarder la société et notre futur.

Chad Vincent
Winnipeg (Manitoba)
Le 20 décembre 2004

Lettre ouverte à tous les Canadiens

Madame la rédactrice,

C'est un grand plaisir pour moi de venir féliciter sincèrement notre député de Saint-Boniface, Raymond Simard, d'avoir approuvé la vraie définition du mot **mariage** qui est l'union légitime d'un homme et d'une femme. C'est la seule définition du mot mariage, il n'y en a pas d'autre, ce mot est sacré. Ceux qui ne croit pas ça n'ont qu'à regarder dans leur dictionnaire.

Si, au Canada, il est légal pour les gais et lesbiennes de s'unir, je ne suis pas contre ça, c'est leurs affaires, mais ce n'est pas un mariage, c'est une union quelconque, les juges et les avocats qui approuvent ces unions devraient être assez intelligents pour trouver un nom qui convient à cette union sans être obligés d'emprunter le mot mariage qui n'a seulement qu'une définition.

Jeff Staflund dans sa lettre ouverte à Raymond Simard, disait entre autres : « À mon avis, l'humanité si elle veut survivre doit évoluer vers l'inclusivité ».

Supposons que la majorité des Canadiens et Canadiennes deviendraient gais et lesbiennes où en serait la survie au Canada? Qu'adviendrait de la progéniture dans notre pays? À vous de juger.

Un Canadien qui a fêté 55 ans de mariage cet été.

Wilfrid Fortier
Le 21 décembre 2004

POLITIQUE

L'année des élections

Christianne HACAULT

Les Manitobains ont beaucoup entendu parler d'élections en 2004 : les résidants de Saint-Boniface ont élu un nouveau conseiller municipal, les Winnipégois ont élu un nouveau maire, les Canadiens ont été appelés à choisir un nouveau gouvernement fédéral et nos voisins du Sud ont répondu à l'appel des présidentielles. Vive la démocratie!

Élections municipales

Selon le ministre des Finances et responsable des Services en langue française du Manitoba, **Greg Selinger**, les élections municipales du 22 juin ont eu un grand impact sur la communauté francophone. « On a vu un changement dans les services en français et un changement d'information, estime-t-il. Glen Murray et Daniel Vandal avaient une bonne connaissance de la valeur historique de la francophonie et avaient comme priorité les services en français. La conscientisation des nouveaux élus va prendre du temps. »

Le politologue **Raymond Hébert** est du même avis. « La perte de Vandal et Murray a changé beaucoup de choses pour les Franco-manitobains, affirme-t-il. Ils appuyaient plein d'initiatives franco-manitobaines. Nous avons perdu notre influence à l'Hôtel de Ville, et la question de l'Esplanade Riel en découle directement. »

Le député de Saint-Boniface, **Raymond Simard**, estime qu'il est encore trop tôt pour jauger l'impact des élections municipales sur la communauté francophone. « Sam Katz et Franco Magnifico sont seulement en poste depuis six mois, rappelle-t-il. Par contre, il faut dire que l'incident du pont est une erreur. Il y a des promesses qui ont été faites de la part de la Ville . Le fait d'enlever la clause de bilinguisme du contrat, c'est une régression dans les services bilingues offerts à Winnipeg. »

Élections fédérales

Le conseiller de Saint-Boniface, **Franco Magnifico**, estime que le résultat des élections fédérales n'a aucunement changé le paysage politique. « C'est le même statut quo qu'avant, estime-t-il. Le Parti libéral est toujours au pouvoir, ce qui ne change pas grand-chose pour le Manitoba. Ça aurait été beau de voir du changement. »

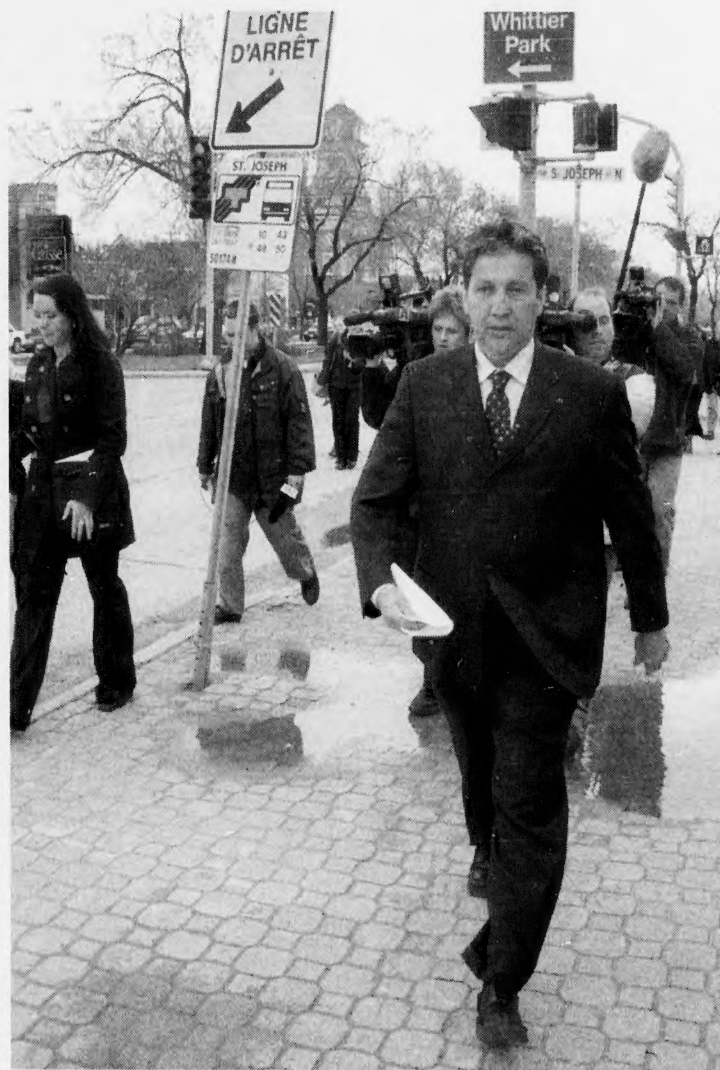
Pour sa part, Raymond Hébert croit que le manque de changement est bon signe pour les francophones. « C'est important que les libéraux soient encore au pouvoir, même s'il s'agit d'un gouvernement minoritaire, suggère-t-il. Le régime de bilinguisme est resté intact, ce qui n'aurait pas été le cas si les conservateurs avaient formé le gouvernement. »

Selon Greg Selinger, même si le pouvoir est resté aux mains des libéraux, la situation minoritaire du gouvernement fédéral a changé l'attitude de ce dernier. « Le résultat des élections fédérales du 28 juin, le passage d'un gouvernement majoritaire à minoritaire, a entraîné un énorme changement dans les négociations fédéral-provinciales, affirme-t-il. Les provinces ont hérité d'un pouvoir réel à la table de discussions, ce qui a joué un rôle important dans le dénouement des négociations en matière de santé. »

George W. Bush et les relations canado-américaines

Pour Greg Selinger, une autre élection à ne pas oublier est la réélection du président américain, George W. Bush. « Cette élection a un impact important sur les Manitobains quant à l'exportation du bœuf et du porc, signale-t-il. On espère que les questions seront dorénavant réglées avec la science au lieu de la politique, que les décisions seront prises de façon rationnelle et pas seulement pour faire plaisir à certains groupes de pression. »

Pour Raymond Simard, la première visite officielle du président américain confirme le fait que George W.Bush cherche un rapprochement avec le Canada. « C'est signe d'un changement politique, constate-t-il. Il vient de se rendre compte qu'il ne peut pas tout faire tout seul, que ça prend l'appui des autres pays. J'espère que le changement se fera également au niveau philosophique. »



Archives La Liberté

Élections municipales : Daniel Vandal, abandonnant son poste de conseiller de Saint-Boniface, se lance dans une course à la mairie, qu'il perdra aux mains du candidat de dernière minute, Sam Katz.

Raymond Simard applaudit le gouvernement provincial dans ses efforts de résoudre les conflits avec les États-Unis, surtout en ce qui a trait au lac Devils. « Le gouvernement provincial tient vraiment à cœur l'environnement et la santé du lac Winnipeg, dit-il. La gestion de l'eau potable devient de plus en plus importante, et la Province doit continuer dans cette direction. »

Greg Selinger tient à souligner l'impact de la guerre contre le terrorisme sur les frontières canado-américaines. « Ça nous pousse à prendre des initiatives pour établir des bonnes relations avec les autres pays du monde, estime-t-il. Il faut apprendre à équilibrer l'attitude de vouloir protéger ses citoyens et continuer le dialogue avec les gens de différentes cultures et langues, pas seulement à l'international mais dans nos communautés aussi. »

Mort de Yasser Arafat

Le président de l'Autorité palestinienne et chef de l'Organisation de libération de la Palestine, Yasser Arafat, est décédé le 11 novembre en France après plusieurs jours d'hospitalisation. « C'est quelque chose qui affecte le monde entier, affirme Franco Magnifico. Je suis optimiste que ce sera la fin d'une ère de terrorisme au Proche-Orient. »

Raymond Simard estime que la mort de Yasser Arafat occasionnera une poussée vers la démocratie. « C'est un point tournant dans le conflit israélo-palestinien, déclare-t-il. C'est un premier pas vers la paix au Proche-Orient. »

ÉDUCATION

De la petite enfance au sous-ministre adjoint

Sylviane LANTHIER

Le Bureau de l'éducation française (BEF) a 30 ans, la Commission nationale des parents francophones (CNPF) en a 20 et la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) fête ses dix ans. En éducation, la communauté bâtit maintenant sur des acquis et s'ouve à de nouveaux horizons.

La consolidation des acquis

Pour le sous-ministre adjoint au ministère de l'Éducation, **Raymond Théberge**, l'année 2004 représente une « année de consolidation de nos acquis », qui « donne une certaine stabilité ». « On voit maintenant la mise en œuvre d'un système d'éducation dans la langue maternelle, dit-il, et on espère voir le maintien ou la revitalisation du français langue seconde. » Le Ministère, précise Raymond Théberge, travaille à un plan d'action sur l'éducation de langue française au Manitoba, en collaboration avec ses partenaires en éducation. Une approche qui représente elle aussi une nouvelle façon de faire : « L'éducation ne peut se faire en vase clos. On parle de la communauté éducative. Ça inclut les parents, organisations, comités, tous les organismes et individus qui jouent un rôle dans l'éducation. » Le dossier petite enfance en est un bon exemple, puisqu'il est maintenant dirigé par une coalition d'organismes, dont le Ministère fait partie.

La création de Centres de la petite enfance

Pour la Fédération provinciale des comités de parents (FPCP), le dossier petite enfance est le fait saillant de l'année. « Il faut dire que ça fait 20 ans qu'on travaille dans le préscolaire et c'est juste maintenant que des portes commencent à s'ouvrir », lance la directrice de l'organisme, **Hélène d'Auteuil**.

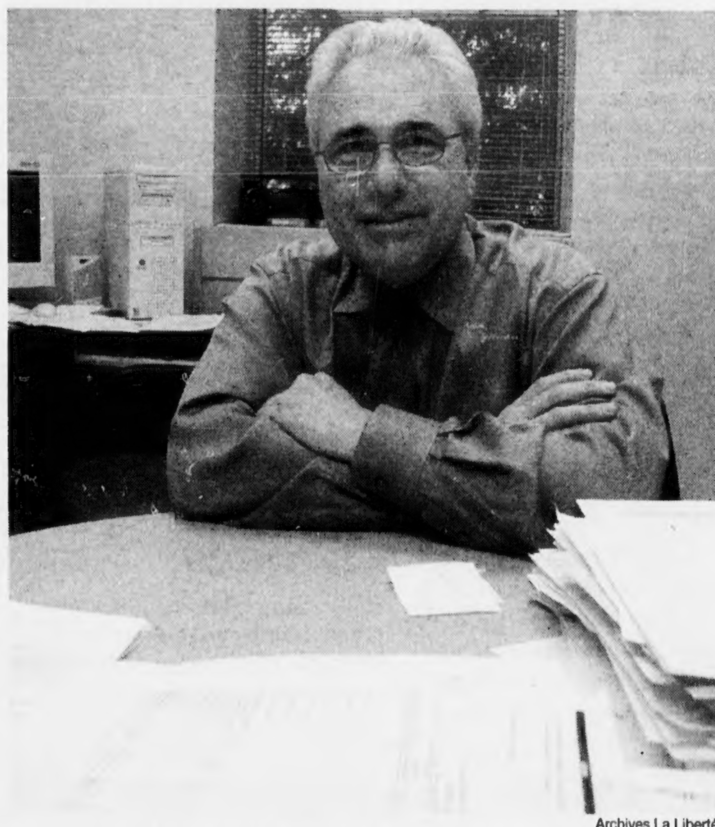
La Coalition provinciale de la petite enfance, qui regroupe la FPCP, la DSFM, la Société franco-manitobaine (SFM) et des ministères provinciaux, a annoncé cet automne la création à titre de projets-pilotes, de deux Centres de la petite enfance et de la famille. « On a besoin de créer un espace francophone avant la maternelle, explique Hélène d'Auteuil, pour appuyer les enfants et leurs parents et faire en sorte qu'ils arrivent à la maternelle avec une connaissance suffisante de la langue. » Les deux centres sont situés à l'École Précieux-Sang et à l'École Gabrielle-Roy.

Le dossier petite enfante était aussi au cœur du colloque du 20e anniversaire de la CNPF, qui s'est tenu en octobre à Winnipeg.

Les négociations qui s'étirent

L'année 2004 a été celle des négociations en vue du renouvellement des ententes fédérale-provinciales en éducation, et notamment en enseignement dans la langue de la minorité. La plupart des ententes ont pris fin en 2004 et il y a eu négociations, mais pas de règlements. Une situation irritante pour l'ensemble des intervenants.

« Notre dernière entente est venue à échéance le 31 décembre 2003, rappelle la rectrice du Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB), **Raymonde Gagné**. On a donc un an et demi de retard dans les négociations. Pour le Collège, ça veut dire qu'on ne peut pas bouger sur de nouveaux projets. » Le déclenchement des élections fédérales l'été dernier a ralenti les négociations et l'élection d'un gouvernement minoritaire n'a pas aidé à les relancer. « Ce n'est pas normal que ça retarde à ce point, affirme Raymonde Gagné. Pré-élections ou post-élections, ça ne bouge pas beaucoup! »



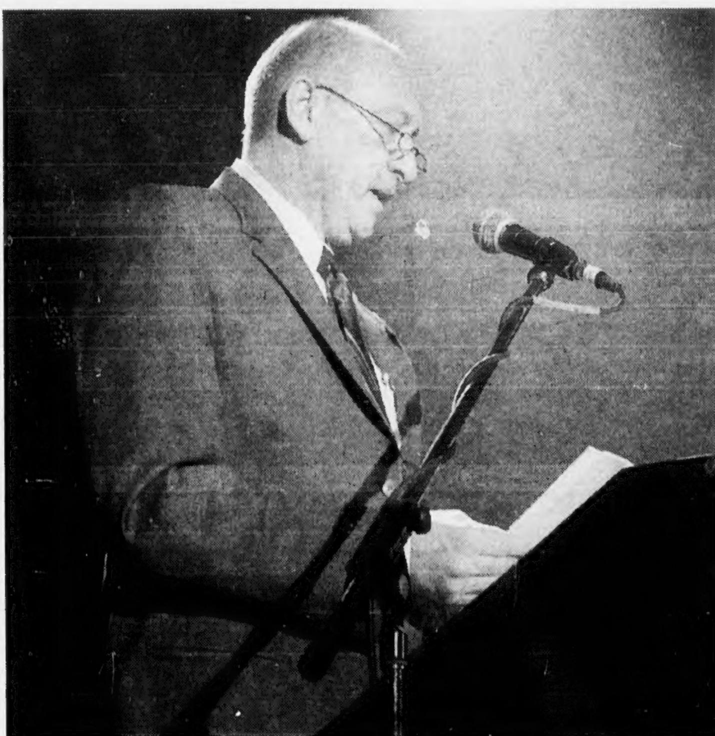
Archives La Liberté

La nomination de Raymond Théberge au poste de sous-ministre adjoint au ministère de l'Éducation : un des événements de 2004.

ÉDUCATION

L'instabilité rend la planification impossible, constate Raymond Théberge. « Mais les négociations se poursuivent, dit-il. On va y arriver! Il faut aussi savoir qu'on négocie en fonction du Plan d'action sur les langues officielles. » Ce fameux « plan Dion » a des objectifs « très ambitieux » : il préconise que d'ici 2013, 80 % des francophones éligibles soient inscrits dans les écoles de la minorité, et que 50 % des finissants du secondaire soient bilingues. « On parle donc d'élèves qui sont déjà dans le système, rappelle Raymond Théberge. Mais pour atteindre ces objectifs, il faut doter les communautés et les provinces des outils nécessaires. Et il faut aussi réaffirmer le bilinguisme comme une valeur fondamentale de notre société. »

« Tout le monde a applaudi le dépôt du plan Dion en avril 2003, mais depuis il n'y a pas eu d'action, note Raymonde Gagné. On attend avec impatience de pouvoir collaborer à la mise en œuvre de ce plan ! »



Archives La Liberté

Gérard Auger lors de la soirée gala de la Division scolaire franco-manitobaine qui soulignait le dixième anniversaire de l'organisme. Une division scolaire « là pour rester ».

Les dix ans de la DSFM

Pas étonnant que pour le directeur général de la DSFM, l'événement à retenir soit les dix ans de la division scolaire. « C'était aussi ma première année comme DG », rappelle **Gérard Auger**.

Ce dixième anniversaire, la DSFM l'a souligné lors d'une soirée gala le 28 octobre, alors que de nombreux intervenants en éducation étaient à Winnipeg pour participer au colloque de la CNPF et à l'assemblée annuelle de la Fédération nationale des conseils d'écoles francophones. « Tout le monde nous a félicité pour notre 10e, se souvient Gérard Auger, mais ce qui frappait le plus les gens venus d'ailleurs, c'était notre esprit de communauté et notre respect. »



Archives La Liberté

20e anniversaire de la Commission nationale des parents francophones : le colloque a lieu à Winnipeg.

« Le 10e anniversaire, c'est très important, estime **Léo Robert**. Malgré des débuts difficiles et précaires, la DSFM a fait sa marque. Elle est acceptée et mieux comprise à l'extérieur de la communauté, dans le milieu éducationnel anglophone, chez le gouvernement, chez les autres divisions scolaires. C'est vrai que la DSFM est spéciale et unique, mais on est quand même membres d'un système éducatif auquel on participe. »

2004 n'a pas été qu'une année de célébrations : « En un an seulement, on a vu l'approbation, la construction et l'ouverture de la **nouvelle école Jours-de-Plaines** » rappelle Gérard Auger. À Brandon, « on a adopté le projet, trouvé un site et ouvert une **école en septembre** ». À Ile-des-Chênes, « on a terminé la **nouvelle aile du Collège régional Gabrielle-Roy** » et à Saint-Boniface, « **l'expropriation de Scott, Screen & Wire** est en cours. »

Huit millions pour combler le déficit

En octobre, la Province a annoncé l'octroi de huit millions $ supplémentaires au budget de la DSFM pour l'année en cours, ce qui comble le manque à gagner. « Ça a permis de boucler le budget, explique Gérard Auger, mais c'est aussi plus que ça puisqu'on a convenu que Raymond Théberge et moi, on allait devoir discuter pour finaliser une meilleure formule de financement pour l'avenir, une formule qui permette de planifier. »

La nomination de Raymond Théberge

Pour Léo Robert, c'est le fait saillant important de l'année : Raymond Théberge est devenu sous-ministre adjoint en éducation, succédant ainsi à Guy Roy, qui a pris sa retraite. « C'est une nomination importante pour deux raisons, indique Léo Robert. D'abord parce qu'il connaît bien le système d'éducation publique et francophone. Ensuite, parce que de la recherche dans le domaine de l'éducation, il en a fait systématiquement, il en a fait beaucoup, il est très renseigné sur cela et sur la communauté. C'est un atout important. Raymond est très respecté; déjà en soi, c'est un facteur qui peut jouer en notre faveur. »

« C'est un changement de leadership, et ce sera intéressant de voir où ça nous mène et quel rôle le BEF va vouloir jouer maintenant, entre autres face à la DSFM, note **Raymonde Gagné**. Compte tenu du plan d'action sur les langues officielles, il y a là une opportunité pour rediriger les activités du BEF. »

L'année chanceuse du CUSB

Le CUSB a obtenu sa première chaire de recherche, qui est aussi la seule chaire de recherche de son genre au pays. « On a accueilli la **Chaire de recherche sur l'identité métisse** avec fierté », note Raymonde Gagné.

La Collège a vécu une autre première en mai, alors que ses **13 premières infirmières ont obtenu leur diplôme** en français.

2004, c'est aussi l'année qui a suivi celle du **rapport du vérificateur général** de la Province, qui avait entraîné de nombreux bouleversements au Collège. « Ça nous a amenés à nous repositionner sur le plan administratif, note Raymonde gagné. 13 des 33 recommandations du rapport ont été mises en œuvre et on a bougé sur toutes. Certaines demandent du financement additionnel pour être réalisées.

« On a dépassé nos objectifs en ce qui concerne la réorganisation, l'engagement face à la communauté et la transparence. Je suis très satisfaite du travail effectué par toute l'équipe. Et on sent aussi l'appui de la communauté. Par exemple, on a largement dépassé les objectifs de notre **levée de fonds**. On s'était fixés 555 000 $, on a récolté 1 240 000 $. »

Raymonde Gagné souligne par ailleurs la création du **nouveau Collège universitaire du Nord**, qui donne accès à l'enseignement postsecondaire aux habitants du Nord de la province, Autochtones ou non. « C'est important d'offrir un enseignement postsecondaire adapté à la culture locale, qui va aussi être un levier de développement économique. »

SANTÉ

Une année clé

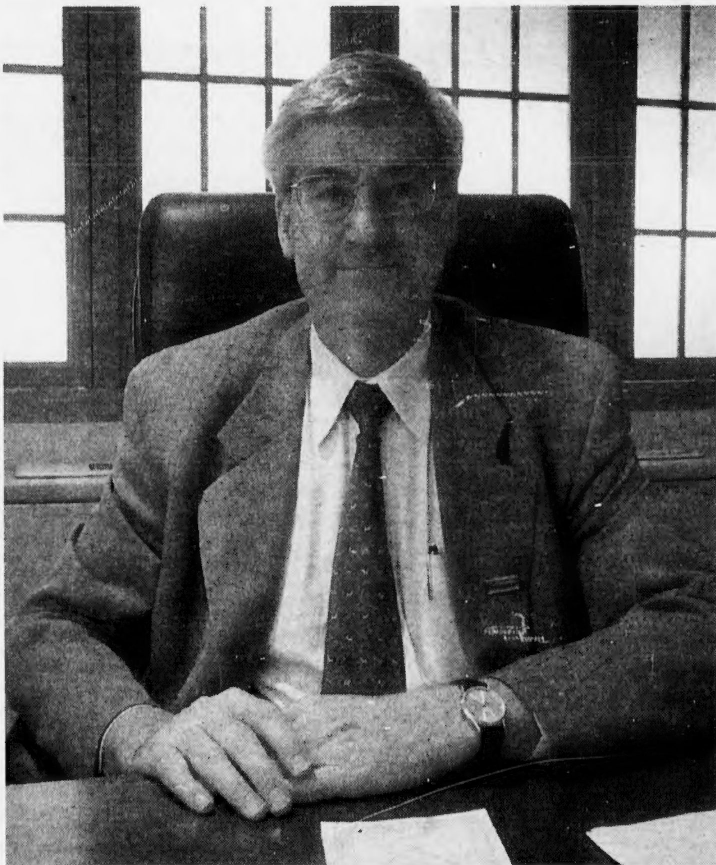
Daniel BAHUAUD

Le Manitoba français sera mieux desservi en matière de santé grâce aux nombreux développements qui ont eu lieu en 2004. Voici les faits saillants de l'année.

Signature de l'Entente fédérale-provinciales en santé

L'entente fédérale-provinciales du 15 septembre, qui a accordé aux provinces **41 milliards $ sur cinq ans**, fait l'unanimité des professionnels de la santé. « C'est une entente d'envergure, souligne le président-directeur général de l'Hôpital général Saint-Boniface (HGSB), **Hubert Gauthier**. Évidemment, nous n'avons pas encore vu l'argent, mais l'injection risque d'avoir un impact considérable sur la qualité de la santé primaire au Manitoba. Dans son dernier discours du Trône, la Province a signalé son intention de réduire les listes d'attentes pour les chirurgies. Elle veut également améliorer ses services de diagnostic. »

Le directeur des Sœurs Grises du Manitoba, **Raymond Lafond**, estime qu'il ne faut pas négliger l'impact de l'entente, également conclue en septembre, entre Ottawa et les provinces sur la **nouvelle formule de péréquation**. « Son importance pour le domaine de la santé est incontestable, déclare-t-il. Le Manitoba bénéficie énormément de la péréquation. Et rappelons-nous que près de 30 % du budget provincial est consacré à la santé. »


Archives La Liberté

Après six ans à la tête de l'Hôpital général Saint-Boniface, Hubert Gauthier annonce sa retraite anticipée.



Archives La Liberté

L'Hôpital de Sainte-Anne, qui a célébré son 50e anniversaire, est devenu le centre régional pour les naissances.

L'incorporation du Conseil communauté en Santé du Manitoba

Un des événements marquants de 2004 est sans doute l'incorporation, en octobre, du Conseil communauté en Santé (CCS) et la reconnaissance de cet organisme par la Province comme porte-parole officiel des francophones du Manitoba en matière de santé et services sociaux. « La porte est maintenant ouverte, souligne la coprésidente sortante du CCS, Patricia Courcelles. Les francophones ont une voix. Lors de la réunion de fondation du CCS, la Province a annoncé que chaque Office régional de la Santé devra élire des Franco-Manitobains. Ils seront présents dans toutes les discussions qui relèvent des services en français, ce qui assurera une meilleure accessibilité à ces services. »

L'annonce de nouveaux centres de santé

Trois nouveaux centres de santé sont en construction ou ont été annoncés par le province en 2004, à Saint-Jean-Baptiste, Saint-Claude et Notre-Dame-de-Lourdes.

« Nous assistons à la création d'un réseau manitobain de centres de services en santé, souligne **Hubert Gauthier**. Tout n'est pas encore réalisé, mais les annonces faites en 2004 pointent dans la bonne direction. Plus que jamais, les Franco-Manitobains ont l'appui et le pouvoir décisionnel qu'il leur faut pour étudier, proposer et lancer des projets dans le domaine de la santé. »

La mise en place de Info-Santé

L'année 2004 a également vu la **création de la ligne téléphonique Info-Santé**, la composante francophone du service Health Links. « C'est un service qui sera apprécié par tous les francophones, souligne le coprésident sortant du Conseil communauté en Santé », Denis Fortier.

Deux hôpitaux plus forts

Dans la région du Sud-est, des décisions prises en 2004 assureront l'épanouissement de **l'Hôpital Sainte-Anne**, qui a fêté son 50e anniversaire. « Notre office régional de la santé a décidé de faire de l'Hôpital Sainte-Anne l'endroit dans la région pour les accouchement, souligne le président du conseil d'administration de Santé Sud-est, **Aurèle Boisvert**. L'année a donc vu l'aménagement d'une nouvelle salle de travail. »

2004 a également été marquante pour **l'Hôpital général Saint-Boniface**, puisque la Province a décidé d'y concentrer tous ses services en cardiologie médicale et en chirurgies cardiaques. « Dorénavant, les chirurgies se feront chez nous, souligne le président-directeur général de l'hôpital, Hubert Gauthier. Et puis, pour mieux répondre à ce nouveau mandat, il a été décidé d'ajouter un deuxième étage de 20 000 pieds carrés à l'édifice. »

Le départ d'Hubert Gauthier

En novembre, le président-directeur général de l'Hôpital général Saint-Boniface (HGSB), Hubert Gauthier, a annoncé sa **retraite anticipée**, après six ans à la barre de cette institution. « Si l'HGSB a connu un grand essor depuis quelques années, c'est en grande partie grâce à Hubert Gauthier, affirme le président du conseil d'administration de l'HGSB, **Normand Boisvert**. Prenons la cardiologie. En 1999, ce n'était pas dans les cartes que ce soit un domaine d'envergure à l'hôpital. Hubert Gauthier a changé tout ça. Sa vision, son dynamisme, son savoir-faire et ses habiletés de réseautage nous ont permis de rediriger nos énergies vers ce domaine. »

Hubert Gauthier a également œuvré à resserrer les liens entre l'HGSB et la communauté francophone. « Il a rappelé à la Province que 10 % de la population desservie par l'hôpital sont francophones, et a beaucoup travaillé afin que 10 % des employés le soient aussi, souligne Normand Boisvert. Et puis n'oublions pas son rôle clé dans l'amélioration du réseautage entre organismes francophones dans le domaine de la santé. Ce n'est pas étonnant qu'il se soit mérité un Prix Riel en 2004. Son départ est une grande perte pour la communauté. On ne pourra pas le remplacer, seulement lui succéder. »

SCÈNE CULTURELLE

Panoplie de succès

Gabriel GOSSELIN

Les amateurs de **littérature**, **théâtre**, ***cinéma*** et de la **chanson** ont eu droit à des spectacles sans pareils, à de créations sur la scène et à toute une gamme d'écrits d'auteurs locaux. *La Liberté* fait le point sur l'année écoulée avec certains des artisans du monde des arts.

Littérature : des nouvelles collections de poche

Les **Éditions des Plaines** et les **Éditions du Blé** ont toutes deux lancé en 2004 une nouvelle collection en format poche qui leur permet de rééditer des titres choisis. « Les réalisations de cette année démontrent la force et la maturité de la littérature franco-manitobaine, croit l'écrivain Roger Léveillé. On doit souligner le lancement des collections poche des maisons d'éditions. Plusieurs titres sont déjà parus ou paraîtront bientôt, dont ***La vigne amère*** de Simone Chaput et ***Old Man, Old Dog et L'enfant*** de Marguerite Primeau.

Le Foyer des écrivains, volet francophone du Festival international des écrivains de Winnipeg, s'est cette année rendu dans des communautés rurales et deux dramaturges d'ici ont également vu leur pièce éditée.

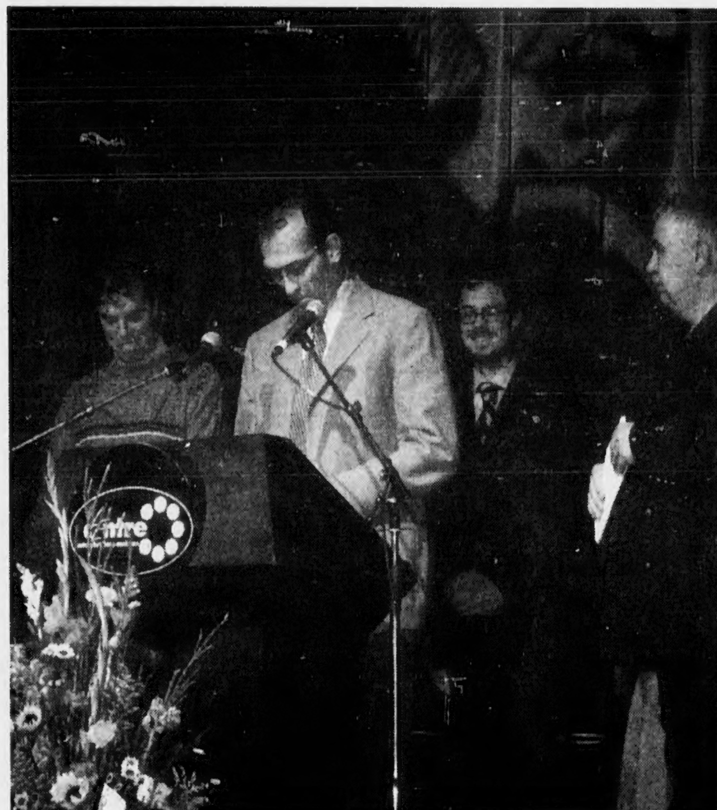
« La publication de pièces de théâtre a été un événement marquant, mentionne Roger Léveillé. Les Éditions du Blé ont publié ***Laxton*** et ***La tentation d'Henri Ouimet*** de Rhéal Cenerini et ***L'année du Big-Mac*** de Marc Prescott. Les éditions des Plaines ont publié la traduction faite par Marc Prescott de la pièce ***Séquestrés*** de Glen Joyal.

« Le Foyer des écrivains était très intéressant encore une fois cette année, continue Roger Léveillé. Le concours de poésie a été un succès; il y avait une vingtaine de participants qui ont vu leur poème être diffusé sur Radio-Canada et publié dans *La Liberté*. Dans les communautés où nous sommes allés avec Les Mots voyagent, les gens ont beaucoup apprécié notre visite. Et j'ai eu l'occasion de lancer mon recueil de poésie, ***Faste***, une collection de poèmes que j'ai écrits dans les années 1990. »



Archives La Liberté

Madrigaïa à Buenos Aires : le talent qui s'exporte.



Archives La Liberté

Prix Riel pour Cinémental : dix ans d'efforts soutenus reconnus.

Création du Théâtre des crudités

C'est principalement la création de la nouvelle troupe de théâtre, **le Théâtre des crudités**, qui a retenu l'attention cette année. Le Cercle Molière a proposé deux créations d'auteurs d'ici cette année, ***Laxton*** de Rhéal Cenerini et ***Séquestrés*** de Glen Joyal.

« Pour moi, le plus grand moment de l'année en théâtre a été la **création du Théâtre des crudités**, souligne le coordonnateur de l'animation culturelle du Collège universitaire de Saint-Boniface, **Christian Perron**. Et pour plusieurs raisons. Il existait un besoin de créer une nouvelle troupe qui vise un différent public.

« Maintenant, le besoin d'avoir des spectacles différents pour un nouveau public est comblé, continue-t-il. Et comme la troupe monte ses pièces avec des amateurs, elle forme une nouvelle génération de comédiens tout en donnant l'occasion aux artistes de travailler davantage. »

Des tournées et des nominations

La formation **Madrigaïa** a participé à une tournée sud-américaine lors du Rendez-vous de la francophonie en mars. Les groupes **Kraink**, **Valjean** et l'artiste **Jeff Stafflund** ont mérité une nomination dans la catégorie meilleur album français lors des **Western Candian Music Awards**. Et Benoit Morier, dont le nom d'artiste est **BenWah**, connaît une grande popularité depuis la sortie de son album.

« Le spectacle de Richard Desjardins avec le Coup de cœur francophone mérite d'être mentionné, croit Christian Perron. Mais je crois qu'il faut parler d'un phénomène dans la communauté : la montée en flèche de BenWah. Benoit Morier était déjà bien connu comme musicien, mais maintenant il est reconnu en tant qu'auteur-compositeur-interprète et réalisateur. »

« Les quatre disques franco-manitobains en nomination aux Western Canadian Music Awards ont été un grand moment de l'année, dit une membre de la formation Madrigaïa, Marie-Claude McDonald. Et Pour Madrigaïa, l'année a été marquée par notre percée dans le marché international avec les Rendez-Vous de la francophonie. Ça va peut-être mener à d'autres spectacles en Amérique du Sud. »

Appel du large et Cinémental

Cinémental qui connaît un succès monstre et Les Productions Rivard qui ont le vent dans les voiles : l'année cinéma a été un succès.

Les Productions Rivard ont vu leur premier long-métrage, **L'appel du large**, être diffusé cet automne à la télévision de Radio-Canada. Et **Cinémental**, qui a mérité un Prix Riel à l'occasion de sa dixième saison, a connu une de ses meilleures années. Par ailleurs, les Productions Rivard débutent le tournage de leur prochain long-métrage, **Voyageur**.

Mais pour Léo Dufault, c'est un film québécois qui mérite une mention cette année. « Je crois qu'un des grands moments de l'année au cinéma a été la remise d'un Oscar À Denys Arcand pour son film, ***Les invasions barbares***, dans la catégorie meilleur film étranger, constate le réalisateur avec les Productions Rivard, Léo Dufault. »

À VOTRE santé

La dépendance aux jeux du hasard

Saviez-vous que...

- Comparé aux joueurs qui n'ont pas de problèmes avec le jeu, les joueurs compulsifs à travers le Canada ont un taux plus élevé de dépendance à l'alcool (15 % versus 2 %), de détresse psychologique (29 % versus 9 %) et de problèmes familiaux dus au jeu (49 % versus 0 %).
- Au Canada plus de la moitié des joueurs qui reconnaissent qu'ils ont un problème de dépendance au jeu ont tenté de cesser de jouer dans l'année précédente, sans y parvenir.
- En 2001, la Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances (AFM) a mené un sondage aléatoire auprès de 3 119 Manitobains adultes et a conclu que 3,4 % des Manitobains étaient à risque modéré de devenir joueurs pathologiques ou étaient considérés joueurs pathologiques.
- Au Manitoba les joueurs compulsifs étaient moins au courant des ressources disponibles dans la province que les joueurs qui n'avaient pas de problème de dépendance.

Que comprend-on par « jeu de hasard »?

La Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances définit le jeu de hasard de la façon suivante : « *Toute pratique de jeu qui amène à risquer de l'argent ou des objets de valeur sur l'issue d'un jeu, d'un concours ou d'un autre événement. L'issue de l'activité dépend partiellement ou totalement du hasard.* »

Comment sait-on si on a un problème de dépendance aux jeux de hasard?

- On a **peut-être** un problème de dépendance aux jeux de hasard si, pendant l'année :
- on a ressenti à un moment donné qu'on aimerait arrêter de jouer mais on ne s'en sent pas capable;
- quelqu'un dit qu'on a un problème de dépendance au jeu, peu importe qu'on le croit ou non;
- on a regretté les montants pariés ou les retombées d'une dépendance au jeu;
- on a emprunté de l'argent pour jouer et on n'a pas remboursé la dette de jeu;
- on a parié plus d'argent qu'on avait prévu à un moment quelconque.

Voici d'autres points qui **peuvent** dénoter un problème de dépendance au jeu :

- on essaie de dissimuler à sa famille et à ses amis dans quelle mesure et à quelle fréquence on s'adonne aux jeux du hasard;
- on dit « ne pas jouer ou parier » ou avoir gagné de l'argent quand, en réalité, on en a perdu;
- on trouve que « jouer ou parier » est l'activité la plus excitante à laquelle on peut s'adonner;
- on se fâche ou on est irritable si on ne peut pas jouer;
- on a du mal à arrêter de jouer après avoir perdu de l'argent, parce qu'on veut récupérer ce qu'on a perdu;
- le temps s'arrête et on oublie tout lorsqu'on s'adonne aux jeux du hasard.

Que devrait-on faire si l'on soupçonne un problème de dépendance au jeu chez un membre de sa famille ou chez un ami?

Ce qu'il faut faire :

- Appeler la Ligne d'aide pour personnes souffrant d'une dépendance au jeu (1 800 463-1554) ou un bureau local de la Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances pour obtenir des renseignements sur le jeu et ses effets et sur les ressources disponibles pour les joueurs et leurs familles.
- Reconnaître le problème et exprimer respectueusement son inquiétude au joueur.
- Appuyer le joueur ayant un problème de dépendance au jeu s'il décide de suivre un traitement.
- Encourager le joueur excessif à participer à des activités sociales et récréatives. Ceci peut aider à combler le vide dans sa vie laissé par le jeu.
- Garder un équilibre dans sa vie à soi en fréquentant des amis, en participant soi-même à des activités sociales et récréatives et *en prenant soin de soi-même.*

Ce qu'il ne faut pas faire :

- Chercher à surveiller le joueur, lui faire la morale, le blâmer ou essayer de limiter ses habitudes de jeu.
- Ignorer le problème ou minimiser le sentiment qu'il se passe quelque chose.
- Se blâmer pour les problèmes de jeu de la personne souffrant d'une dépendance.
- Faciliter la dépendance du joueur excessif en mentant, en donnant de fausses excuses pour expliquer le comportement du joueur, en lui prêtant de l'argent ou en remboursant ses dettes.
- S'attendre à ce que le joueur excessif arrête facilement de jouer.

Sources :
Statistiques Canada, 2002
Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances, 2001

Cette chronique est rendue possible grâce à une collaboration du Centre de santé Saint-Boniface.



1. **Reliez l'animal à son cri :**

Cigale	lamente
Caille	ramage
Crocodile	craquette
Cygne	carcaille
Pinson	trompette

2. **Quel est l'anniversaire de mariage?**

   À 2 ans de mariage, on fête les noces de...
   À 8 ans, les noces de...
   À 13 ans, les noces de...
   À 30 ans, les noces de...
   À 55 ans, les noces de...

3. **Qu'ont en commun Babar, Popeye, Tarzan et Tintin?**
4. **Qu'est-ce qu'un Mathusalem, un Balthazar et un Nabuchodonosor?**
5. **Quel était le 5e des 12 travaux d'Hercule?**
6. **Comment se nomment les grands prix qu'on reçoit aux festivals suivants :**

   Le Festival de Cannes; Le Festival de Berlin; le Festival des films du monde de Montréal?

7. **À cinq ans près, en quelle année ont été inventés :**

   l'ascenseur; l'aspirateur; le bouton pression; la machine à laver; la margarine?

8. **Dans quelles villes lirez-vous les journaux suivants :**

   Blick, Clarin, Dagbladet, De Telegraaf; Izvestia?

9. **Qu'est-ce que** *L'Osservatore Romano*?
10. **Qui se cachent sous les pseudonymes suivants :**

    Allen Stewart Königsberg; François Silly; Lucille Le Sueur; Sylvette Héry.

RÉPONSES

1. La cigale craquette; le crocodile se lamente; la caille carcaille; le cygne trompette; le pinson ramage.
2. 2 ans = coton; 8 ans = bronze ou sel; 13 ans = dentelle; 30 ans = perles; 55 ans = émeraude
3. Ils ont été créés la même année, en 1929.
4. Ce sont des noms de bouteilles de champagne. Le Mathusalem contient 6,40 litres, soit 8 bouteilles. Le Balthazar contient 12,80 litres (16 bouteilles) et le Nabuchodonosor contient 16 litres (20 bouteilles). Un Magnum de champagne contient 1,60 litres.
5. Il nettoya les écuries d'Augias en un jour.
6. La Palme d'or, l'Ours d'or, le Grand Prix des Amériques.
7. 1853; 1901; 1885; 1858; 1868.
8. Zurich; Buenos Aires; Oslo; Amsterdam; Moscou.
9. C'est l'Organe officiel du Vatican.
10. Woody Allen; Gilbert Bécaud; Joan Crawford; Miou-Miou.

Recette — Brocoli en salade

1 brocoli de grosseur moyenne, en bouquets, blanchi dans l'eau bouillante légèrement salée
1 petit piment rouge, en dés
1 petit piment vert, en dés
1 petite carotte, en dés, blanchie dans l'eau bouillante légèrement salée
1 petit oignon, haché
1 petite conserve (199 mL) de maïs en grains, égouttés
1/4 tasse (65 mL) de mayonnaise
2 c. à soupe (30 mL) de vinaigrette italienne du commerce
1/2 c. à thé (2,5 g) de sucre

1. Dans un grand bol, mélanger tous les légumes.
2. Dans un autre bol, mélanger la mayonnaise, la vinaigrette et le sucre.
3. Ajouter la sauce aux légumes et bien mêler le tout.
4. Servir froid dans un bol de service.

Donne 6 portions. **Recette tirée du site internet suivant : http://www.recettes.qc.ca**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 324

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1							■					
2												
3						■					■	
4			■							■		
5					■			■				
6							■		■			
7												
8			■									■
9									■			
10		■								■		
11				■								
12							■					

HORIZONTALEMENT

1. Lieu public où on lavait le linge. - Rendis vide.
2. Unirait dans un mélange.
3. Qui est sans gravité. - En outre.
4. Richesse. - Prénom masculin. - Possessif.
5. Eut le même son. - Richard Langlois. - Attendrit.
6. Sarcastique. - Mesure agraire.
7. Amour pathologique de soi (pl.).
8. Thérèse Imbeault. - Marquais mon hésitation.
9. Nombre très considérable. - Saison agréable.
10. Mouvements vers les points d'origine. - Infinitif.
11. École nationale d'administration. - Plaisir solitaire.
12. Qui sont conformes à la loi divine. - Vas à l'aventure.

VERTICALEMENT

1. Femmes qui effectuent des travaux de laboratoire.
2. George Bush en est un. - Nadia Asselin.
3. Panier d'osier. - De l'eau salée. - Oeufs de poisson.
4. Gouvernement dans lequel le pouvoir est exercé par un petit groupe.
5. Produit par l'action du feu. - Sous peu.
6. Coups de baguettes. - Domptions.
7. Le produit des abeilles. - Plaça par la pensée en un lieu.
8. Refus de donner son accord. - Réservoir d'eau de pluie.
9. Prénom féminin. - Possessif. - Titre d'honneur.
10. Dommage. - Grand-mère. - Serge Raymond.
11. Dupe. - Estime au-delà de son prix.
12. Couches de terrain. - Époques.

RÉPONSES DU N° 323

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	P	I	E	R	R	E	■	F	C	H	E	B
2	A	L	L	A	I	T	A	■	H	U	R	E
3	C	L	A	S	S	E	R	A	I	E	N	T
4	T	O	N	S	■	S	E	P	A	R	E	E
5	I	G	■	O	B	■	S	O	L	E	S	■
6	S	I	C	I	L	E	■	G	E	N	T	E
7	E	Q	U	E	U	T	E	E	■	T	■	C
8	S	U	I	N	T	■	T	E	L	■	P	O
9	■	E	S	T	E	R	A	■	U	N	E	S
10	U	■	I	■	R	O	B	I	N	E	T	S
11	S	O	N	N	A	I	L	L	E	■	R	E
12	E	P	A	I	S	S	I	S	S	A	I	S

JEUNESSE

Prendre sa place, maintenant!

Mélanie MORIN

En 2004, les jeunes franco-manitobains se sont fait voir et entendre. « Les jeunes ont pris leur place, constate la directrice générale du Conseil jeunesse provincial (CJP), Roxane Dupuis. Ils n'attendent plus de se faire donner de la place, ils agissent! »

La manifestation du 13 décembre

« La manifestation sur l'Esplanade Riel a sans aucun doute été marquante pour la jeunesse, affirme le président du CJP, Martin Gautron. Nous avons été responsable de l'organisation de l'événement et nous avons démontré que nous sommes présents dans notre communauté. »

Mathieu Allard, candidat pour le Nouveau parti démocratique aux dernières élections fédérales, est d'accord avec Martin Gautron. « Cette manifestation démontre que la jeunesse est active, dit-il. La jeunesse a démontré qu'elle veut et peut s'occuper des sujets importants qui touche l'avenir de la francophonie. »

« Nous sommes une génération d'acquis, pense Roxane Dupuis. Nous avons toujours eu les services en français, nous n'avons jamais vraiment eu à nous battre pour nos droits. C'est pourquoi la manifestation de l'Esplanade Riel a été spéciale. Nous sommes sortis de notre zone de confort pour afficher notre fierté. C'est une des première fois que les jeunes se mobilisent pour une cause comme celle-là. J'ai hâte de voir l'impact que cela aura sur la communauté. »

« La jeunesse francophone commence à avoir une voix, constate la présidente de l'Association étudiante du Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB), Solange Buissé. J'espère que cette voix deviendra de plus en plus forte et que les jeunes seront pris au sérieux et écoutés par le reste de la communauté. »

Le grand rassemblement jeunesse

Des jeunes Canadiens de partout au pays se sont rassemblés pour souligner les 400 ans de l'Acadie en août à Halifax. « Pour savoir où tu t'en vas, tu as besoin de savoir d'où tu viens, pense Roxane Dupuis. Ç'a été important pour toutes les personnes qui ont participé à ce moment historique. Les effets positifs sur les jeunes vont être là tout au long de leur vie. »

« J'ai eu la chance d'être là, signale le coordonnateur du journal étudiant du CUSB, Miguel Vielfaure. C'était une grande fête de la langue et de la culture. »

La Société des clochers

En août, le manifeste d'un groupe de jeunes Franco-Manitobains se présentant comme la Société des clochers a eu l'effet d'une bombe. « Ce manifeste a permis aux jeunes de se faire entendre, croit Miguel Vielfaure. Que l'on soit d'accord ou non avec leurs propos, le résultat est que la jeunesse a été le centre d'attention pendant un certain temps. »

« Il ne faut pas juger la manière prise par ces jeunes, indique Roxane Dupuis. L'important c'est que la jeunesse démontre de l'intérêt dans la communauté et veuille prendre sa place. »

L'éducation : un pas dans la bonne direction

En 2004, les étudiants internationaux se sont vu accordés le droit de travailler au Manitoba. « Ça aide, c'est sûr, considère Solange Buissé. Il faut maintenant que cette réalité soit étendue partout au Canada.

« Paul Martin a annoncé huit milliards $ d'investissements dans l'éducation postsecondaire, rappelle-t-elle. C'est une bonne nouvelle, même si nous n'avons pas encore vu cet argent. »

Les élections et la politique

« Il y a eu beaucoup d'intérêts chez les jeunes pendant les dernières élections fédérales, constate Martin Gautron. Je remarque le début d'une évolution. Les jeunes se mêlent de plus en plus de politique et d'autres questions qui touchent leur culture, leur communauté. »

« Beaucoup d'efforts ont été faits pour intéresser davantage les jeunes à la politique, explique Mathieu Allard. Il semble que cela ait donné des résultats. C'est bien que les jeunes réalisent que la politique les concerne et les touche directement.

« Il y a aussi eu beaucoup de décisions politiques qui ont touché les jeunes, poursuit-il. Je pense entre autres au projet Rapid Transit. Les jeunes utilisent beaucoup le transport en commun. Le fait d'abandonner le projet est donc mauvais pour les jeunes.

« D'un autre côté, on pense de plus en plus à protéger l'environnement, continue Mathieu Allard. La Province se tourne vers l'énergie renouvelable comme les éoliennes et il y a des investissements pour assainir le lac Winnipeg. Ce sont de bonnes nouvelles pour la jeunesse et les générations futures. »



Archives La Liberté

La manifestation sur l'Esplanade Riel le 13 décembre 2004 a été pour plusieurs jeunes le point culminant de l'année et la preuve que les prennent de plus en plus la place qui leur revient.

RÉGIONS

Le dynamisme économique des villages

La Broquerie

« Nous avons 47 **nouvelles maisons**, indique fièrement le directeur général de la municipalité, Laurent Tétrault. Ç'a été une année record pour la construction. C'est un signe que la population augmente et que les gens veulent s'installer à La Broquerie. »

Le **parc industriel** de La Broquerie a aussi été agrandi. « Nous avons 20 nouveaux acres, signale Laurent Tétrault. Et déjà, plusieurs personnes se sont montrées intéressées à s'établir dans notre parc industriel. Nous sommes présentement en pourparlers avec des gens et les résultats concrets devraient venir en 2005. »

Plusieurs projets se termineront en 2005, dont la construction de **nouvelles rues** et d'une **nouvelle lagune**.

Laurier

« **On a enfin une nouvelle école!**, lance l'enseignante et membre du comité scolaire de l'École Jours-de-Plaine, Claudette Saquet. On a travaillé sans relâche pour l'obtenir, pendant près de dix ans. En luttant, notre communauté a connu des hauts et des bas. Mais nous n'avons jamais perdu courage. Notre école, c'est le fruit de la persévérance. »

« Mes deux enfants sont tellement heureux de ne plus être dans les huttes mobiles, lance à son tour Pauline Maguet. L'ambiance est plus scolaire. Les jeunes ont leur propre salle de classe et c'est plus tranquille pour étudier. Ils ne sont plus tassés comme des sardines. Ils me disent : c'est fameux d'être chez nous! »

Paul Saquet est du même avis. « Une nouvelle école, c'est spécial, souligne l'agriculteur. Mon seul regret, c'est qu'on ait attendu tellement longtemps pour l'avoir. Ma dernière est rendue à sa troisième année d'université. Elle aura manqué les belles années dans ces beaux locaux. »

Lorette

« Ça a été une année pas mal occupée, s'exclame un élu de Lorette, Ross Deschambault. Il y a eu de **nombreux développements résidentiels et industriels** qui ont fait de 2004 une très bonne année pour nous. »

La possible **incorporation du village** a fait les manchettes. « Je compare notre situation à celle d'une famille, explique Ross Deschambault. Les enfants ont besoin des parents, mais à un certain âge, ils peuvent voler de leurs propres ailes. Nous ne savons pas si l'incorporation de Lorette se produira, mais nous aimerions ça. Nous ferons circuler une pétition en 2005 pour que les résidants de Lorette décident. »

Parmi les autres faits importants : le **911** est maintenant accessible aux résidants de Lorette. « Ce n'était pas tout le monde qui était désservi par le 911, indique Ross Deschambault. Maintenant tous nos résidants sont davantage en sécurité. »

Municipalité rurale de Montcalm

Le Festival du Patrimoine de Saint-Joseph a encore une fois attiré de nombreuses personnes en 2004 et le village de Saint-Jean-Baptiste a vu son **seul restaurant rouvrir ses portes** après avoir été fermé pendant plus d'un an.

Bonne nouvelle pour les résidants: depuis 20 ans qu'ils le demandent, ils auront finalement un **Centre de santé communautaire**. Grâce à un appui financier de Santé Manitoba et Santé Canada, le Centre de santé communautaire Montcalm, qui ouvrira l'automne prochain, offrira des services de santé et ainsi que des services sociaux. L'édifice sera construit à proximité du foyer pour personnes âgées de Saint-Jean-Baptiste, le Paradis de pionniers.

Notre-Dame-de-Lourdes

« Il y a eu beaucoup de positif en 2004, indique l'agente de la Corporation de développement communautaire Lourdéon, Yvette Gaultier. Nous avons complété **deux projets de construction** de logement pour 55+, pour un total de six unités. Nous avons fermé les dossiers du **Sentier communautaire** et nous avons acheté de **nouvelles enseignes** pour le village qui seront faites par l'artiste local Hubert Théroux. »

Notre-Dame-de-Lourdes a lancé de nouveaux projets dans le domaine de la santé. « Nous avons démarré ***Ensemble chez soi***, un service pour aînés qui leur fournit de l'aide pour l'accomplissement de tâches routinières afin qu'ils puissent retenir un certain montant d'indépendance, continue Yvette Gaultier. Nous voyons également la concrétisation du projet de **Centre de bien-être Lourdéon**, pour lequel nous venons de lancer notre campagne de financement. À la mi-décembre, on avait déjà amassé 650 000 $. » Le comité directeur du Centre de bien-être Lourdéon espère amasser 1,5 million $ afin d'entamer les travaux de construction au printemps.

Saint-Claude

« Nous avons travaillé, avec la municipalité de Montcalm et Notre-Dame-de-Lourdes, sur une demande pour établir des centres de santé dans chacun des villages, affirme l'ancien agent de développement communautaire de Saint-Claude, Maurice Hince. Nous avons reçu **30 000 $ pour développer le Centre de santé de Saint-Claude** et un autre 45 000 $ pour financer la création d'une équipe ambulante qui desservira les trois localités. Le comité directeur est présentement en train de faire des consultations communautaires. Ce sera sûrement la priorité pour l'année 2005. »

Dans le domaine des loisirs, plusieurs **améliorations ont été apportées au parc Mille 60.** « Les terrains de base-ball et de soccer ont été refaits, signale Maurice Hince. Des nouvelles cages ont été installées et de la nouvelle herbe a été semée. Tout sera prêt au printemps. » Maurice Hince rappelle que d'autres améliorations sont prévues au cours des

RÉGIONS

prochaines années, dont la création d'un terrain de camping et l'installation de toilettes modernes.

La Villa Saint-Claude a également complété la construction d'un **nouveau logement 55+**. « Un duplex a été construit, et les plans sont prêts pour la construction de deux autres unités, précise Maurice Hince. Quelqu'un a déjà manifesté son intérêt, donc ça prendrait seulement une autre personne pour que le projet aille de l'avant. »

Saint-Georges

«À Saint-Georges, l'événement de l'année, c'est **notre fête d'été**, affirme la directrice de l'École communautaire Saint-Georges, Vivianne Sarrasin-Lilke. La rencontre garde notre communauté en santé. Les gens se rencontrent pour réaffirmer leur identité francophone, et en sortent plus fiers. Nos élèves y ont donné un concert. Il y a même eu, cette année, des parents ayant-droits qui ont décidé d'inscrire leur enfant à l'école française. Tout ça à cause de notre dynamisme. »

Natalie Lécuyer se dit heureuse que les **Voyageurs officiels** pour l'année 2004 et 2005 soient de provenance locale. « Paulette et Jacques Dupont sont tous les deux de Saint-Georges, souligne la résidante de Saint-Georges. Pour moi, c'est une source de fierté. Mes enfants sont au courant et ils trouvent ça *cool*. »

Saint-Laurent

Les Métis de Saint-Laurent ont fait leur entrée sur la scène mondiale en 2004 avec l'**ouverture officielle d'une exposition créée en leur honneur au musée Smithsonian à Washington**, aux États-Unis. « C'est vraiment l'événement numéro un pour la communauté, estime le président de la Corporation de développement communautaire de Saint-Laurent, Louis Allain. C'est une exposition très contemporaine qui représente le mode de vie actuel des Métis de Saint-Laurent. C'est une reconnaissance du fait métis au niveau international, qui crée chez nous un vrai sentiment de fierté. »

Une autre première pour la communauté sur le plan culturel a été le **lancement du disque de Coulée**. « C'est un groupe qui met en vedette trois enseignants et trois jeunes d'ici, rappelle Louis Allain. Il s'agit de leur premier CD et nous sommes tous fiers d'eux. »

Le 1er septembre, Saint-Laurent a vu le **lancement de Head Start**, un programme d'intervention précoce pour enfants d'âge préscolaire. « C'est un genre de mini-maternelle pour les jeunes de trois et quatre ans », explique Louis Allain.

Saint-Lazare

« Il n'y a pas de compétition, lance Claude Huberdeau, un agriculteur de Saint-Lazare. L'événement de l'année, c'est la **mauvaise récolte** qu'ont connue les fermiers de la région. Toutes nos céréales ont gelé. L'avoine, le blé et l'orge, c'est tout pareil. On ne peut s'en servir que pour soigner les animaux. J'ai fait un peu d'argent avec mon colza, qui était moins gelé. Mais c'est sans doute une des pires années que nous avons connues. »

Loraine Tremblay voit la situation d'un autre œil. « Je retiens deux autres événements, dit-elle. D'abord, 2004, c'est l'année où nous avons vu **quatre mises en chantier de maisons**. C'est chose rare pour une communauté rurale de notre taille. Le 5 décembre, **nous avons perdu un des piliers de Saint-Lazare, Denis Fouillard**. Ce musicien a été le maître chantre de la paroisse pendant plus de 60 ans. C'est lui qui a chanté nos baptêmes, nos mariages et nos funérailles. Il a même chanté le matin de son décès. Il nous manquera. »

Saint-Léon

« Le plus gros événement à Saint-Léon cette année, c'est le parc éolien! » estime le conseiller de la Table ronde de Saint-Léon, Luc Labossière. AirSource Power a annoncé, en 2004, un investissement de 187 millions $ pour la **construction du plus grand parc éolien au Canada**. L'entreprise a ensuite signé un contrat de 25 ans avec Hydro Manitoba, selon lequel la société d'État achètera les 99 mégawatts produits chaque année par les aérogénérateurs.

L'année 2004 a également apporté le développement du secteur touristique de la région. « Le **Musée de l'école Théobald** a ouvert ses portes en juin et nous avons commencé la **construction du Centre d'interprétation de la Salamandre**, rappelle Luc Labossière. Les deux pourront se marier dans le futur, surtout avec les améliorations qu'on espère apporter au sentier transcanadien qui fait le tour du lac Rond. En plus, les responsables du parc éolien ont approché le conseil du Centre d'interprétation de la Salamandre pour y ajouter une exposition sur les éoliennes. »

Luc Labossière se dit encouragé par l'énergie investie par les gens de Saint-Léon pour que les projets soient menés à terme. « Le mauvais temps de cet été a été défavorable à l'agriculture, rappelle-t-il. Plusieurs des projets sont menés par des bénévoles, et c'est difficile d'y mettre l'énergie nécessaire quand les revenus baissent et le stress augmente. Mais les gens donnent d'eux-mêmes malgré tout, et ça donne beaucoup de confiance. »

Saint-Malo

Les résidants de Saint-Malo ont accueilli les bras grand ouverts les responsables de la **Maison Chapelle**, qui a officiellement ouverts ses portes cet été. Avec l'ouverture du Café Crow Wing, les organisateurs ont pu célébrer l'ouverture d'un centre qui fera connaître la région à ses visiteurs. Notons également que la 7e édition du **Festival d'été de Saint-Malo** a été un grand succès.

« La Maison Chapelle est ouverte depuis quelque temps déjà, révèle Murielle Bugera, mais nous avions attendu que le Café ouvre ses portes avant de lancer tout ça officiellement. La Maison Chapelle est maintenant un excellent outil de la communauté pour mieux accueillir les gens dans la région et le parc provincial.



Archives La Liberté

L'ouverture de l'exposition sur les Métis de Saint-Laurent au Smithsonian Institute de Washington : un des principaux temps forts de 2004.

Saint-Pierre-Jolys

Plusieurs projets ont vu le jour, notamment la mise sur pied d'un **centre d'appels** de l'entreprise locale CanTalk et un projet de **développement résidentiel**. Le **Festival Chatecler**, qui n'a pas été tenu cette année, s'est vu complètement réaménagé.

« Ça fait des années qu'on travaille sur le projet du centre d'appels, explique l'agente de la Corporation de développement communautaire Chaboillé, Murielle Bugera. CanTalk a déjà embauché au-delà de 20 personnes de la communauté. Les jeunes sont bien contents d'avoir l'occasion de rester dans leur communauté!

« Le développement résidentiel est très important pour nous, avance-t-elle. Nous allons construire jusqu'à 30 maisons dans le village. Quand on veut attirer des développeurs chez nous, il faut démontrer que la communauté les appuie.

« Je suis très heureuse de voir la direction dans laquelle va avancer le Festival Chantecler, continue Murielle Bugera. J'ai toujours su que c'était un événement très, très intéressant pour toute la communauté francophone. Ça a beaucoup de sens de faire de cette activité un grand événement provincial. Et dans sa restructuration, les organisateurs ont réussi à faire embarquer toute la communauté et les organismes. »

Sainte-Agathe

L'année a été marquée par deux événements principaux dans la Vallée de la rivière Rouge. Les résidents de Sainte-Agathe ont participé à l'ouverture de son **Centre d'interprétation des inondations de la Vallée rivière Rouge** et l'ouverture de **l'usine de transformation du canola**.

« Un projet d'importance pour nous a été la nouvelle usine de canola, raconte le président de la Corporation de développement communautaire de Sainte-Agathe, Guy Château. Nous sommes fiers d'être capable d'encourager des gens à investir dans notre communauté. L'usine va employer 45 à 60 personnes une fois qu'elle sera complètement fonctionnelle. »

Guy Château souligne également que l'ouverture officielle du Centre d'interprétation « a très bien été! Nous avons déjà des réservations pour faire des tournées avec des écoles pour l'année prochaine. Nous avons des plans en tête pour le Centre. On va agrandir et ajouter de la signalisation aux douanes et sur l'autoroute.

« Ça a été une très, très bonne année pour nous, continue-t-il. Nous avons **vendu neuf maisons** dans le village. C'est la première fois depuis des années qu'on voit du développement comme ça à Sainte-Agathe! »

Sainte-Anne

Les **rénovations de l'hôpital** Sainte-Anne ont été l'un des moments importants du village. « Ce sera bon pour l'avenir, pense le maire de Sainte-Anne, Robert Gosselin. Ce sont des rénovations importantes qui nous permettront d'offrir de meilleurs services à ceux qui en ont besoin. »

La construction du **pont Robert-Lafrenière** qui mène à la Villa Youville qui est aussi à retenir. « Le pont est maintenant ouvert à la circulation, indique Robert Gosselin. Il reste encore quelques travaux à faire, mais ils ne seront pas faits avant le printemps.

« Parmi les activités récréatives, il ne faut pas oublier le **carnaval d'hiver**, poursuit-il. Ç'a été une très bonne année et les gens ont participé en grand nombre. Et nous avons égayé la place d'affaires, l'automne dernier, en installant des **drapeaux canadiens**. Il y en a une trentaine qui flottent au vent. C'est très beau à voir. »

Télé-horaire de la semaine du 10 au 16 janvier 2005

Le Jour du Seigneur : le dimanche 16 janvier à 10 h à la SRC

Messe multiculturelle célébrée à la Cathédrale d'Ottawa, par Marcel Gervais, évêque.

Du lundi au vendredi

	08h00	08h30	09h00	09h30	10h00	10h30	11h00	11h30	12h00	12h30	13h00	13h30	14h00	14h30	15h00	15h30	16h00	16h30
SRC	7h00 Matin express		37 5		C'est dans l'air		Ricardo	simondur-ivage.com	Téléjournal / Midi	simondurivage.com		Urgences		La loi et l'ordre		Spider-Man	Frontières étrange	Têtes à Kat
RDI	5h00 Matin express		RDI en direct			RDI en direct	Téléjournal / Midi	RDI en direct			RDI en direct		RDI en direct		Le Journal RDI	Le Journal de France	Le Journal RDI	Tribune Parlem..
TV5	:15 TV5 l'invité	Variées	Variées	Variées	V Les Inédits	Variées	Variées	:35 Chiffres et lettres	La cible	Variées	Variées	Variées	Variées	Variées	Variées	Variées	Variées	:55 La cible
TVA	Deux filles le matin		Les saisons de Clodine/ Clodine		Michel Jasmin	:45 Le TVA midi		Dans la mire.com / V TVA en direct.com		Boutique TVA		Sunset Beach		Les feux de l'amour		Top modèles	Le 17 heures	

Lundi 10 janvier

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	Watatatow	Union fait la force	Téléjournal	Zig Zag	Virginie	Rumeurs	L'Auberge du chien noir "Tout un Shock!"		Détect. Inc.			Téléjournal /Point	Téléjournal	Zig Zag	C'est dans l'air		Revers de médaille	Mémoires d'enfance
RDI	Le Journal RDI	Capital actions	Le Monde	Part des choses	Grands Reportages		Le Téléjournal / Le Point		Part des choses	Le Monde	Le Journal RDI		Le Téléjournal / Le Point		Grands Reportages		Le Journal RDI	
TV5	16h55 La cible	Le Journal de France	Double mixte	Double je			Ombre et lumière	Coeurs batailleurs	Phôtos	TV5 le journal	Les années belges			Trafic.musique			:15 Hist. de châteaux	Double étoile
TVA	Le TVA 18 Heures	Vingt et un	Top 50 bloopers	Le sketch show	Annie et ses hommes		Qui perd gagne (D)		Le TVA réseau	"Le juge"('01) Lolita Davidovich, Chris Noth.				Infopublicité				

Mardi 11 janvier

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	Watatatow	Union fait la force	Téléjournal	L'Accent	Virginie	La Facture	Providence		Enjeux "La chasse aux pédophiles"		Le Téléjournal / Le Point		Téléjournal	C'est dans l'air		Découverte		Insectia
RDI	Le Journal RDI	Capital actions	Le Monde	Part des choses	Grands Reportages "Les frontières du X"		Le Téléjournal / Le Point		Part des choses	Le Monde	Le Journal RDI		Le Téléjournal / Le Point		Grands Reportages "Les frontières du X"		Le Journal RDI	
TV5	16h55 La cible	Le Journal de France	Tout le monde en parle Nous dévoile le pourquoi du succès des stars, des nouvelles modes.						S.O.D.A.	TV5 le journal	Metzer, entre les murs			Vivement dimanche prochain			Écrans du monde	Campus
TVA	Le TVA 18 Heures	Vingt et un	Facteur de risques		Histoires de filles	KM/H	"L'Odyssée du surf" (Doc/dra,'03) Pt. 2 de 2		Le TVA réseau	"Le juge"('01) Lolita Davidovich, Chris Noth.				Infopublicité				

Mercredi 12 janvier

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	Watatatow	Union fait la force	Le Téléjournal		Virginie	L'Épicerie	Le Bleu du ciel		Les Bougon	Minuit, le soir (D)	Le Téléjournal / Le Point		Le Téléjournal		C'est dans l'air		Découverte	
RDI	Le Journal RDI	Capital actions	Le Monde	Part des choses	Grands Rep. "Abu Ghraïb: made in USA"		Le Téléjournal / Le Point		Part des choses	Le Monde	Le Journal RDI		Le Téléjournal / Le Point		Grands Rep. "Abu Ghraïb: made in USA"		Le Journal RDI	
TV5	16h55 La cible	Le Journal de France	Savoir plus santé		Envoyé spécial Magazine d'information.			Arte reportage		TV5 le journal	Ces messieurs de la famille Pt. 3 de 3		Bourlin-gueur	Double mixte	Double je			Ombre et lumière
TVA	Le TVA 18 Heures	Vingt et un	Poule aux oeufs d'or	Qui a tué?	Les poupées russes		Transformation extrême "Sarah et Liz"		Le TVA réseau	"Coeurs coupables"('99) Marcia Gay Harden, Treat Williams. 1/2				Infopublicité				

Jeudi 13 janvier

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	Watatatow	Union fait la force	Téléjournal	Oniva	Virginie	Cover Girl	Qui l'eût cru!		L'héritière "Le domaine"		Le Téléjournal / Le Point		Téléjournal	C'est dans l'air		"Conquest"('98) Tara Fitzgerald, Lothaire Bluteau.		
RDI	Le Journal RDI	Capital actions	Le Monde	Part des choses	Grands Reportages "La prison de la honte"		Le Téléjournal / Le Point		Part des choses	Le Monde	Le Journal RDI		Le Téléjournal / Le Point		Grands Reportages "La prison de la honte"		Le Journal RDI	
TV5	16h55 La cible	Le Journal de France	Gros plan sur..	"Eaux troubles"('03) 2/2			:05 Le temps des barbares			TV5 le journal	Panorama	Les inédits		Portrait de famille	Quels cirques!	Le plus grand cabaret du monde		
TVA	Le TVA 18 Heures	Vingt et un	Star système		Les Olivier		Comicographie "Spécial femmes"		Le TVA réseau	"Coeurs coupables"('99) Marcia Gay Harden, Treat Williams.				Infopublicité				

Vendredi 14 janvier

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	Monde de Charlotte	Union fait la force	Téléjou-rnal	Amour du country	Un gars, une fille..	Infoman	Ça va être ta fête!		Zone libre "J'ai serré la main du diable"		Le Téléjournal / Le Point		Téléjournal	C'est dans l'air		"Sphère"('98) Dustin Hoffman, Sharon Stone.		
RDI	Le Journal RDI	Capital actions	Le Monde	RDI 10 ans			Le Téléjournal / Le Point		Michaëlle Invité(es): Daniel Pinard		Le Journal RDI		Le Téléjournal / Le Point		Grands Reportages		Le Journal RDI	
TV5	16h55 La cible	Le Journal de France	d.	Thalassa Magazine de la mer présenté par Georges Pernoud.				Musique noire 1/6	:15 Hist. de châteaux	TV5 le journal	Acoustic	P.J. police judiciaire		Tout le monde en parle Nous dévoile le pourquoi du succès des stars, des nouvelles modes.				
TVA	Le TVA 18 Heures	Vingt et un	J.E.		Les anges de la rénovation		Dans ma caméra		Le TVA réseau	"Columbo: Attention, le meurtre peut nuire" George Hamilton, Peter Falk.				Infopublicité				

Samedi 15 janvier

	08h00	08h30	09h00	09h30	10h00	10h30	11h00	11h30	12h00	12h30	13h00	13h30	14h00	14h30	15h00	15h30	16h00	16h30
SRC	Le Monde d'Henri	Mona le vampire	Kim Possible	ZoéKézako/ :45Bordemer	Chasseurs dragon	Légende Tarzan	Code Lyoko	Oniva	Téléjou-rnal / Midi	"Inspecteur Gadget"('99) Dabney Coleman, Matthew Broderick.				Culture-choc	L'Accent	Brio	Ça vaut le détour!	
RDI	5h00 Matin express		Le Journal RDI	L'Épicerie	Le Journal RDI	Entrée des artistes	Téléjournal / Midi	30 millions d'amis	Le Journal RDI	Enquête d'aventure	Le Journal RDI	Vivre ici	Le Journal RDI	Histoires oubliées	Le Journal RDI	Le Journal de France	Le Journal RDI	Le Monde
TV5	7h30 Zavévu	Stars parade	Bourlin-gueur	Télé-tourisme	Reflets Sud		Journal/ :20Journal	:35 La belle bleue	Thalassa				Soccer PSG vs. Toulouse FFF				Journal Suisse	Gour-mande
TVA	6h00 Salut, bonjour!		Tonus	P.-dessus marché	Fleurs et jardins	Les Fous du vin	Drôles d'animaux	Via TVA	Info-publicité	Boutique TVA		Info-publicité	Info-publicité	Info-publicité	"Beetlejuice"('88) Geena Davis, Alec Baldwin.			

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	Histoires oubliées	Justice	Téléjournal	La Fureur		"C't'à ton tour, Laura Cadieux"('98) Pierrette Robitaille, Ginette Reno.				Les leçons de Josh	Téléjournal	Le Garage	"Permis de tuer"('89) Carey Lowell, Timothy Dalton.					:50 Hors d'ondes
RDI	La Semaine verte		Le Journal RDI	La Facture	Enjeux "La chasse aux pédophiles"		Téléjournal	Zone libre		Enquête d'aventure	Le Journal RDI	Entrée des artistes	Téléjournal	Ushuaïa Nature		Culture-choc	Le Journal RDI	La Facture
TV5	Bibliotheca Junior	Le Journal de France	Portrait de famille	Quels cirques!	On a tous dans le coeur				:15 Paroles de clips	TV5 le journal	Passep-Arts	"Eaux troubles"('03) 2/2			:05 Yeux l'écran	P.J. police judiciaire		Gros plan sur...
TVA	Le TVA 18 Heures	"Les aventures de l'arche perdue"('81) Karen Allen, Harrison Ford.					"Les jeux sont faits"('00) Gary Sinise, Charlize Theron.				:15 Le TVA réseau	:40 "La falaise de la mort"('91) John Lightgow, Sylvester Stallone.					:10 Infopublicité	

Dimanche 16 janvier

	08h00	08h30	09h00	09h30	10h00	10h30	11h00	11h30	12h00	12h30	13h00	13h30	14h00	14h30	15h00	15h30	16h00	16h30
SRC	Poko	Sagwa	Le roi, c'est moi!	Mystères de Moville	Le Jour du Seigneur		Mon ange "Théâtre de quartier"		Téléjournal / Midi	La Semaine verte		Second Regard	37 5		Adrénaline			Revers de médaille
RDI	5h00 Matin express		Le Journal RDI	30 millions d'amis	Le Journal RDI	Justice	Téléjournal / Midi	Vivre ici	Le Journal RDI	Culture-choc	Le Journal RDI	RDI 10 ans			Le Journal RDI	Le Journal de France	Le Journal RDI	Le Monde
TV5	7h30 M. Coeur	France Foot	:15 Dessous	Dakar	Kiosque		Journal/ :20Journal	Bibliotheca Junior	On ne peut pas... Magazine de divertissement présenté par Olivier Fogiel.				Espace Franco	d.	Acoustic	S.O.D.A.	Journal Suisse	Nec plus ultra
TVA	6h00 Salut, bonjour!		"Miss Daisy et son chauffeur"('89) Morgan Freeman, Jessica Tandy.				Drôles d'animaux	Évangélis-ation 2000	Info-publicité	Boutique TVA		Info-publicité	Info-publicité	Info-publicité	"Un endroit fabuleux"('93) Ethan Randall, Reese Witherspoon.			

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	5 sur 5		Téléjournal	Découverte "Cellules souches et cancer"		Laflaque	Gala Excellence La Presse - Radio-Canada				Téléjournal	Yannick Nézet-Séguin		:35 "Les derniers jours"('98)				Hors d'ondes
RDI	Michaëlle Invité(es): Daniel Pinard		Le Journal RDI	Part des choses	Ushuaïa Nature		Le Téléjournal / Le Point		5 sur 5		Le Journal RDI	Second Regard	Téléjournal	Part des choses	Zone libre		Le Journal RDI	Le Point
TV5	Passep-Arts	Le Journal de France	Vivement dimanche!			Écrans du monde	Culture et dépendances Magazine littéraire.			TV5 le journal	Kiosque		Chronique d'en haut	d.	Thalassa			
TVA	Le TVA 18 Heures	L'École des fans "Les meilleurs moments"		"Titanic" Un joueur de poker et la fiancée d'un aristocrate se rencontrent à bord du Titanic. (Drame,1997) Leonardo Dicaprio, Billy Zane, Kate Winslet.								TVA réseau/ :55Evang.	:25 Infopublicité					

233-ALLÔ

CENTRE D'INFORMATION

OFFRE D'EMPLOI

Le 233-ALLÔ recherche des candidats pour la ligne téléphonique d'information du Festival du Voyageur ainsi que pour le centre d'information du Parc du Voyageur.

Responsabilités :

Répondre aux appels téléphoniques et/ou aux demandes d'information concernant le Festival du Voyageur.

Compétences recherchées :

- Capacité de très bien communiquer en français et en anglais;
- Entregent et sens de l'organisation;
- Connaissance du Festival du Voyageur;
- Souci de la qualité du service à la clientèle;
- Ponctualité.

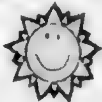
Durée de l'emploi : du 11 au 20 février 2005

Salaire horaire : 7 $

De génération en génération — SFM

Les personnes intéressées peuvent poser leur candidature en faisant parvenir leur curriculum vitae (*avant le 10 janvier 2005*), à l'attention de :
Daniel St Vincent; 383, boulevard Provencher, pièce 215;
Saint-Boniface (MB); R2H 0G9; 233-ALLÔ (2556)

Seules les personnes sélectionnées pour une entrevue seront contactées.



Centre-Soleil Inc

Félicitations

aux gagnants du tirage des bouteilles de vin

1er prix : Neil Kindy
2e prix : Simone Magee
3e prix : Dennis Liwiwiski

Mot caché géant du cahier de Noël

solution :
SAUVEGARDER

AVIS AUX CRÉANCIERS

Dans l'affaire de la succession de feue **ALICE LABELLE-BEAUDETTE**, de la ville de Winnipeg, au Manitoba. Toutes réclamations contre cette succession doivent être envoyées au soussigné au 9e étage, 400, avenue St. Mary, Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5 à l'attention de Maître Alain L.J. Laurencelle (dossier 57505-1), au plus tard le 2 février 2005.

Fait à Winnipeg, au Manitoba, ce 22e jour de décembre 2004.

TAYLOR MCCAFFREY LLP
AVOCATS & NOTAIRES
ALAIN L.J. LAURENCELLE
TÉL. : 988-0304

AVIS AUX ANNONCEURS

Toutes les annonces (réservations et matériel) doivent être parvenues à nos bureaux au plus tard le **mercredi à 17 h** pour parution le mercredi de la semaine suivante.

Pour les petites annonces, l'heure de tombée est le **jeudi à 17 h**. *(par écrit et payée d'avance)*

Merci de votre collaboration!
Téléphone : 237-4823 • **Télécopieur :** 231-1998

APPEL DE CANDIDATURES
Collège universitaire de Saint-Boniface

LE DÉPARTEMENT DES FINANCES
fait appel de candidatures pour
une préposée ou un préposé aux comptes recevables
(poste de remplacement pour un congé de maternité)

Qualifications et habiletés recherchées :

- connaissances en comptabilité générale;
- excellente connaissance du français et de l'anglais, tant à l'oral qu'à l'écrit;
- excellent sens de l'organisation;
- esprit d'initiative, entregent et esprit d'équipe;
- habileté à traiter avec un public varié;
- capacité d'autonomie et d'adaptation rapide à divers contextes.

Rémunération et avantages sociaux : selon l'échelle salariale en vigueur.

Entrée en fonction : le 14 février 2005.

Les personnes intéressées sont priées de soumettre leur curriculum vitae **d'ici le 17 janvier 2005** à :

MADAME LORRAINE ROCH
CONSEILLÈRE PRINCIPALE EN RESSOURCES HUMAINES
COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE
200, avenue de la Cathédrale
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0H7
Téléphone : (204) 233-0210, poste 401
Télécopieur : (204) 237-3099
loroch@ustboniface.mb.ca



Conformément aux exigences relatives à l'immigration au Canada, cette annonce s'adresse aux personnes ayant la citoyenneté canadienne ou la résidence permanente. Le Collège universitaire de Saint-Boniface respecte le principe de l'équité en matière d'emploi.

Le P'tit bonheur Inc.
Garderie francophone

recherche un(e)

ÉDUCATEUR(TRICE) À LA JEUNE ENFANCE
Lundi et mardi à partir du 17 janvier 2005.

Possibilité d'emploi à temps plein pour l'été.

Le(la) candidat(e) doit avoir de l'expérience auprès des enfants. Il(elle) doit également posséder la maîtrise orale et écrite de la langue française et démontrer des compétences en matière d'initiative, d'organisation et d'entregent.

Faites parvenir votre curriculum vitæ à :

Marie Rosset
103-210, rue Masson
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 0H4
par télécopieur au 233-0062
Courriel : ptitbon@mts.net

APPEL DE CANDIDATURES
Collège universitaire de Saint-Boniface
La Faculté des arts, sciences et administration des affaires

Professeur ou professeure de zoologie
Poste de remplacement - un an

Domaine : zoologie au niveau du 1er cycle.

Description du poste : enseignement de la Physiologie du corps humain, Introduction à la zoologie des Invertébrés, Histologie animale comparée, encadrement d'étudiants et d'étudiantes, recherche, participation aux activités de la faculté, service à la communauté. Une connaissance en microbiologie serait un atout.

Exigences :

- doctorat dans la discipline, le poste est aussi ouvert aux candidats et candidates en rédaction de thèse;
- expérience dans l'enseignement de la zoologie;
- excellente connaissance de la langue française;
- excellentes qualités démontrées dans l'enseignement
- expérience de recherche universitaire;
- aptitude à travailler en équipe;

Rémunération : classification et salaire selon la convention collective.

Entrée en fonction : Le 1er août 2005.

Le CUSB, le plus ancien établissement d'éducation postsecondaire de l'Ouest canadien, est l'université de langue française au Manitoba. En 1877, il est cofondateur de l'Université du Manitoba, auquel il est toujours affilié.

Les personnes intéressées sont priées de soumettre leur *curriculum vitae* avant **le 31 mars 2005** à :

IBRAHIMA DIALLO, DOYEN
FACULTÉ DES ARTS, SCIENCES ET ADMINISTRATION DES AFFAIRES
idiallo@ustboniface.mb.ca

Collège universitaire de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0H7
Téléphone : (204) 233-0210
Télécopieur : (204) 233-0217
www.ustboniface.mb.ca

Le CUSB souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi. Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, cette annonce s'adresse aux personnes ayant la citoyenneté canadienne ou la résidence permanente du Canada

CDEM
www.cdem.com

Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba
Economic Development Council for Manitoba Bilingual Municipalities

APPEL D'OFFRES

Personnes-ressources pour projets spéciaux

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) souhaite créer une banque de personnes-ressources (consultants et pigistes occasionnels) pour la réalisation de divers mandats en cours d'année 2005.

Toute personne intéressée est priée de faire parvenir son curriculum vitae en spécifiant le ou les secteurs d'expertise pour lesquels elle souhaiterait être engagée :

- Communication-marketing
- Graphisme
- Recherche de financement
- Recherche d'informations en vue de la réalisation de projets spéciaux dans les municipalités bilingues
- Rédaction
- Secrétariat
- Traduction (du français vers l'anglais)

Faire parvenir votre lettre d'intérêt et curriculum vitae **avant le vendredi 28 janvier 2005**, à :

Diane Bruyère
Directrice des opérations
CDEM
200-614, rue Des Meurons
Saint-Boniface (MB) R2H 2P9



DIVISION • SCOLAIRE
FRANCO-MANITOBAINE

SECRÉTAIRE DE SOUTIEN

La Division scolaire franco-manitobaine est à la recherche d'un(e) secrétaire de soutien au ***Collège Louis-Riel*** :

Secrétaire de soutien • 3,5 heures/jour

Les personnes intéressées doivent :

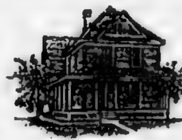
- avoir d'excellentes habiletés de communication et de l'entregent;
- démontrer la capacité de travailler en équipe et dans un environnement mouvementé;
- posséder d'excellentes connaissances du français et de l'anglais parlés et écrits;
- habiletés de travailler avec les logiciels Word et Excel;
- adhérer à la mission et la vision de la DSFM;
- adhérer à la philosophie de l'école française;
- appuyer les buts et les objectifs de l'école.

L'entrée en fonction se fera le plus tôt possible.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitæ à la direction de l'école **avant 16 h le vendredi 7 janvier 2005** :

Monsieur Alexis Bertrand, directeur
Collège Louis-Riel
585,rue Saint-Jean-Baptiste
Winnipeg (Manitoba) R2H 2Y2

Courriel : abertrand@atrium.ca
Téléphone : 237-8927 Télécopieur : 235-0139



Maison Gabrielle-Roy inc.

Offre d'emploi contractuel

Responsabilités :

- administration et gestion de personnel;
- mise en œuvre d'un plan de programmation;
- élaboration et mise en place d'un plan de marketing et de financement;
- coordination des activités des comités; selon les politiques du conseil d'administration, la mission et le mandat du musée.

Compétences recherchées :

- anglais et français écrits et parlés;
- sens de l'organisation et de la communication;
- connaissances dans le domaine du patrimoine serait un atout.

Termes du contrat :

- salaire à négocier;
- temps partiel à durée déterminée.

Faire parvenir votre curriculum vitae, par la poste, par télécopieur ou par courrier électronique, **avant le 14 janvier 2005** à :

La Maison Gabrielle-Roy
Case postale 133
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 3B4
À l'attention de : Michelle Smith, Présidente

Télécopieur : (204) 231-3910
Courriel : infomgr@mts.net

Même si tu n'as pas ton diplôme d'études secondaires, *tu pourrais faire un stage payé de* **9 mois,** *dans l'un des nombreux secteurs d'activités du gouvernement fédéral.*

Programme de stages pour les jeunes dans le secteur public fédéral

Pour plus d'information, composez le

1-800-495-8775

ou

947-3110 ext.238

(English)

www.psj.gc.ca



Canadä

À compter de janvier 2005

Toutes les annonces (réservations et matériel) doivent être parvenues à nos bureaux au plus tard le **mercredi à 17 h** pour parution le mercredi de la semaine suivante.

Pour les petites annonces, l'heure de tombée est le **jeudi à 17 h.** *(par écrit et payée d'avance)*

Merci de votre collaboration!
Tél. : 237-4823 • **Téléc. :** 231-1998

Réceptionniste bilingue

(Poste permanent à temps partiel)

Les responsabilités comprennent :

- s'occuper de la réception :
  - accueillir les visiteurs ou les clients et les diriger vers la personne appropriée;
  - répondre au téléphone et diriger les appels;
  - s'occuper de la bibliothèque;
- traiter le courrier;
- s'occuper de la préparation des certificats ;
- maintenir la base de données et les registres;
- gérer le système de classement;
- s'occuper de toutes autres tâches assignées au besoin.

Les compétences requises sont :

- très bonne connaissance orale et écrite du français et de l'anglais;
- très bonne connaissance des logiciels Word, Excel, Publisher, Outlook;
- excellent entregent;
- très bon sens de l'organisation.

Rémunération : Selon l'expérience et les qualifications.

Les personnes intéressées peuvent faire parvenir leur curriculum vitae accompagné de trois noms pour fins de référence ainsi que leurs attentes salariales, **au plus tard le 17 janvier 2005** par :

Télécopieur : (204) 983-4274
Courriel : anita@raymondsimard.ca
La poste : **Anita Boucher, adjointe de la circonscription**
Bureau de circonscription de Raymond Simard
Député de Saint-Boniface
4-213, chemin St. Mary's
Winnipeg (Manitoba) R2H 1J2

Seuls les candidats et les candidates retenus pour une entrevue seront contactés.



DIVISION • SCOLAIRE
FRANCO-MANITOBAINE

ENSEIGNANT.E

La Division scolaire franco-manitobaine est à la recherche de candidat.e.s pour combler le poste suivant à *l'École communautaire Réal-Bérard.*

Enseignant.e

Contrat temporaire à 61 % du temps

Éducation physique Maternelle à 8e année

Les qualités requises :

- posséder d'excellentes connaissances du français parlé et écrit;
- posséder un brevet d'éducation physique sera un atout;
- posséder un brevet d'enseignement au Manitoba;
- capacité de travailler en équipe;
- posséder de bonnes habiletés de communication.

L'entrée en fonction se fera le 7 février 2005 pour prendre fin le 30 juin 2005 avec possibilité de renouvellement pour l'année scolaire 2005-2006.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitæ **avant le mercredi 26 janvier 2005** à la direction de l'école :

Monsieur Bernard DesAutels, Directeur
École communautaire Réal-Bérard
Case postale 490
Saint-Pierre-Jolys (Manitoba) R0A 1V0

Courriel : bernard.des@atrium.ca
Téléphone : (204) 433-7706 Télécopieur : (204) 433-3086

LES TOURNESOLS DE SAINT-VITAL INC.

recherche des

éducateur(trice)s de la jeune enfance II



Les candidat(e)s retenu(e)s seront chargé(e)s de travailler avec notre groupe d'enfants en bas âge et notre classe de prématernelle du matin/francisation.

Il(elle) doit être capable de s'exprimer clairement et correctement en français, tant à l'oral qu'à l'écrit.

Il(elle) doit posséder beaucoup d'entregent et d'excellentes compétences en matière d'analyse, d'organisation, de résolution de problèmes et de prise de décisions, et doit pouvoir bien travailler au sein d'une équipe.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à :

Les Tournesols de Saint-Vital Inc.
425, chemin John Forsyth
Saint-Vital (Manitoba)
R2N 2N8
Télécopieur : 257-2545

Les *Petites* ANNONCES

Nombre de mots	Nombre de semaines 1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
20 et moins	5,35 $	10,70 $	13,38 $	16,05 $	18,73 $	21,40 $	24,08 $	26,76 $	29,44 $	32,12 $
21 à 28	6,42 $	12,84 $	16,05 $	19,26 $	22,47 $	25,68 $	28,89 $	32,10 $	35,31 $	38,52 $
29 à 35	7,49 $	14,98 $	18,55 $	22,47 $	25,57 $	29,96 $	33,71 $	37,45 $	41,20 $	44,94 $
36 à 42	8,56 $	17,12 $	21,40 $	25,68 $	29,96 $	34,24 $	38,52 $	42,80 $	47,08 $	51,36 $





Ces tarifs incluent la taxe sur les produits et services (TPS). Les petites annonces doivent être payées d'avance et parvenues à nos bureaux au plus tard le jeudi 17 h précédant la date de publication désirée. Aucun remboursement ni crédit n'est accordé pour les annonces annulées.

RECHERCHE

RECHERCHE D'UNE GARDIENNE pour deux jeunes enfants, 2-3 jours/semaine. Possibilité de rester la nuit. Rémunération à discuter. Permis de conduire un atout. Composez le 231-5896.

203-

À VENDRE

VENTE DE LIVRES : Descendants d'Amable - Dosithée - Adélard - Virginie Dupuis (50 $). Les descendants de Liboire Baril et Geneviève Savoie (50 $) Le livre : Reflections - Reflets Ste-Elisabeth and Area (50 $). Livre de recettes des Fillion (10 $). Contactez Yolande au 233-4735.

204-

À LOUER

À LOUER : 1er février 2005. 155 A, La Vérendrye. Près du Collège et de l'Hôpital Saint-Boniface. Appartement rénové (nouvelle cuisine, salle de bain et plancher de bois franc). 3 chambres à coucher, cuisinière, réfrigérateur, laveuse, sécheuse, balcon, tous les services compris ainsi que garage. Non fumeur, pas d'animaux. 1 200 $/mois. 925-2833 ou 1 (204) 379-2319.

196-

Nécrologies

Sœur Irène-Thérèse (Réva Dubois), Fille de la Croix

C'est entourée de plusieurs Sœurs et du personnel soignant que sœur Irène-Thérèse est décédée à la maison provinciale des Filles de la Croix, le 7 décembre 2004. Elle était âgée de 88 ans.

Ses parents, Benjamin Dubois et Elmyre Renville, de Rice Lake au Wisconsin, étaient venus s'établir en Saskatchewan au début du siècle dernier. Réva est née à Assiniboia le 15 novembre 1916. La huitième d'une famille de onze enfants, elle laisse dans le deuil un frère Théodore et son épouse Edna, une sœur, Bernice ainsi que de nombreux neveux et nièces qu'elle affectionnait beaucoup.

Réva fréquente les écoles de Saint-Victor et de Willow-Bunch en Saskatchewan puis celle de Saint-Adolphe au Manitoba. C'est à La Puye en France qu'elle fait sa première formation religieuse, y prononçant ses vœux le 26 août 1938. C'est le 15 août 1943, à Saint-Adolphe que sœur Irène-Thérèse s'engage définitivement dans la Congrégation.

Après sa formation à l'École Normale, elle se lance avec dévouement et passion dans la belle mission d'enseignante. Elle poursuit ses études universitaires tout en travaillant avec les petits. Toujours, elle a eu un vif souci de l'avancement de ses élèves. Elle a enseigné à Willow-Bunch, à La Salle et à Saint-Malo, mais c'est surtout à Saint-Adolphe et à Saint-Claude qu'elle a exercé ses compétences dans la formation des jeunes, au primaire et au secondaire. Toujours avide d'apprendre, de se perfectionner, de découvrir de nouveaux aspects de la vie, elle désirait pour chacun et chacune, ce même dynamisme et le goût de l'engagement au service des autres.

C'est en tant que bibliothécaire au Complexe scolaire de Saint-Claude que sœur Irène-Thérèse a complété ses 45 ans d'enseignement, mettant toute sa riche expérience au service des jeunes et des professeurs.

À l'heure de la retraite, c'est avec la même ardeur qu'elle a organisé la bibliothèque et les archives de la maison provinciale. En cette année centenaire, nous avons mieux mesuré tout ce que nous lui devons…

Il lui a été pénible de devoir laisser toute activité mais c'est avec patience et courage qu'elle est entrée dans cette étape de dépouillement qu'est la maladie. C'est avec reconnaissance qu'elle acceptait les soins d'un personnel aimant et dévoué.

Nous gardons d'elle le souvenir d'une femme généreuse, entièrement donnée au service de la mission, d'une religieuse fidèle qui a puisé sa grande disponibilité dans une foi profonde. Nous manquerons son sourire, ses fines réparties, son amour de la vie.

La messe des funérailles présidée par l'abbé Fernand Desjardins a eu lieu à la maison provinciale le samedi 11 décembre. Monseigneur Noël Delaquis concélébrait. L'inhumation a eu lieu en suivant au cimetière de Saint-Adolphe.

La dreiction des funérailles a été confiée au Frères Leclaire. 775-2220.



Gemma Lagacé (née Sello) 1912-2004

Le 18 décembre, 2004, Gemma Lagacé est décédée paisiblement à l'âge de 92 ans à l'Hôpital général Saint-Boniface. Elle laisse dans le deuil son mari depuis 69 ans, Gérard Lagacé, et ses quatre enfants, Armelle (Louis Molin), Bruno, Michel et Émilie (Robin Wiens).

Elle laisse aussi six petits-enfants : Jean-Michel Molin (Nicole Kleinschmit), Agnès Molin (David Hasselfield), Hélène Molin (Avelin Gautron), Jean-Paul Lagacé-Wiens (Ria Manoosingh), Philippe Lagacé-Wiens (Claire Sevenhuysen), Daniel Lagacé (amie Julie Chartrand) et treize arrière-petits-enfants.

Ses parents, Luigi Sello et Emilia Covassi, et son frère, Primo, l'ont prédécédée.

Gemma est née le 22 septembre, 1912, à Fagagna, province d'Udine, en Italie. Sa famille connut l'occupation durant la première grande guerre. A la fin des hostilités, ses parents réussirent à émigrer au Canada, tandis que deux frères de son père partirent avec leurs familles en direction de l'Argentine.

Arrivés au Canada en 1920, ses parents et son frère s'établirent avec elle pour trois ans à Deerhorn au Manitoba. En 1923, la famille déménagea à Winnipeg, avenue College, où Gemma fréquenta l'école St. Joseph's.

Au début des années trente, la famille acheta une terre sur le chemin Pembina à Saint-Norbert. Elle y construisit une maison et les bâtiments nécessaires à l'exploitation d'une ferme. Le vendeur de cette ferme était un voisin, Joseph Champagne, le grand-père de Gérard Lagacé.

Gérard et Gemma s'épousèrent le 12 octobre 1935, en l'église de Saint-Norbert. Ils établirent leur ferme près de celle des grands-parents Champagne. En 1937, ils achetèrent une terre du côté ouest du chemin Pembina, là où se trouve aujourd'hui le chemin périphérique. Expropriés en 1957 pour permettre la construction de cette route, ils s'établirent sur le chemin Red River au sud de Saint-Norbert et y demeurèrent jusqu'à l'inondation de 1997. Ils déménagèrent alors à Saint-Boniface.

Pendant plus de soixante ans, maman assura le bon fonctionnement de son foyer et participa aux travaux de la ferme et à la culture de grands jardins de fraises et de haricots. Elle veilla particulièrement à l'éducation de ses enfants. Pour elle, une bonne éducation comprenait la musique. De nombreuses années de leçons privées ont donné à tous ses enfants un amour de la musique, soit comme auditeurs soit comme exécutants.

Impliquée dans la vie communautaire, elle participa aux nombreuses activités de bénévolat de son époux, surtout pendant les années qu'il présida le Conseil de la Société historique de Saint-Boniface. Dans le domaine paroissial, elle assuma la présidence de la Ligue des femmes catholiques pendant deux ans. Pour recueillir des fonds destinés aux oeuvres charitables, elle cultiva, pendant plusieurs années, les nombreuses fleurs qu'elle contribuait à la vente remue-ménage de la paroisse.

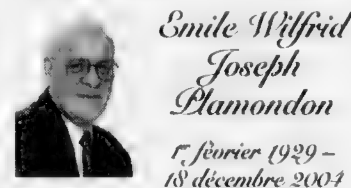
Maman était une femme déterminée et persévérante qui n'a pas connu la paresse et qui supportait mal l'inactivité. Jusqu'à son déménagement à Saint-Boniface, elle mettait en conserves les produits d'un grand jardin et émerveillait les visiteurs avec la beauté et la variété des fleurs qu'elle aimait cultiver dans la grande cour de la ferme. Toujours accueillante, elle demeura fidèle à ses traditions culturelles qui voulaient qu'elle offre sans faute nourriture et breuvages à tout visiteur. De plus, dès le décès de son père, elle assuma la responsabilité de sélectionner les raisins qu'elle transformait en vin. Les fruits de son travail ont alimenté les réunions de famille et d'amis pendant de nombreuses années.

Mémère avait une affection toute particulière pour ses petits-enfants et pour ses arrière-petits-enfants. Elle entretenait une relation unique avec chacun d'eux. Ses petits-enfants garderont longtemps le souvenir des biscuits dont elle seule maîtrisait la recette.

La famille de Gemma désire remercier le personnel du Centre Taché et de l'Hôpital général Saint-Boniface qui ont offert des soins exceptionnels durant les mois qui ont précédé sa mort. Leur soutien et leur compassion ont grandement réconforté sa famille et ses proches.

La messe des funérailles a été célébrée par Mgr Noël Delaquis le mercredi 22 décembre à 11 h en la cathédrale de Saint-Boniface après la veille du corps qui débutait à 10 h 30. L'inhumation a eu lieu au cimetière de la paroisse de Saint-Norbert. La direction des funérailles a été confiée au Salon mortuaire Desjardins (233-4949).

Ceux qui le désirent sont priés de faire un don au fonds de famille Gérard et Gemma Lagacé à Francofonds Inc., au 340, boulevard Provencher, pièce 215 (237-5852).



Emile Wilfrid Joseph Plamondon

1er février 1929 – 18 décembre 2004

C'est à ton tour… un repos bien mérité.

Entouré de sa femme Alice (née Chouinard) et de sa famille, Emile est décédé paisiblement à l'Hôpital Saint-Boniface au bout d'une longue maladie.

Se souviendront affectueusement d'Emile son épouse dévouée depuis 52 ans, Alice ("mon poteau de confiance"); ses enfants : Diane, Gilles (Véronique), René (Debbie), David (Joanne) et Paul (Anne); et ses petits-enfants Léanne, Nicole, Jesse, Chloé, Benny, Jamie, Jean-Éric, Janelle, Christianne et Geneviève. Il laisse aussi ses sœurs Paulette Sabot-Desrosiers (René), Rolande Nault, Cécile Chouinard et Rita Pelletier. Il a été précédé de sa sœur Antonia Meyres et de ses frères Maurice et Armand.

Émile est né et a grandi à Saint-Jean-Baptiste. Peu après leur mariage, Alice et lui sont déménagés en ville pour commencer leur famille. Il a subvenu aux besoins de sa famille en travaillant comme découpeur de viande à Safeway pendant 30 ans. Il était aussi fier d'être membre et ancien président de l'Union internationale des travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce, section 832. À sa retraite, nous lui avons offert une promenade en limousine afin de le ramener à la maison pour un repos bien mérité. Il a passé de nombreuses heures à exercer sa créativité en construisant des bacs de fleurs en forme de moulin, des maisons de poupées et bien d'autres commandes spéciales. Pendant les moments tranquilles, il adorait lire; un de ses auteurs préférés était Grisham. Il était un passionné des sports; il encourageait les Bombers, les Expos et les Jets. On se souviendra d'Emile comme un homme doux et aimable dont la générosité et le sourire donnaient beaucoup de réconfort à sa famille et à ses amis.

La famille désire remercier sincèrement le Dr Stephen Henry et le grand nombre de médecins et d'infirmières qui ont accompagné Emile avec dignité tout au long de sa maladie. Merci spécialement à Joanne et à David qui ont servi de guide pendant ce long voyage.

Plutôt que d'envoyer des fleurs, nous vous prions de faire un don en souvenir d'Emile à l'Association canadienne du diabète. À la demande d'Emile, son corps a été incinéré. La messe des funérailles a eu lieu le mercredi 22 décembre à 14 h à l'église catholique du Précieux-Sang. L'enterrement des cendres aura lieu plus tard.

La prière préférée de Papa

O Sainte Anne, mère si bonne,
Protégez-moi,
Et veillez aussi sur tous les êtres
qui me sont chers.

La direction des funérailles a été confiée au Salon mortuaire Desjardins, 233-4949 ou sans frais 1 888 233-4949.

Parents et amis sont priés à signer un livre de condoléances virtuel à www.obituariestoday.com.



Élisa Marie Victorine Roy (née Fiola)

Élisa Marie Victorine (Fiola) Roy, épouse de feu Charles-Auguste Roy, a été rappellée au Seigneur, le jeudi 23 décembre 2004 à l'âge de 80 ans.

Élisa, fille de Ferdinand Fiola et de Noëllie Brisson, est née à Sainte-Geneviève (Manitoba) le 16 novembre 1924. Mariée à Sainte-Geneviève le 30 avril 1947 à Charles-Auguste Roy. Sa mémoire restera affectueusement dans le cœur de ses neuf enfants vivants : Bernadette, Jacinte, André, Liliane, Lucien, Florence, Viateur, Albert et Georgette; de ses quinze petits-enfants et de ses quatre arrière-petits-enfants; ses frères et sœurs : Marie, Olivine, Emilien, Amédée, Rosaire et par de nombreux neveux et nièces.

Elle est précédée dans la mort par ses parents, son mari Charles-Auguste Roy, ses deux enfants morts-nés (Lorraine et Véronique) ses frères et sœurs : Josephine, Angèle, Joseph, Arthur, Armandine, Arthur, Pierre, Thérèse, Aimé, Louis, Florida et Jules.

Les prières ont eu lieu le mardi 28 décembre à Cook Southland Funeral Chapel 901-13th St SW Medicine Hat (Alberta). La messe des funérailles a été célébrée en l'église St. Patrick Medicine Hat (Alberta) par le révérend père John Maes, suivi de l'enterrement dans "Hillside Cemetery" dans la partie réservée aux catholiques.

Au lieu de fleurs la famille demande que des dons soient acheminés à Medicine Hat Renal Dialysis Unit care of the Medicine Hat Regional Hospital, 666 - 5 Street S.W., Medicine Hat (Alberta) T1A 4H6 et/ou à L'Association canadienne du diabète, en mémoire d'Élisa Roy.

En l'honneur de Notre-Dame-du-Cap pour plusieurs faveurs obtenues.

Prière à Notre-Dame-du-Cap

Pour obtenir une faveur spéciale

Ô douce Mère et puissante Reine, humblement prosternés à vos pieds, nous vous offrons les hommages de notre respect et de notre affection.

Le regard tourné vers votre béni Sanctuaire, objet évident de vos prédilections, nous nous adressons à vous avec une confiance toute filiale, assurés d'obtenir cette faveur… que nous vous demandons.

Daignez accorder à nos corps force et santé; à nos cœurs pureté et charité; à nos âmes lumière et sainteté.

Nous le savons, votre cœur est plein de miséricorde et de tendresse; bénissez-nous donc, ô bonne mère; guérissez nos malades, soulagez nos défunts, protégez nos familles, bénissez votre pèlerinage, bénissez notre Église, bénissez notre cher pays.

Notre-Dame-du-Cap, Reine du Très Saint Rosaire, faites que nous vous aimions de plus en plus ici-bas, pour vous aimer éternellement au ciel avec votre Divin Fils.

Ainsi soit-il.

Cum permissu superiorum.

J.E.L.

En l'honneur du Sacré-Cœur pour plusieurs faveurs obtenues.



Prière au Sacré-Cœur

Que le Sacré-Cœur de Jésus soit loué, adoré et glorifié à travers le monde pour des siècles et des siècles, Amen.

Dites cette prière six fois par jour pendant neuf jours et vos prières seront exaucées même si cela semble impossible. N'oubliez pas de remercier le Sacré-Cœur avec promesse de publication quand les faveurs seront obtenues. Remerciements au Sacré-Cœur pour faveur obtenue.

J.E.L.



Prière au Sacré-Cœur

Que le Sacré-Cœur de Jésus soit loué, adoré et glorifié à travers le monde pour des siècles et des siècles, Amen.

Dites cette prière six fois par jour pendant neuf jours et vos prières seront exaucées même si cela semble impossible. N'oubliez pas de remercier le Sacré-Cœur avec promesse de publication quand les faveurs seront obtenues. Remerciements au Sacré-Cœur pour faveur obtenue.

D.T.

SANTÉ

Le vrai visage du gras trans

On estime que chaque Canadien consomme en moyenne 10 grammes de gras trans par jour, un des taux les plus élevés au monde! Voilà pourquoi le gouvernement fédéral entreprend des démarches pour bannir cette substance nocive pour la santé.

Christianne HACAULT

Le gouvernement fédéral a adopté, le 23 novembre, une motion qui pourrait entraîner l'élimination des gras trans dans la nourriture d'ici 2006. La motion, introduite par le chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, forcerait l'industrie alimentaire à réduire graduellement la proportion de gras trans dans la nourriture jusqu'à ce qu'elle atteigne un maximum de 2 grammes par 100 grammes d'huile.

Ottawa a mis sur pied un groupe de travail pour étudier la question. L'équipe, composée d'experts de l'industrie de l'alimentation, de scientifiques et de nutritionnistes, devra formuler au fédéral des recommandations et des stratégies pour réduire au plus bas niveau possible la concentration de gras trans dans les aliments vendus au pays. Le Canada deviendrait alors le deuxième pays au monde, après le Danemark, à régir la concentration de gras trans dans les aliments.

Diététiste professionnelle à l'Hôpital général Saint-Boniface, Lucille Cenerini pense qu'il s'agit d'une bonne initiative. « En principe, c'est une bonne idée de bannir les gras trans, estime-t-elle. Mais il faut s'assurer qu'ils seront remplacés par des gras qui sont bons pour la santé, comme les gras insaturés. Remplacer les gras trans par des gras saturés n'aura pas grand effet, puisqu'ils ont un effet semblable sur les artères. Il faut trouver une solution qui est bonne pour la santé. »

Que sont les gras trans?

Le gras trans est produit lors de l'hydrogénation, processus par lequel l'huile est rendue solide par l'ajout d'hydrogène. Les gras hydrogénés ont été mis au point par l'industrie alimentaire afin de baisser les coûts de production. « Ces produits durent plus longtemps, ce qui permet de réduire le prix du consommateur, explique Lucille Cenerini. Si le gouvernement veut bannir les gras trans, le consommateur doit être prêt à payer plus cher certains produits. »

Près de 4 000 produits transformés contiennent des gras trans : margarines partiellement ou entièrement hydrogénées, beurre d'arachide, biscuits et desserts commerciaux, craquelins, croustilles, produits surgelés comme des frites, etc. Par contre, ces produits ne sont pas toujours synonymes de gras trans. « Certaines compagnies de biscuits, comme Voortman, ont modifié leurs recettes pour éliminer les gras trans sans en changer le goût, continue Lucille Cenerini. La préparation de la nourriture joue aussi un rôle. Bouffer des frites du McDonald ce n'est pas la même chose que de prendre des pommes de terre, les laver, les couper et les sauter dans une poêle à la maison. »

Il existe également des gras trans d'origine naturelle, moins nocifs pour la santé. L'acide linoléique conjugué, ou ALC, est présente à l'état naturel dans certains produits laitiers, comme le fromage et le yogourt, ainsi que dans certaines viandes rouges. « La quantité de gras trans qu'on trouve dans ces produits est très petite, souligne Lucille Cenerini. Dans un contexte d'alimentation saine, c'est la proportion et la quantité de gras qui est importante. »

Il revient donc au consommateur de se renseigner. Certains mots qui figurent sur la liste d'ingrédients dénotent la présence de gras trans issus du processus d'hydrogénation : acide gras hydrogéné, huile hydrogénée, huile partiellement hydrogénée, gras trans et shortening. En plus, si ces mots arrivent au début de la liste d'ingrédients, ça veut dire que l'aliment en contient beaucoup par rapport aux autres ingrédients. De plus, le gouvernement canadien a modifié la loi sur l'étiquetage des aliments. Avant la fin de 2005, tous les fabricants devront indiquer clairement la quantité de gras trans qu'on trouve dans les aliments.

Les effets du gras trans

La conséquence la plus connue d'une consommation élevée de gras trans est celle sur le cholestérol sanguin. « Une consommation élevée de gras trans augmente le risque de maladies cardiovasculaires, explique Lucille Cenerini. Les gras trans, comme les gras saturés, augmentent la présence de mauvais cholestérol (LDL) dans le sang. Les gras trans ont également pour effet de baisser le taux de bon cholestérol (HDL) dans le sang, ce qui augmente la tendance à l'artériosclérose, ou le blocage des artères. »

Par contre, Lucille Cenerini tient à rappeler que les gras trans ne sont pas la seule cause des maladies cardiovasculaires. « C'est un facteur parmi plusieurs, poursuit-elle. Ce n'est pas en éliminant les gras trans qu'on va éliminer les maladies cardiaques. Ça fait partie d'une alimentation saine, de manger aussi souvent que possible des aliments en état naturel sans ajouter trop de gras, sel ou sucre. »

5 effets du gras trans sur la santé

- La consommation de gras trans augmente la présence de mauvais cholestérol (LDL) dans le sang tout en réduisant le taux de bon cholestérol (HDL).
- Une consommation élevée de gras trans (10 g par jour) augmente de deux à trois fois le risque d'avoir un infarctus, voire une maladie cardiaque.
- Certaines études suggèrent qu'une consommation élevée de gras trans est susceptible d'augmenter le risque de cancer du sein, du poumon et du pancréas.
- Selon des études menées par l'Université Harvard, la consommation de gras trans augmente les chances de développer le diabète de type 2. D'autres études suggèrent qu'une consommation élevée de gras trans peut causer une résistance à l'insuline.
- Une forte consommation de gras trans pourrait aussi avoir un effet néfaste sur les systèmes immunitaire, reproductif et de lactation humains.

À VOTRE SERVICE

SERVICES



ENTREPRISES RIEL INC.

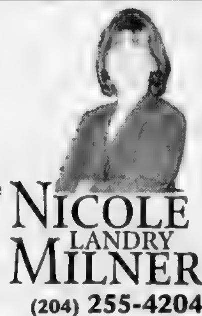
Promouvoir le développement économique chez les francophones de Saint-Boniface, Saint-Vital et Saint-Norbert.

ENTREPRISES RIEL

Gérald Dorge
Directeur général
140-614, rue Des Meurons, Saint-Boniface R2H 2P9
Tél. : 233-7799 • Fax: 233-7444
Courriel : info@entreprisesriel.com

Pembina autopac
AUTO BODY & GLASS
452-2925 *46 ans Service et qualité*
Maurice Gendron ou Gerry Pinette 390, chemin Pembina • Winnipeg (MB) R3L 2E7 • fax (204) 452-2976

AGENT IMMOBILIER
Service bilingue
RE/MAX performance realty



NICOLE LANDRY MILNER
(204) 255-4204



- MONUMENTS
- PLAQUES EN GRANITE OU BRONZE
- INSCRIPTIONS

L'ART COMMEMORATIF PERSONNALISÉ

405, rue Bertrand
233-7864

«Au service des Franco-Manitobains depuis 1910...»

GUY VINCENT TAEKWONDO

Programmes hommes · femmes et enfants

487-3687
Courriel : guytkd@primus.ca

Confiance · Intégrité · Modestie · Contrôle de soi



Service 24 heures • Chauffage • Climatisation • Réservoir d'eau • Entretien annuel • Nettoyage des conduits

Aimé Fillion
Services de confort au foyer
Cellulaire : (204) 782-8933

APPEAL GRAPHICS



conception graphique & sites web

tél 204.989.5250
service@appealgraphics.com

IVORY CLEANING COMPANY



Nettoyage de Maisons • Appartements • Bureaux
Tapis et meubles rembourrés
Pour nous, votre santé et la qualité de l'air interne viennent en premier.

Nos produits nettoyants sont 100 % biologiques et biodégradables. Garanti!

Cloud RABET
Téléphone : 237-7017
C.P. 161 • 208, boulevard Provencher
Saint-Boniface (MB) R2H 3B4
www.ivorycleaning.com

Cet espace est à votre disposition!

EXPERTS CONSEILS / COMPTABLES AGRÉÉS



CFP Robert V. Dupuis, BA, CFP
Planificateur financier agréé

1345, chemin Waverley, bureau 100
Winnipeg (Manitoba)
R3T 5Y6

TÉL. : **489-4640**, poste 259
TÉLÉC. : 489-0688



DES SOLUTIONS À VOTRE MESURE
Services Financiers Groupe Investors Inc.

Michelle **SMITH**
CFP



Assurances et Investissements

Consultante en planification financière

REER, FERR, RENTES, ASSURANCES-VIE ET INVALIDITÉ, FONDS MUTUELS

Spécialiste en :
- *Planification successorale*
- *Plan de retraite*
- *Transfert de pension*

93, avenue Lombard, pièce 333
Winnipeg (Manitoba) R3B 3B1
Tél. : 975-5030 ou 1 (877) 528-3815
Téléc. : 975-5357
Courriel : michelle.smith@shawcable.com

Fonds mutuels distribués par :





Objectif croissance

Raymond Desrochers, c.a., c.f.e.
Henri Magne, c.a.
Marc Rivard, c.a.
Pamela Dupuis, c.a.
Nicole Gisiger, c.a.
Lucile Griffiths, c.a.
Travis Leppky, c.a., c.i.s.a.
Mona Marcotte, c.a.
Chantal St. Pierre, c.a.

BDO Dunwoody s.r.l.
Comptables agréés et conseillers
700 – 200, avenue Graham
Winnipeg (MB) R3C 4L5
Téléphone 204 • 956 • 7200
Télécopieur 204 • 926 • 7201
Sans frais 1 • 800 • 268 • 3337
www.bdo.ca

ASSUREURS



(204) 433-7758
Télécopieur : (204) 433-7181
Saint-Pierre-Jolys
www.placelavergne.com

Ouvert jusqu'à 20 h les jeudis.

Raymond Lavergne, Huguette Hébert et Mona Fallis

Agence d'Assurance AURÈLE DESAULNIERS

Pour tout service d'assurance!

Joel Desaulniers
Christine Desaulniers
Janet Sabourin-Gatin
Nicole Lysyk
Roger Bouchard

390-B, boulevard Provencher
Téléphone : 233-4051



AVOCATS-NOTAIRES

Alain J. Hogue
AVOCAT ET NOTAIRE
Barreaux du Manitoba et de la Saskatchewan

Domaines d'expertise:
- préjudices personnels
- demandes d'indemnité pour Autopac
- litiges civil, familial et criminel
- ventes de propriété; hypothèques
- droit corporatif et commercial
- testaments et successions

Place Provencher
194, boul. Provencher
237-9600

TEFFAINE, LABOSSIÈRE

Avocats et notaires

Rhéal E. Teffaine, c.r.
Denis Labossière

247, boulevard Provencher
Saint-Boniface (MB)
R2H 0G6
Téléphone: 925–1900
Fax: 925–1907



TAYLOR McCAFFREY s.r.l.
AVOCATS et NOTAIRES
Plus de 50 avocats exerçant dans tous les domaines du droit à votre service!

Me ALAIN L.J. LAURENCELLE
alaurencelle@tmlawyers.com
- avocat et notaire accrédité auprès du consulat général de France à Toronto
- droit commercial et corporatif
- droit des affaires / entreprises
- vente / achat de maison
- testaments et successions.

Me MARC E. MARION
mmarion@tmlawyers.com
- droit fiscal.

Me JOHN MYERS
jmyers@tmlawyers.com
- droit d'auteur • propriété intellectuelle • marque de commerce • litige général.

Me PATRICK RILEY
priley@tmlawyers.com
- litige général.

Tél. : 949-1312
Téléc. : 957-0945

AIKINS

J. GUY JOUBERT
BARBARA M. SHIELDS
LEE ANN M. MARTIN
CHRISTIAN L. MONNIN

AIKINS, MACAULAY & THORVALDSON s.r.l.
AVOCATS ET NOTAIRES
AGENTS DE BREVETS ET DE MARQUES DE COMMERCE
Depuis 1879

Tél. : (204) 957-0050
Site Internet : www.aikins.com

MONK, GOODWIN
•••AVOCATS ET NOTAIRES•••

Me BARRY L. GORLICK, c.r.
Me MICHEL CHARTIER
Me RHONDA M. HERCUS

800, Édifice Centra Gas
444, avenue St. Mary
Winnipeg (Manitoba)
R3C 3T1
Téléphone : (204) 956-1060
Télécopieur : (204) 957-0423

OPTOMÉTRISTES

Dr Denis R. Champagne
Optométriste
Sur rendez-vous seulement
212, avenue Regent ouest
224-2254
2090, avenue Corydon
889-7408

Abonnez-vous à
La **LIBERTÉ**

OPTIONS OFFERTES

	Au Manitoba	Ailleurs au Canada
1 an	34,20 $ ☐	37,45 $ ☐
2 ans	57,00 $ ☐	64,20 $ ☐

Nom : ____________
Prénom : ____________
Adresse : ____________
Ville : ____________
Province : ____________
Code postal : ____________
Téléphone : ____________
Je choisis de payer par :
Visa : ____________
MasterCard : ____________
(inscrire le numéro de votre carte et la date d'expiration)

Chèque ou mandat poste:
(libellez votre chèque ou mandat de poste à l'ordre de La Liberté)
C.P. 190,
383, boulevard Provencher,
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4

Éducation postsecondaire

PERSPECTIVES FRANCOPHONES





Association de la presse francophone

GAGNEZ 250$ en livres et en disques

Répondez à notre sondage en ligne, et courez la chance de gagner un des deux certificats cadeaux d'une valeur de 250$ échangeables auprès de nos partenaires, Livres, Disques, Etc. et Association des professionnels de la chanson et de la musique (APCM)

Détails du concours et sondage disponibles sur le site Internet de l'APF à l'adresse suivante : http://journaux.apf.ca/education/

journaux.apf.ca/education/

Le concours se termine le 4 mars. Le tirage se fera dans le cadre de la semaine de la Francophonie qui aura lieu du 15 au 21 mars 2005.

Le volume 9 est tiré à 300 000 exemplaires et diffusé en janvier 2005 par l'entremise de ces publications :

Le Gaboteur	(Saint-John's)	Terre-Neuve-et-Labrador
Le Courrier de la Nouvelle-Écosse	(Pointe-de-l'Église)	Nouvelle-Écosse
La Voix acadienne	(Summerside)	Île-du-Prince-Édouard
L'Acadie Nouvelle	(Caraquet)	Nouveau-Brunswick
Le Madawaska	(Edmundston)	Nouveau-Brunswick
Info Week-End	(Edmundston)	Nouveau-Brunswick
Le Moniteur Acadien	(Shediac)	Nouveau-Brunswick
L'Étoile de Kent	(Richibouctou)	Nouveau-Brunswick
Le Saint-Jeannois	(Saint-Jean)	Nouveau-Brunswick
La Liberté	(Saint-Boniface)	Manitoba
L'Express du Pacifique	(Vancouver)	Colombie-Britannique
L'Aurore boréale	(Whitehorse)	Yukon
L'Aquilon	(Yellowknife)	Territoires du Nord-Ouest
Agricom	(Clarence Creek)	Ontario
Le Carillon	(Hawkesbury)	Ontario
La Nouvelle	(Embrun)	Ontario
Le Reflet de Prescott-Russell	(Embrun)	Ontario
Le Journal de Cornwall	(Cornwall)	Ontario
L'Express d'Orléans	(Ottawa)	Ontario
Le Goût de vivre	(Penetanguishene)	Ontario
Le Régional	(Brampton)	Ontario
Le Métropolitain	(Toronto)	Ontario
Le Rempart	(Windsor)	Ontario
Le Voyageur	(Sudbury)	Ontario
Les Nouvelles de Timmins	(Timmins)	Ontario
Le Nord	(Hearst)	Ontario
Le Droit	(Ottawa/Gatineau)	Ontario/Québec
Voir	(Saguenay)	Québec
Voir	(Québec)	Québec
Voir	(Mauricie)	Québec
Voir	(Estrie)	Québec
Voir	(Montréal-Est)	Québec
Les journaux des cégeps		

Édition
Association de la presse francophone (APF)
267, rue Dalhousie
Ottawa (Ontario) K1N 7E3
Téléphone : (613) 241-1017
Télécopieur : (613) 241-6313
Site Web : www.journaux.apf.ca
Courriel : apf@apf.ca

Directeur général
Francis Potié

Rédacteur en chef
Étienne Alary

Équipe de rédaction
Marie-Hélène Comeau
Louise Décary
Sandrine Griffon
Pascal Gysel
Danika Landry
Mireille E. LeBlanc
Geneviève Mallet
Farida Mersali
Guillaume Moulin
Chantal Quirion

Révision
Jacques Côté

Comptabilité
Michelle Laliberté

Publicité et site Web
Céline Romanin

Communications
Annick Schulz

Administration
Murielle Guerrette

Conception
Groupe RG design

Impression
Transcontinental

Les textes publiés dans ce supplément national reflètent l'opinion des auteurs et ne correspondent pas nécessairement aux opinions de l'éditeur et des annonceurs. Éducation postsecondaire : perspectives francophones (Volume 9) est produit par l'Association de la presse francophone (APF).

APF
Association de la presse francophone

Le supplément est également distribué dans les écoles secondaires francophones du pays, auprès des commissions scolaires francophones, des associations d'orienteurs et des associations francophones régionales, provinciales et nationales par l'entremise de l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF). Disponible dans le cadre du Consortium canadien des carrières, il est aussi accessible sur le site Web www.journaux.apf.ca/education/.

gagnez p35

CARNET D'ADRESSES

Association de la presse francophone (APF)
www.journaux.apf.ca

La Cité collégiale
www.lacitecollegiale.com

Université de Sherbrooke
www.usherbrooke.ca

Université Laurentienne
www.laurentienne.ca

Bureau des affaires francophones et francophiles - Université Simon Fraser
www.sfu.ca/OFFA-BAFF/

Université de Moncton, campus de Shippagan
www.umcs.ca

Université de Moncton
www.umoncton.ca

Consortium national de formation en santé
www.cnfs.ca

Collège Boréal
www.borealc.on.ca

Éducacentre
www.educacentre.com

Réseau des cégeps et des collèges francophone du Canada
www.rccfc.ca

Université virtuelle canadienne
www.cvu-uvc.ca

CNFS – Volet Université d'Ottawa
www.cnfs.ca/uottawa

Université de Moncton, Faculté de droit
www.umoncton.ca/droit

Association canadienne d'éducation de langue française
www.acelf.ca

Faculté Saint-Jean
www.fsj.ualberta.ca

École nationale de théâtre du Canada
www.ent-nts.qc.ca

Université de Regina
www.uregina.ca/institutfrancais

Katimavik
www.katimavik.org

Université de Sudbury
www.usudbury.ca

Collège d'Alfred, Université de Guelph
www.collegedalfred.ca

Planète
www.planete.com/canada

Université Saint-Paul
www.ustpaul.ca

Université du Québec en Outaouais
www.uqo.ca

Université York, Collège universitaire Glendon
www.glendon.yorku.ca

Fondation Baxter et Alma Ricard
www.fondationricard.com

Fondation Donatien Frémont
www.apf.ca/fondation

Association des professionnels de la chanson et de la musique
www.apcm.ca

Regroupement des éditeurs canadiens-français
www.recf.ca

Université d'Ottawa
www.uottawa.ca/avenir

Planifier et financer ses études en un seul



Étienne Alary

Étudier dans un collège ou une université est une chose; financer ses études en est une autre. Afin de s'y retrouver et d'éviter les surprises, le site Internet Ciblétudes.ca se veut incontournable.

Il permet notamment d'aider une personne à déterminer ses compétences et ses intérêts, à explorer les domaines d'études et les professions, à bâtir un plan d'apprentissage, à choisir un établissement d'enseignement, à détailler le financement des études et à découvrir ce qui attend le futur étudiant après l'obtention de son diplôme postsecondaire.

Le futur étudiant qui se rend sur ce site peut donc, au bout de quelques minutes, connaître la liste des établissements qui offrent le programme désiré. Ainsi, pour des études en architecture, que ce soit au collégial ou à l'université, pas moins de 39 possibilités s'offrent à cette personne : du programme de technologie à Ottawa ou à Chicoutimi au baccalauréat à Montréal ou à Québec, en passant par la maîtrise ou le doctorat en anglais à Halifax, à Vancouver ou à Winnipeg.

Par contre, le choix (9) est plus limité pour un programme en soins vétérinaires, en français, qu'il s'agisse d'un diplôme en sciences pré-vétérinaires à Pointe-à-l'Église (Nouvelle-Écosse), d'une technique en soins vétérinaires à Sudbury ou d'un doctorat en médecine vétérinaire à Montréal.

L'étudiant a choisi son programme d'études, il sait maintenant où il veut aller, mais il ne sait pas combien cela va lui coûter. La section «Planificateur financier» viendra répondre à ces interrogations. Donc, un étudiant qui fréquentera La Cité collégiale en septembre 2005 peut s'attendre à payer pour l'année scolaire, outre les frais de scolarité, 1946 $, ce qui comprend notamment 871 $ en livres, 194 $ en frais liés aux associations étudiantes et 174 $ pour les sports.

Au Collège universitaire de Saint-Boniface, ces frais annuels seraient de 1723 $, dont 871 $ en livres et 337 $ en services de santé.

Un autre exemple : un étudiant fréquentant le Collège de l'Acadie à Halifax payerait 1548 $ en frais annuels, nonobstant ceux de scolarité. De ce montant, il y aurait 871 $ de livres et 156 $ pour les services de santé.

Maintenant que l'on connaît le coût d'un programme d'études donné dans une telle province, en tenant compte des frais liés au loyer, retournons au site. Il présente quelques pistes qui permettraient de financer ces études.

En effet, en collaboration avec boursetudes.com, le service de recherche de bourses de Ciblétudes interactif donne accès au principal service GRATUIT de recherche de bourses au Canada. Des milliers de bourses, de prix et de subventions y sont répertoriés.

Le site de Ciblétudes permet aussi d'explorer la piste des prêts étudiants, selon la province, le statut de l'étudiant et le type d'institution fréquenté.

Ainsi, une personne qui étudiera à temps plein dans un collège public de la Colombie-Britannique pourrait recevoir du gouvernement fédéral jusqu'à l'équivalent de 60 % de ses besoins, selon un montant maximal de 165 $ par semaine d'études. Le gouvernement provincial pourrait fournir de l'argent jusqu'à 40 % de ses besoins évalués en prêts provinciaux et en aide non remboursable.

Un site complet à visiter... www.cibletudes.ca.

(suite de la page 32)

à distance de professeurs, soit par le biais de groupes de discussion entre pairs dans Internet, détaille-t-elle. Car l'un des objectifs consiste aussi à sortir la communauté francophone de son isolement en Colombie-Britannique. Enfin, nous sommes les seuls au pays à proposer ces outils technologiques dans ce contexte.»

La conviction d'ouverture ne s'arrête d'ailleurs pas là : le BAFF prévoit aussi l'organisation de stages linguistiques ou professionnels pour ses étudiants. En Colombie-Britannique bien sûr, mais aussi au Québec, et – plus intéressant encore – dans des pays francophones aux conditions de vie difficiles. «Je pense à Haïti, précise Claire Trépanier. Ce serait très enrichissant et cela permettrait de changer son regard à la fois sur le monde et sur son propre pays.»

Le BAFF, ne se voulant pas sectaire, permet aux étudiants issus de l'enseignement régulier d'accéder à son nouveau baccalauréat. Dans la mesure – bien évidemment – où ils passent le test d'entrée linguistique et remplissent les conditions de qualification universitaire. «C'est le cas d'une jeune fille qui a fortement approfondi ses connaissances, notamment par des stages en Belgique et au Québec», indique Mme Trépanier.

Plus de place à l'éducation

Autre faculté – d'Éducation – autre innovation. En effet, s'ajoute une seconde maîtrise en langue française du programme d'études supérieures pour la formation des enseignants du français. Ses cours, déjà proposés au campus de Burnaby, seront désormais disponibles en plus à Victoria, sur l'Île de Vancouver. Ils ont débuté à la mi-septembre 2004 et se déroulent le second vendredi et le second samedi de chaque mois. Suivi intermédiaire par Internet et encadrement poussé de l'Université – recherche, ressources, conseils en rédaction, etc. – complètent cette nouvelle offre, d'une durée de deux ans avant la complétion.

«Les deux programmes sont semblables, mais indépendants, car s'accordant chacun à un environnement géographique particulier», précise Danielle Arcand, directrice adjointe du BAFF à la Faculté d'Éducation. «De plus, nous avons introduit un Diplôme d'études graduées, toujours obtenu en deux ans, axé sur la pratique, où les enseignants déjà actifs complètent leurs connaissances didactiques. Nous sommes aussi heureux d'annoncer la création de 16 places supplémentaires de futurs professeurs qualifiés, une excellente nouvelle en ces temps difficiles.»

Cette dernière aubaine, la directrice adjointe souhaiterait qu'elle devienne une habitude, car la pénurie de professeurs en langue française se fait cruellement sentir par-delà la province. Entre-temps, Danielle Arcand travaille à la réalisation d'autres objectifs : par exemple, établir un partenariat avec les districts scolaires afin de matérialiser d'autres projets ou de présenter le Diplôme d'études graduées aux enseignants du nord de la Colombie-Britannique. Une initiative figure déjà à l'agenda décisionnel à très court terme : la création à l'USF d'un espace commun aux étudiants francophones de toutes les facultés, où ils pourront se retrouver et se documenter.

Des contacts rapprochés

De même que les Facultés des Lettres et d'Éducation de l'USF ont chacune ajouté des cordes à leur arc francophone, elles tiennent à collaborer étroitement à l'organisation d'activités culturelles réservées aux étudiants. La direction envisage des conférences d'invités de l'extérieur. Mme Trépanier tient aussi à ce que ses universitaires de langue française ne soient pas isolés du reste du campus. C'est pourquoi elle a ajouté à leur horaire, pour le premier semestre, un cours d'histoire et un cours optionnel, tous deux en anglais.

Baccalauréat et seconde maîtrise en français : l'année 2004-2005 permet l'addition d'éléments importants pour la minorité linguistique de la Colombie-Britannique. Une étude récente menée auprès d'étudiantes et d'étudiants sortant des écoles françaises ou d'immersion avait aussi laissé poindre un grand intérêt pour un bac scientifique du même type. Alors, sait-on jamais...

Réseau des cégeps et collèges

Échange d'étudiants : c'est possible!

Étienne Alary

Les voyages forment la jeunesse, comme le dit si bien le vieil adage. Si on applique ce dicton au domaine de l'éducation, il ne faut pas s'étonner de voir le Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada (RCCFC) s'attaquer au dossier.

«De plus en plus de jeunes se déplacent d'une province à l'autre. Cette mobilité étudiante est certainement une des préoccupations importantes du RCCFC», a affirmé le responsable des pro-grammes du Réseau, Yvon St-Jules.

Cette préoccupation n'est pas nouvelle pour l'organisme. Déjà, en 1999, le Réseau avait reçu une subvention pour explorer la question et y aller d'une première expérience. «À cette époque, des membres du RCCFC avaient manifesté un certain intérêt, mais peu d'argent avait été investi dans le projet, de sorte que le nombre de participants avait été limité», rappelle M. St-Jules.

Malgré tout, le RCCFC en est sorti grandi. «Cette petite expérience de transfert entre institutions francophones a été concluante. Ce projet pilote a mené au développement d'une nouvelle demande aux programmes d'Échanges Canada (une initiative du gouvernement fédéral cherchant à favoriser l'émergence de liens entre Canadiens)», mentionne Yvon St-Jules. Une demande à plus grande échelle, faite en collaboration avec l'Association des collèges communautaires du Canada (ACCC). «La demande touche autant les institutions francophones et anglophones au Canada», énonce le responsable de ce programme au RCCFC. Il ajoute que l'idée derrière le projet est de permettre à un jeune d'acquérir un savoir culturel différent de celui émanant de son milieu d'origine.

> *«Cette phase consistait à aider les institutions canadiennes à rechercher des partenaires et à établir une complémentarité entre les programmes.»*
>
> Yvon St-Jules

Trois phases distinctes font partie intégrante de ce Programme pancanadien de mobilité étudiante des collèges et instituts canadiens (PPME) : la création de consortiums, la mise en œuvre de projets d'échanges d'étudiants et l'évaluation du programme.

C'est au printemps 2004 que s'est déroulée la première étape. «Cette phase consistait à aider les institutions canadiennes à rechercher des partenaires et à établir une complémentarité entre les programmes», souligne Yvon St-Jules. Il précise que ce partenariat était destiné à des collèges offrant un programme similaire ou un autre qu'on pourrait articuler sur un programme existant dans une province donnée. «Par exemple, dans le domaine touristique, il y a eu du travail accompli entre le Manitoba, le Nouveau-Brunswick et le Québec afin d'articuler les trois programmes en vue de la reconnaissance dans chacune de ces provinces du diplôme obtenu par les finissants issus d'un programme de tourisme», explique M. St-Jules. «Étant donné que l'éducation est de compétence provinciale, du travail devait être effectué de ce côté-là», ajoute-t-il.

Après cette première phase, le siège social du RCCFC, situé à Ottawa, a accusé réception de cinq projets d'échanges entre institutions francophones. S'y sont ajoutées dix demandes adressées à l'ACCC, relatives à des projets associant des établissements anglophones, ou un collège anglophone à un établissement francophone.

Les responsables ont retenu 12 de ces 15 intentions. «Ces 12 propositions ont vu les partenaires intéressés recevoir de l'argent pour établir la complémentarité des programmes», note M. St-Jules.

Concrètement, cela a mené à la mise sur pied de trois projets francophones d'échanges étudiants qui doivent se dérouler entre le 1er janvier et le 30 juin 2005.

Le programme sera évalué au cours de l'été 2005. «On espère pouvoir le pérenniser pour l'année scolaire 2005-2006, mais à ce stade-ci, c'est de l'espérance. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un projet expérimental», nous informe M. St-Jules.

Cependant, le gouvernement fédéral aurait montré un certain intérêt à reconduire le projet, s'il est concluant. «L'objectif à long terme de ce projet pilote est d'établir la pérennité des programmes, grâce à un financement permanent. Cela permettrait aux institutions, à toutes les années, de procéder à des échanges d'étudiants d'une province à l'autre», conclut M. St-Jules.

Mobilité

Tourisme, informatique et services communautaires

Étienne Alary

Depuis le 1er janvier 2005, une dizaine de francophones poursuivent ou terminent leurs études postsecondaires dans une autre province. Ils le doivent au projet de mobilité étudiante de leur collège retenu par le Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada (RCCFC).

En effet, trois projets ont obtenu l'aval du Réseau. D'abord une collaboration a été établie en informatique entre le Cégep de Trois-Rivières, La Cité collégiale d'Ottawa et le Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB).

Ce projet permet à huit étudiants de Trois-Rivières, d'Ottawa ou de Saint-Boniface d'effectuer leur stage pratique dans une autre province. «L'idée première de notre projet de collaboration était de faire des échanges de sessions complètes. Malheureusement, faute de temps, il a été impossible de développer une articulation dans ce sens. Nous avons donc opté pour les stages pratiques», affirme le coordonnateur des stages des programmes coop au Cégep de Trois-Rivières, Étienne G. Juneau. Le Cégep de Trois-Rivières, maître d'œuvre du projet, assume la coordination entre les trois institutions.

En vertu de cette entente, un maximum de quatre aspirants à un DEC en informatique de Trois-Rivières effectuent un stage de dix semaines à Ottawa ou à Saint-Boniface. Trois étudiants de La Cité collégiale en Technologie du génie informatique leur emboîtent le pas dans la Belle Province ou au Manitoba. Finalement, un étudiant du CUSB (programme d'informatique) se rendra à Ottawa ou à Trois-Rivières pour son stage.

«Chaque collège s'engage à reconnaître ce qui est offert par le collège d'envoi», explique Étienne G. Juneau. «À titre d'exemple, ici à Trois-Rivières, nous assumons toute la logistique pour accueillir des étudiants de La Cité collégiale pour une session complète de 15 semaines, puisque leur stage en milieu de travail a cette durée. De son côté, La Cité collégiale s'occupe de la logistique, donc de trouver une entreprise pour nos étudiants qui s'y rendront du 14 mars au 20 mai 2005.»

Il en va de même pour le CUSB. «Chaque partenaire peut accueillir autant d'étudiants qu'il en envoie», souligne Étienne G. Juneau.

Ce dernier espère reconduire ce projet. «Nous pourrions accentuer notre collaboration en ne nous contentant pas des étudiants qui en sont à leur dernière session. Nous pourrions aussi aller au-delà de notre programme d'informatique», avance-t-il.

Un projet de mobilité se déroule aussi dans le domaine du tourisme, alors que le Collège Montmorency, le campus d'Edmundston du Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB) et le CUSB ont réussi à s'entendre.

«De notre côté, il est question d'études. Les étudiants suivront une session complète dans un autre établissement», mentionne le coordonnateur aux Affaires internationales du Collège Montmorency, Sylvain Benoit.

Dans un premier temps, trois étudiants du Québec poursuivent leur session d'hiver 2005 au Nouveau-Brunswick. «À l'automne, on aimerait bien recevoir, ici à Montmorency, des étudiants du Nouveau-Brunswick et en envoyer au Manitoba», énonce M. Benoit.

Ce dernier espère donc que ce projet pilote sera reconduit. Cela permettrait à une dizaine d'étudiants en tourisme des trois provinces de participer à un projet de mobilité. «L'intérêt est indéniable», constate Sylvain Benoit. Pour l'hiver 2005, une dizaine d'étudiants s'étaient montrés intéressés aux trois places disponibles.

Finalement, un projet de collaboration unit La Cité collégiale (Techniques des services correctionnels) au CCNB, campus de Dieppe (Techniques correctionnelles).

Le projet de mobilité permet à deux étudiants de La Cité de se rendre au Nouveau-Brunswick et vice versa. «Ce n'est pas la première collaboration entre La Cité collégiale et le campus de Dieppe du CCNB. Cette fois-ci, on parle de stages pratiques terminaux pour deux étudiants de chaque collège dans l'autre province», nous informe un des professeurs du programme à La Cité collégiale, Alain Charpentier.

Donc, deux étudiants d'Ottawa passeront 15 semaines en Acadie «en stage en milieu carcéral ou dans un milieu connexe (p. ex., auprès des jeunes contrevenants)», confirme M. Charpentier.

Pour leur part, les deux étudiants acadiens séjourneront à Ottawa en mai 2005. «Je pense que l'intérêt ne manque pas. Uniquement pour ce projet de stages, nous avons dû procéder à des entrevues et sélectionner les candidats. Il faudrait maintenant développer une récurrence et même en arriver à des échanges envisageables pour une session complète», conclut l'enseignant.



Les étudiants du premier baccalauréat bilingue en administration publique et services communautaires de l'USF : Trevor O'Rourke, Oskar Miklos, Ania Kolodziej, Janet Fan, Kayleigh MacMillan, Rosemary Hong et Mike Peterson. (Absente : Tarah Dionne.)

Université Simon Fraser

L'enseignement en français passe à la vitesse supérieure

Pascal Gysel

En Colombie-Britannique, la rentrée universitaire 2004 avait un goût de jamais vu. Car l'on assistait, à l'Université Simon Fraser, à la naissance simultanée du premier baccalauréat et de la seconde maîtrise en français. Un pas important pour la pérennité de la langue dans la province. Et d'autres réalisations restent à venir...

Il se sera écoulé près de deux ans (du 7 novembre 2002 au 7 septembre 2004) entre la signature du protocole d'entente réunissant la Fédération des francophones de la Colombie-Britannique (FFCB) et l'Université Simon Fraser (USF), et la concrétisation du projet. L'attente est terminée : les étudiants de l'USF intéressés ont pu finalement se lancer sur la voie des programmes d'études supérieures francophones.

Et les nouveautés ne manquent pas, en commençant par le baccalauréat en langue française de la Faculté des Lettres. Composé d'une majeure en sciences politiques et d'une mineure en français, ce programme de quatre ans prépare ses participants à une carrière en administration publique ou au sein des services communautaires du Canada. Huit étudiants explorent les richesses de ce nouveau programme.

L'un d'eux, Oskar Miklos, se montre particulièrement satisfait après une semaine de cours : «C'est vraiment un grand avantage de ne compter qu'un si petit effectif dans la classe. En plus, j'y ai retrouvé des amis, et des professeurs que je connaissais déjà. C'est évidemment une base pour se sentir bien à l'Université, car je ne suis pas de ceux qui sont à l'aise au milieu de 400 étudiants, comme lors de mes cours d'histoire.»

Un bac délimité et sans frontières

Petit contingent donc, mais pour le mieux-être du nouveau-né : «Nous avons commencé tard le processus de sélection, au mois d'avril, ce qui explique cette faible quantité. Mais cela va nous permettre de roder les cours. L'an prochain, on devrait passer à une trentaine d'étudiants», explique Christian Guilbault, directeur adjoint sortant, responsable de la Faculté des Lettres au Bureau des affaires francophones et francophiles de l'USF (BAFF). Dans la foulée, il révèle un autre avantage de ce nouveau bac, son accomplissement dans les délais assurés : «C'est le propre d'un programme cohorte qui, par ses cours prédéterminés, verrouille la durée du cursus.»

Sans compter que ce baccalauréat se démarque des certificats des autres provinces par son caractère novateur et interactif, selon Claire Trépanier, successeur de M. Guilbault : «Les étudiants sont directement branchés sur le reste du Canada, soit par la téléconférence ou par des présentations

(suite de la page 30)

(rentrée scolaire 2004-2005), nos chiffres sont encore en croissance et cette hausse est par rapport à l'an dernier, pas à il y a deux ans», fait-il remarquer.

L'établissement a noté une augmentation de 14 % de ses inscriptions au premier cycle à temps complet (baccalauréats et certificats); la tangente de diversification de la clientèle étudiante à l'Université Saint-Paul est donc bien amorcée. «Les jeunes du secondaire ne sont qu'une fraction de notre population étudiante. Notre moyenne d'âge est de 41 ans, puisque nos grosses cohortes d'étudiants se situent dans la trentaine, la quarantaine et la cinquantaine», note Denis Hurtubise.

Selon le vice-recteur, deux des nouveau-nés de cette université attirent particulièrement les jeunes : le baccalauréat ès arts en communications sociales et un autre en éthique. «La Faculté de philosophie était une faculté que l'on pourrait qualifier de dormante chez nous il y a trois ans. Afin de la revivifier, nous avons lancé un certificat en philosophie et, depuis l'an passé, un baccalauréat en éthique», énonce Denis Hurtubise.

Bien qu'il soit moins coûteux pour un étudiant de suivre une formation à l'Université Saint-Paul qu'ailleurs dans la capitale nationale, Denis Hurtubise est d'avis que les frais de scolarité ne sont pas l'unique raison qui pousse les étudiants à choisir la maison d'enseignement de la rue Main à Ottawa. «Les programmes sont moins dispendieux, mais les gens viennent ici d'abord et avant tout parce qu'ils s'intéressent à nos disciplines. En ce qui concerne la notoriété des programmes, tous les étudiants qui en suivent un de l'Université Saint-Paul reçoivent, au terme de leurs études, un diplôme conféré conjointement par l'Université Saint-Paul et par l'Université d'Ottawa», explique M. Hurtubise.

Diplôme en main, l'étudiant devient un agent de transformation de la société. «Ce terme est juste, car avec la formation qu'ils obtiennent, les diplômés peuvent analyser et intervenir dans une situation donnée», soutient le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche.

Clientèle internationale

Depuis plusieurs années, cette université au cœur d'Ottawa a su attirer une bonne clientèle internationale. «Notre clientèle est très cosmopolite. Les gens d'une trentaine de pays fréquentent notre institution», lance Denis Hurtubise. «Notre Faculté de droit canonique attire beaucoup d'étudiants de l'étranger. La raison est fort simple : en Amérique, cette formation de cycle supérieur n'est offerte qu'à deux endroits, soit Washington et ici», conclut le vice-recteur.

Universités francophones

Opération charme à l'échelle internationale

Étienne Alary

Photo : Étienne Alary

«Notre objectif est d'aller puiser dans le bassin des étudiants de la francophonie internationale pour en recruter chez nous...»

Les universités francophones en milieu minoritaire veulent renverser la vapeur. Face au vieillissement de la population et à une éventuelle diminution des clientèles étudiantes des communautés francophones en situation minoritaire, ces établissements postsecondaires veulent passer à l'offensive et recruter activement à l'échelle internationale. «Notre objectif est d'aller puiser dans le bassin des étudiants de la francophonie internationale pour en recruter chez nous. Il a été démontré que lorsqu'on amène un étudiant étranger chez nous et qu'il reste, il a tendance à s'intégrer dans nos communautés», d'affirmer le vice-président et directeur général de l'Association des universités de la francophonie canadienne (AUFC), Guy Gélineau.

Le défi s'annonce de taille : l'AUFC propose la création d'un programme de bourses de 18 millions de dollars à l'intention d'étudiants internationaux, savoir 300 bourses par année pendant trois ans. «Les universités canadiennes cherchent toutes à aller à l'international. Tous nos établissements le font déjà», mentionne M. Gélineau.

La stratégie de l'AUFC consiste à appuyer les efforts de ses membres, pour ainsi permettre aux universités francophones hors Québec de concurrencer les universités québécoises. «Quand l'Université de Montréal va recruter un étudiant à Paris ou en Belgique, elle détient un avantage concurrentiel important sur l'Université d'Ottawa et l'Université de Moncton : elle peut offrir une bourse de dégrèvement des frais de scolarité. L'étudiant étranger paie alors la moitié des frais de scolarité qu'il aurait à payer à l'extérieur du Québec», d'expliquer M. Gélineau.

Le programme de bourses proposé permettrait de compenser l'avantage concurrentiel des universités québécoises.

Internationalisation des programmes

Accroître la présence canadienne à l'étranger est également un élément sur lequel travaille l'AUFC. «On veut encourager nos établissements à développer la mobilité étudiante vers l'étranger grâce à des stages, à promouvoir la mobilité de nos professeurs, sans oublier la mobilité de nos savoirs par des cours à distance», énonce Guy Gélineau.

Pour les membres de l'organisme, il s'agit de rendre d'autres clientèles admissibles à des avantages propres au Canada. «L'offrir à d'autres communautés, notamment à un pays en voie de développement», précise-t-il.

Solidifier le réseau

L'AUFC entend développer un réseau académique liant ses treize établissements membres en recourant au besoin à l'expertise qui a pu être développée dans des universités telle l'Université du Québec, elle-même composée d'une douzaine d'établissements fonctionnant en réseau. Il s'agit pour les établissements, qui conservent leur autonomie, de «mettre en commun leurs forces», déclare Guy Gélineau.

Cette vision permettra à un étudiant qui veut étudier en français à Saint-Boniface d'y rester le plus longtemps possible et de tirer profit d'un programme qui existe à Ottawa ou à Moncton. «On n'arrivera jamais à créer des Universités d'Ottawa ou de Moncton dans toutes les communautés; alors essayons de déterminer comment on peut profiter des forces et des faiblesses de l'une et de l'autre», souligne-t-il.

Du RUFHQ à l'AUFC

Il y a un an, ce n'est pas uniquement le nom du Regroupement des universités de la francophonie hors Québec (RUFHQ) qui a changé, mais bien toute sa dynamique.

«Le nom de l'organisme est devenu *Association des universités de la francophonie canadienne*, car il fallait se définir de façon plus positive par rapport à la réalité, plutôt que par exclusion ou par opposition au Québec», souligne le vice-président et directeur général de l'AUFC, Guy Gélineau.

À ce nouveau nom s'est ajouté un siège social, situé à Ottawa. A suivi l'entrée en scène du premier directeur général à temps complet de l'organisme, M. Gélineau.

L'AUFC, qui célèbre ses 15 ans d'existence cette année, compte toujours sur ses 13 membres réguliers. L'Université Simon Fraser (Colombie-Britannique) pourrait se joindre à l'Association, à titre de membre observateur, puisqu'elle offre depuis septembre 2004 des majeures en français dans certains programmes du baccalauréat. «Nous avons déjà établi des liens avec les responsables de ce programme à Simon Fraser. Avant d'accepter l'établissement dans nos rangs, il y a cependant des critères minimaux à respecter, comme le nombre d'étudiants et le développement d'une identité francophone», nous informe M. Gélineau.

Les membres

- Université d'Ottawa
- Université de Moncton
- Université de Sudbury
- Université de Hearst
- Université Laurentienne (Sudbury)
- Université Sainte-Anne (Pointe-de-l'Église, Nouvelle-Écosse)
- Université Saint-Paul (Ottawa)
- Institut français de l'Université de Regina
- Faculté Saint-Jean de l'Université de l'Alberta
- Collège universitaire de Saint-Boniface
- Collège militaire royal du Canada (Kingston)
- Collège Glendon (de l'Université York, Toronto)
- Collège dominicain de philosophie et de théologie (Ottawa)





Photos : Étienne Alary

> *«Un baccalauréat lui permettra d'accéder au marché du travail plus facilement, alors que le certificat est habituellement un complément de formation pour une personne déjà sur le marché du travail.»*
>
> **Denis Hurtubise**

Université Saint-Paul
L'autre université de la capitale nationale

Étienne Alary

Si en Ontario la double cohorte a permis aux différents collèges et universités d'accroître leur clientèle étudiante lors de la rentrée scolaire 2003-2004, l'abolition par le gouvernement ontarien de la 13e année a marqué un point tournant à l'Université Saint-Paul d'Ottawa.

«Il y a deux ans, nous avons entamé une réflexion en profondeur afin de modifier la structure de l'institution. D'une université dispensant une multitude de certificats, nous avons pensé qu'il pourrait être opportun de pousser un peu plus loin l'offre de formation», de déclarer le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche à l'Université Saint-Paul, Denis Hurtubise.

De cette réflexion, huit programmes de baccalauréat, répartis dans les facultés de philosophie, de théologie et de sciences humaines, sont nés dans cette université à vocation ecclésiastique. «Évidemment que l'Université Saint-Paul est au service des Églises, mais elle est aussi au service de la société en général», tient à préciser M. Hurtubise. «En fait, la mission de l'institution demeure la même, soit le développement humain», ajoute-t-il.

Attirer une plus grande clientèle en provenance du secondaire était l'objectif premier derrière la création des nouveaux baccalauréats. «Lorsqu'un jeune termine ses études secondaires, il recherche une formation plus poussée que le certificat. Un baccalauréat lui permettra d'accéder au marché du travail plus facilement, alors que le certificat est habituellement un complément de formation pour une personne déjà sur le marché du travail», mentionne M. Hurtubise.

Grâce à cette offensive, l'institution d'enseignement note déjà un changement : quelque 800 étudiants y sont inscrits à temps plein ou à temps partiel et cette clientèle est plus jeune qu'il y a deux ans. «Lors de l'année de la double cohorte, notre population étudiante au premier cycle a augmenté de 10 %. Et cette année

Portrait de Kristiane Sormany Albert

Les atouts de l'éducation en milieu minoritaire

Marie-Hélène Comeau

«Là où le nombre le justifie. Ce sont des mots que j'ai appris à détester à 14 ans.»

C'est dans ces termes que la première finissante du secondaire de l'unique école française du Yukon, l'école Émilie-Tremblay, se souvient de ses années d'études au pays du soleil de minuit. Aujourd'hui enseignante à son tour dans un milieu minoritaire à Rivière-la-Paix, dans le nord de l'Alberta, Kristiane Sormany Albert se réjouit toujours d'entendre parler du Yukon. Surtout dans le contexte du 20e anniversaire que l'école française s'apprête à célébrer. Un événement qui doit beaucoup à la ténacité de cette jeune femme.

Kristiane est arrivée au Yukon en 1988. Elle avait alors 9 ans et suivait ses parents, qui avaient décidé de quitter leur Nouveau-Brunswick natal, pour vivre l'aventure nordique. Son arrivée au territoire a été pour elle un choc culturo-linguistique. D'une classe de quatrième année de 32 élèves, elle s'est retrouvée dans un groupe de 15 élèves répartis de la quatrième à la sixième année. Les salles de classe occupaient alors le sous-sol d'une école d'immersion, car il n'y avait pas d'école française homogène offi-cielle. C'était, à l'époque, la première année de fonctionnement du Programme-cadre, un projetpilote qui allait devenir l'école Émilie-Tremblay.

Seulement quelques années plus tard, en 1991, l'école Émilie-Tremblay obtenait enfin le droit d'avoir des locaux indépendants de l'école primaire d'immersion. La joie a été de courte durée, puisque le délabrement de la bâtisse est vite venu obscurcir cette victoire durement acquise.

«Je me suis retrouvée, en septième année, dans une école entièrement formée d'unités mobiles (des bureaux du gouvernement qui étaient abandonnés depuis quelques années). Nous devions toutefois utiliser le gymnase, la salle d'économie familiale, la salle de menuiserie et le laboratoire de science de l'école anglaise voisine», se souvient-elle.

Malgré tout, Kristiane a décidé en neuvième année de poursuivre ses études secondaires en français. Elle a pris cette décision malgré que le programme ne soit pas disponible au Yukon, à cette époque.

C'est à ce moment qu'elle a entendu pour la première cette phrase qui l'a hantée lors de ses études secondaires : les Canadiens et les Canadiennes ont droit à l'enseignement dans leur langue maternelle, mais seulement là où le nombre le justifie.

Est-ce que Kristiane Sormany Albert, seule élève à l'époque à vouloir faire ses études secondaires en français au Yukon, était un nombre justifiable? Cette rengaine, la jeune femme n'a cessé de l'entendre, mais elle ne l'a pourtant pas empêchée de poursuivre son but.

Grâce à l'acharnement de la jeune élève qui a obtenu son diplôme en 1996, aujourd'hui plus d'une trentaine d'élèves franco-yukonnais ont pu s'engager dans la même voie. Ils ont, à leur tour, complété leurs études secondaires en français au Yukon.

Bien de l'eau a coulé sous les ponts depuis son départ du territoire; aucun regret ne vient ternir les souvenirs de Kristiane. Ses études secondaires complétées, la jeune femme a décidé de retourner au Nouveau-Brunswick afin d'obtenir son baccalauréat en enseignement à l'Université de Moncton. On la retrouve aujourd'hui en milieu minoritaire, enseignant le français à de jeunes Franco-Albertains, dans une école située, ironiquement, dans des unités mobiles.

«J'ignore ce que c'est de grandir dans un milieu majoritaire. Pour moi, me retrouver ici à Rivière-la-Paix ne me pose donc aucune difficulté. Les luttes des milieux minoritaires sont une réalité que j'ai toujours connue et les défis qui y sont liés ne me font pas peur. Je remarque que ce n'est toutefois pas le cas des enseignants qui arrivent d'un milieu majoritaire, comme les enseignants québécois ou français. Ils se découragent vite face à l'ampleur des défis à relever. Ils ne restent jamais, par conséquent, très longtemps. Ils sont désavantagés, trop peu préparés à la réalité du contexte minoritaire», remarque-t-elle aujourd'hui.

Elle ignore si elle retournera un jour dans ses montagnes yukonnaises aux cimes d'une blancheur immaculée. Quand elle y pense, elle sourit à l'idée qu'elle se fait des quelque 130 élèves qui empruntent quotidiennement les couloirs de l'école Émilie-Tremblay. Elle les imagine surprenant, l'instant d'un regard, sa photo de remise des diplômes accrochée, en évidence, au mur de l'école. Une photo d'une élève qu'ils ne connaissent pas, mais qui a laissé à jamais sa trace dans l'histoire de l'unique école francophone du Yukon.



L'Université de Moncton

Internationalisation d'une institution acadienne

Mireille E. LeBlanc

Maroc, Mali, Burkina Faso, Tunisie, France, Gabon, Cameroun… La diversité culturelle est riche à l'Université de Moncton au Nouveau-Brunswick, avec ses 279 étudiants internationaux et ses 76 résidents permanents en provenance de 39 pays. Ces inscriptions en 2004-2005 représentent un sommet inégalé pour l'institution acadienne, qui entend poursuivre ses efforts en vue d'accentuer le recrutement de sa clientèle internationale.

Le directeur du Bureau de la coopération et des échanges internationaux, Benoît Bourque, déclare sans ambages que la proportion d'étudiants internationaux à son établissement est appelée à augmenter pour atteindre un jour 10 % de la clientèle étudiante, alors qu'elle se situe à 5,4 % cette année. «L'Université reconnaît l'importance de la diversité culturelle au sein de sa communauté universitaire. C'est aussi pour nous une façon de garder une clientèle. Avec le déclin de la population acadienne, il est important de trouver de nouveaux marchés, et les étudiants interna-tionaux forment une option intéres-sante», ajoute-t-il.

Des agents recruteurs... recrutés

C'est pourquoi l'Université de Moncton intensifie ses efforts de recrutement à l'étranger, notamment avec de nouveaux agents recruteurs. Cette douzaine de recrues ne sont pas n'importe qui. En effet, depuis l'an dernier, des diplômés de l'institution sont appelés à promouvoir leur *alma mater* acadienne dans leur pays d'origine. «Ils sont en mesure de décrire la vie à l'Université de Moncton. Nous pourrions utiliser des agences de recrutement, mais elles pourraient vendre quelque chose qui n'est peut-être pas réaliste. Nous voulons que nos agents recruteurs vendent la réalité de l'Université de Moncton», souligne le responsable de la promotion et du recrutement de l'institution, Denis Boucher.

Armés d'une formation complète, d'un kiosque et de matériel promotionnel, ces agents recruteurs retournent chez eux à la fin de leurs études afin d'effectuer des présentations dans les écoles et de participer à divers salons de l'éducation. Ils effectuent un premier tri parmi les dossiers de candidature et facilitent les contacts des étudiants éventuels avec l'université. «La formule semble bien fonctionner. Déjà, un de nos agents recruteurs diplômé de l'Université de Moncton nous rapporte autant que tous nos anciens agents recruteurs mis ensemble», souligne M. Boucher avec satisfaction.

L'attrait de l'Acadie

Justement, quelles caractéristiques de l'Université de Moncton piquent l'intérêt de sa clientèle internationale? Le caractère francophone de l'institution joue tout d'abord un rôle, quant au recrutement dans les pays de la Francophonie. L'enseignement personnalisé est un autre as dans la manche de l'établissement, avec un rapport étudiants-enseignants de 12 à 1 : le ratio le plus bas au Canada.

> *«Un autre avantage de Moncton en Afrique est l'attachement des Africains aux valeurs traditionnelles.»*

«Un autre avantage de Moncton en Afrique est l'attachement des Africains aux valeurs traditionnelles. Ces gens se sentent donc beaucoup plus proches des Acadiens du fait de l'attachement des Acadiens à leurs

(suite de la page 8)

propres valeurs traditionnelles et familiales. Les Acadiens sont aussi perçus comme des bons vivants : les rapports sociaux et la chaleur humaine sont très présents en Acadie, ce qu'on trouve moins dans les grands centres. Ici, le milieu est plus convivial, moins métro-politain», énumère Benoît Bourque.

Un projet pilote lancé récemment au Nouveau-Brunswick devrait ajouter une nouvelle facette à l'attrait de l'Université, en permettant aux étudiants internationaux d'obtenir un emploi hors campus durant leurs études. Benoît Bourque souligne l'effet important éventuel de cette mesure sur la rétention des étudiants internationaux après leurs études. «Il leur sera plus facile de s'insérer dans le marché du travail canadien, et retenir nos étudiants internationaux est une façon facile d'attirer une population étrangère avec une formation canadienne. En fait, nos étudiants internationaux sont des candidats idéaux à l'immigration. Je les vois comme un potentiel intéressant pour la population acadienne, étant donné l'inquiétant déclin démographique des Acadiens», avance-t-il.


Photo : Collaboration

De nouveaux efforts

Malgré la hausse des inscriptions internationales des dernières années, cette université n'entend pas s'endormir sur ses lauriers. Elle tente notamment d'établir des partenariats avec des institutions d'enseignement chinoises. De plus, elle en est à l'étape des pourparlers, en vue de conclure des partenariats avec d'autres pays. Elle discute également avec les instances gouvernementales intéressées en vue de mettre en place un fonds d'exonération des frais différentiels. Actuellement, les étudiants internationaux doivent payer des droits de scolarité de 7 473 $, comparativement à 4 365 $ pour les étudiants canadiens. L'exonération permettrait de supprimer cette différence pour un certain nombre d'étudiants. L'avenir dira si tous ces efforts porteront fruit.



Les trois nouveaux diplomés franco-yukonnais, de gauche à droite : Marjolaine Gagné, Julie Bernier et Jasmin Godard.

Cours à distance

Le Yukon ne fait plus bande à part

Marie-Hélène Comeau

L'heure était à la réjouissance au Yukon, l'automne dernier, à la suite du succès remporté par le premier projetpilote de cours professionnels à distance. Trois étudiants franco-yukonnais, au terme de cinq mois d'études, ont obtenu leur diplôme de préposé aux services de soutien personnel. Il leur permet de travailler dans le secteur de la santé, qui souffre dans ce territoire d'un manque flagrant de personnel qualifié pouvant œuvrer en français.

De multiples défis et de nombreuses embûches auront cependant compliqué la marche vers cette victoire doublement importante.

C'est qu'il n'est jamais facile de poursuivre des études postsecondaires en français pour les gens éloignés des grands centres urbains. C'est le cas des Franco-Yukonnais qui habitent à plus de deux jours de route de la ville la plus proche, soit Edmonton en Alberta. Une fois la décision prise de retourner sur les bancs d'école, ils sont alors nombreux, ces francophones du Nord, à devoir plier bagage pour se rapprocher des universités. Car quitter le territoire est encore trop souvent la seule avenue permettant de poursuivre leurs études en français.

Cette préoccupation faisait partie des facteurs qui ont convaincu l'Association franco-yukonnaise (AFY), il y a près de cinq ans, de mettre en place une structure permettant d'endiguer cet exode estudiantin. L'AFY voulait garder ses éléments francophones sans les priver d'une formation académique en français.

Ainsi est né le Service d'orientation et de formation des adultes, plus communément appelé SOFA. Ce dernier, situé au Centre de la francophonie à Whitehorse, offre plusieurs services que la collectivité franco-yukonnaise apprécie grandement. Son taux d'achalandage augmente de façon tangible depuis sa création et les résidents du territoire comme les francophones qui planifient d'y vivre utilisent ses nombreux services.

Malgré ce beau succès, il aura quand même fallu plus de quatre ans pour que le SOFA, en partenariat avec Éducacentre de la Colombie-Britannique, puisse enfin atteindre son but initial : offrir à distance des cours crédités en français. Une réussite qui s'est concrétisée cette année grâce à l'entêtement et à l'acharnement des personnes qui croyaient en sa réalisation.

«Dès qu'un problème se posait, il fallait trouver une façon de le résoudre. Chaque fois que nous pensions que tout était enfin résolu, une nouvelle tuile nous tombait sur la tête. Mais on y est arrivés», souligne Anne Engasser, conseillère en développement de carrière et en formation au SOFA.

Les résultats du projet pilote sont à ce point encourageants qu'une seconde formation dans le même domaine était offerte l'automne dernier. Puisque la table est maintenant mise, il a été plus facile pour le SOFA de coordonner le tout.

«Nous sommes en train d'établir de bons partenariats avec La Cité collégiale à Ottawa et Éducacentre afin de poursuivre sur cette route. C'est très prometteur», affirme Isabelle Salesse, directrice du SOFA.

La cérémonie officielle de cette première remise des diplômes a eu lieu sous les couleurs automnales d'un paysage yukonnais endimanché pour l'occasion. Un paysage paisible que les étudiants n'ont pas dû quitter pour réaliser leur projet d'études postsecondaires.

(suite de la page 26)

Nouveau diplômé de l'ÉNH, Cédric Audet a plutôt opté pour la formation de trois sessions en Techniques d'écriture humoristique. Il a notamment exploré la composition pour la scène, la radio, les comédies de situation, ainsi que pour l'imprimé. «Ça ne m'intéressait pas de devenir humoriste. Ce que j'aime, c'est écrire, parce que tu peux toucher à plusieurs styles», explique celui qui a ensuite effectué un stage en publicité chez le Groupe Cossette Communication.

L'École nationale de l'humour n'est pas seulement une pépinière d'humoristes et d'auteurs québécois. L'Est ontarien, par exemple, a profité de cette formation, puisque deux de ses citoyens sont en train de percer : Julien Tremblay de Hawkesbury et Jean-Christian Thibodeau d'Ottawa.

Les deux ex-étudiants ont apprécié que leurs professeurs soient des artistes du milieu. Selon Laurent Paquin, «en humour, il faut être à jour [c'est-à-dire au goût du jour]. On ne peut pas se permettre de faire de l'humour dépassé. Puis mine de rien, c'est des contacts que l'on fait [lie, établit, alimente, entretient]...». Opinion que partage Cédric Audet. «Ça a de bons côtés de se faire dire comment ça marche dans le milieu. Ça peut par contre en décourager certains...»

Selon ce dernier, l'emploi du temps divers des professeurs apporte certains points négatifs. «S'ils travaillent trop [à l'extérieur de l'ÉNH], ils n'ont pas toujours le temps de corriger nos travaux. On va avoir un retour, mais ça risque d'être plus long.»

Malgré cette réalité, les futurs humoristes doivent nécessairement faire preuve de créativité pour impressionner et, ultimement... faire rire.

Pas seulement pour le Québec

Même si l'École nationale de l'humour se veut un tremplin pour les futurs humoristes québécois, quelques francophones en provenance de l'extérieur du Québec ont tenté leur chance et ont ainsi profité de cette formation :



Nouvelle-Écosse (1989)

Ontario (1990)

Ontario (1995)

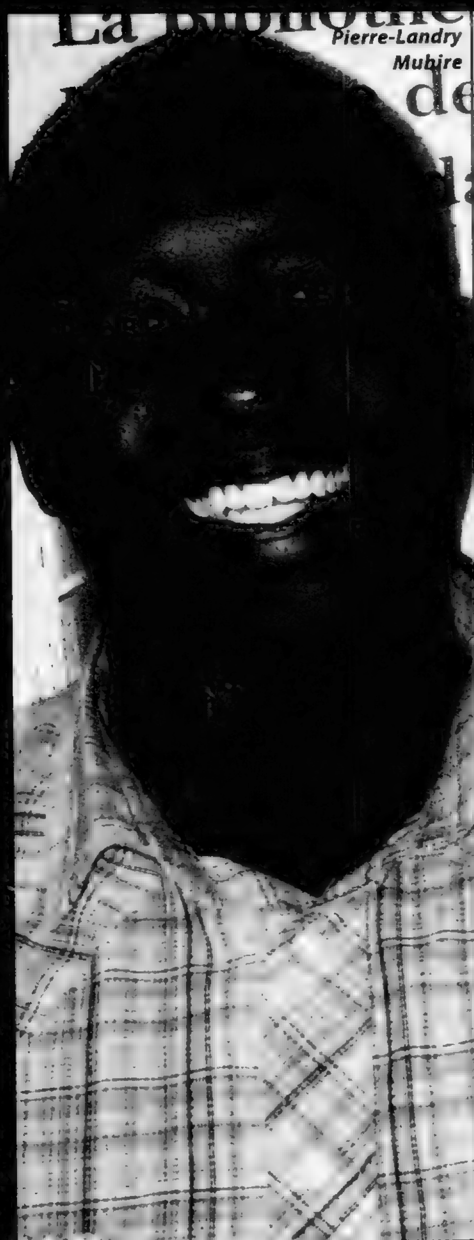
Ontario (1995)

Nouveau-Brunswick (1996)

Ontario (1997)

Nouveau-Brunswick (2001)

L'ÉNH a également eu deux étudiantes en provenance de la Suisse.



Pierre-Landry Mubire

Faculté Saint-Jean

Reflet de la francophonie mondiale

Sandrine Griffon

Ce n'est pas un mystère : le seul établissement d'enseignement en français à l'ouest de Winnipeg, la Faculté Saint-Jean (FSJ), est «en train de se faire connaître» dans toute «la francophonie internationale» et, de ce fait, d'attirer de plus en plus d'étudiants de l'étranger. Certes, une province comme le Québec a des ententes bilatérales avec un certain nombre d'établissements, mais selon Marc Arnal, doyen de la FSJ, le nombre de places est restreint, et les étudiants internationaux se tournent désormais vers d'autres options – d'autant que le milieu de vie (Edmonton) de la Faculté offre un double avantage : «Pouvoir étudier en français, vivre en anglais si on le veut.»

Campagnes intensives de recrutement

C'est sans doute pourquoi les demandes d'étudiants internationaux qui veulent étudier à la Faculté Saint-Jean vont croissant, tandis que les autorités de l'établissement axent de plus en plus leurs efforts sur le recrutement au-delà des frontières canadiennes. Ainsi, aujourd'hui, les étrangers constituent environ 5 % de la population estudiantine de la FSJ, mais l'on ne s'en cache pas : à plus long terme, on vise 10 %.

Dans ce but, les agents de recrutement de la Faculté peuvent contacter les établissements d'où proviennent les étudiants, leur demander de «propager le mot», indique le doyen. Les contacts s'opèrent donc de différentes façons, même si l'on privilégie le tête à tête : on recense donc des visites vers des destinations comme l'Égypte, la Tunisie ou encore la France – Yvette d'Entremont, vice-doyenne aux affaires académiques de la FSJ, s'est d'ailleurs rendue récemment à Lille et à Nice, et elle souligne que les perspectives de négociations, sur ce plan, sont des plus prometteuses.

Les arguments ne manquent pas de poids, en effet, lorsqu'il s'agit de vanter les mérites de la Faculté. D'ailleurs, parfois, celle-ci est sollicitée : son site Internet en a attiré certains, d'autres aspirent à y perfectionner leur français, comme c'est le cas de quelques étudiants des États-Unis. D'autres, en provenance d'Europe, du Maghreb ou de pays africains, vont compléter des études dans un établissement qui, par son affiliation à l'Université de l'Alberta, commence à jouir d'une réputation internationale.

Par ailleurs, les efforts de recrutement d'étudiants internationaux s'inscrivent dans un cadre plus large, indique Marc Arnal, avec notamment le développement, sur le plan national, du dossier de l'immigration. M. Arnal évoque, dans ce sens, une prochaine mission de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) en Afrique, et des «possibilités» de partenariats divers. Il se réfère également à l'Université de Moncton, pour laquelle on a assoupli certaines lois sur l'immigration (notamment celle qui stipule que les personnes qui bénéficient d'un visa étudiant ne peuvent pas travailler), le tout visant à l'«intégration dans la communauté» des étudiants en provenance de l'étranger – autant de perspectives qui faciliteront le recrutement.

Yvette d'Entremont indique que l'étude des dossiers où entre en jeu la reconnaissance des acquis, c'est-à-dire des études antérieures de ces étudiants internationaux, évolue selon chaque cas pour une «décision d'équivalence sur le contenu», sauf quelques nivellements parfois nécessaires. Dernier argument «vendeur» : une fois que l'étudiant a complété ses études à la Faculté, sa

Aujourd'hui, les étrangers constituent environ 5 % de la population estudiantine de la FSJ, mais l'on ne s'en cache pas : à plus long terme, on vise 10 %.

Photos : Sandrine Griffon

(suite de la page 10)

formation est, dans la majorité des cas, reconnue à l'étranger – la renommée de l'Université de l'Alberta n'étant plus à faire.

Accès facilité

Cependant, quelques problèmes peuvent se poser : le statut des étudiants internationaux double leurs frais de scolarité par rapport à ceux des étudiants canadiens... les situant entre 10 000 $ et 13 000 $ pour une année universitaire, sans compter les frais associés à l'achat de livres, de fournitures scolaires, et au coût de la vie (logement, épicerie, loisirs).



Si certains proviennent de familles aisées capables de payer leurs études, d'autres, comme les réfugiés, bénéficient de peu de ressources financières; toutefois leur excellence académique peut pousser les autorités de la FSJ à les inclure dans ses rangs. Aussi tentent-elles de parer à ces questions en offrant un certain nombre de bourses d'accès aux étudiants en provenance de l'étranger et, dans certains cas, en les employant au sein de divers services intra-universitaires (tutorat, recherche pour assister certains professeurs...).

Du point de vue des étudiants internationaux, les cours et les services prodigués par la Faculté Saint-Jean s'avèrent largement satisfaisants. Ainsi Pierre-Landry Muhire souligne qu'il s'agit d'un «bon endroit pour devenir bilingue». Pour cet étudiant de première année en sciences, qui vient du Burundi, étudier à la FSJ allait de pair avec ses antécédents. M. Muhire connaissait déjà, en effet, le système scolaire franco-albertain, puisqu'il a complété sa 12e année à l'école Sainte-Marguerite-Bourgeoys de Calgary, ville où il a de la famille. Pour sa part, le recrutement a été logique : sa sœur aînée suivait des cours à la Faculté, elle a donc pu lui en dire tout le bien possible.

Même impression favorable pour Issa Abdullaye Omayra, une étudiante en administration des affaires bilingue en provenance du Niger : alors qu'elle complétait sa 12e année en Saskatchewan, une agente de recrutement de la FSJ a «atterri» dans sa classe et Issa a trouvé «alléchants» les programmes offerts à Edmonton. L'adaptation s'y est faite en douceur, puisque les étudiants internationaux, comme tous les nouveaux, sont pris en charge pendant une journée d'orientation. Issa Abdullaye note l'incidence d'une telle mesure, quand on vient de l'extérieur et qu'on se retrouve seule dans une ville et un milieu étrangers. Elle souligne également l'existence d'un «club international», en place depuis de nombreuses années, qui favorise le partage entre les étudiants internationaux. Enfin, d'après elle, la taille de la Faculté rend son ambiance «familiale et accueillante»; il y règne une convivialité où l'on peut entendre différents accents, «à l'image de la francophonie internationale».

École nationale de l'humour

Ce n'est pas une blague

Danika Landry

À dix-sept ans, diplôme d'études secondaires en main, plusieurs étudiants décident de quitter le nid familial pour emménager dans leur premier appartement. À l'aube de ses dix-huit ans, l'École nationale de l'humour (ÉNH), située à Montréal, leur emboîte le pas. C'est entre de nouveaux murs que les élèves explorent, depuis septembre 2004, les programmes révisés de Techniques de création humoristique et de Techniques d'écriture humoristique.

L'ÉNH est née en 1988 de l'initiative de *Juste pour rire*. On a confié le mandat à Louise Richer, sa présente directrice pédagogique, de mettre sur pied une institution où l'on puisse étudier l'humour, alors qu'elle prenait part à l'organisation de soirées humoristiques de l'époque. «En marinant dans ce contexte-là, où les jeunes venaient passer des auditions, on était à même de constater à quel point aucune ressource ne s'offrait aux jeunes humoristes, d'où l'idée de créer un centre de formation», se souvient la psychologue de formation.

L'ÉNH s'est dissociée de *Juste pour rire* en 1993, quelque mois après avoir obtenu son accréditation du ministère de l'Éducation du Québec. Une attestation d'études collégiales (AEC) certifie que les apprenants ont mené à bien une des deux formations de l'ÉNH. Puisqu'il s'agit d'une formation axée sur la pratique, cette reconnaissance ne donne pas l'accès direct aux études universitaires, au Québec.

Il faut être âgé de 18 ans et détenir un diplôme d'études secondaires pour suivre une formation à l'ÉNH. Les candidats aux Techniques de création humoristique doivent participer aux auditions de l'institution. Quant aux futurs écrivains, ils ont à soumettre des textes comiques pour participer au processus de sélection. Puisque l'ÉNH est une école privée, les droits de scolarité sont plus élevés que dans la plupart des collèges et universités du Québec. On parle de 7 000 $ pour trois sessions.

Pour Laurent Paquin, étudier l'humour a été la meilleure décision de sa vie. Après trois ans d'études collégiales en communication et un début de formation universitaire en science politique, il savait qu'il faisait fausse route. «Je n'étais pas certain que je voulais rester longtemps aux études. J'avais notamment le goût de faire de la radio.»

Celui qui a animé la plus récente émission estivale de la télévision d'État, *Une émission couleur de Radio-Canada*, a entamé sa formation en Techniques de création humoristique à l'automne 1994. Ce programme s'échelonnait sur trois sessions : deux en classe et une en tournée.

Depuis, la formation a été prolongée d'une session. «Par exemple, au lieu d'avoir un cours d'interprétation, il y en a deux, explique Louise Richer. On ajoute des objectifs aussi dans la formation. Je me plais à décrire l'humoriste comme un chroniqueur de son temps. Alors s'il veut avoir un regard sur son monde environnant, il doit avoir des notions pour le comprendre.»

Les futurs humoristes doivent maintenant réussir un cours de 25 heures de science politique. Ensuite on explore l'humour politique, afin de franchir le pont entre la théorie et la pratique. Des cours d'écriture et de jeu s'inscrivent également au programme, puisque l'humoriste est auteur et interprète aux yeux de l'ÉNH.

Mais Laurent Paquin considère avoir surtout acquis une méthode de travail. «On apprend à analyser notre travail, à nous détacher de notre texte, à distinguer ce qui est drôle de ce qui ne l'est pas. Il faut inventer à partir de rien. Je n'étais pas habitué à ça. En communication, je n'avais pas à inventer, je devais rapporter.»

Photo : Sophie-Frédérique Côté

Louise Richer

(suite de la page 24)

ont l'occasion d'accomplir leur stage à La CÉA et d'y appliquer la théorie apprise.

À noter que, pendant leur première année, les étudiants du programme bilingue suivent les mêmes cours que les étudiants unilingues. L'enseignement est alors axé sur des matières générales. Cependant, 50 % de leurs cours doivent se dérouler en français. C'est, en fait, lors de leur deuxième année qu'ils se spécialisent en choisissant une filière spécifique : comptabilité, finance, marketing ou gestion. Les diplômés retiennent de ce programme une ambiance particulière, fort conviviale, car chaque contingent réunit peu d'élèves.

La clientèle se compose en majorité de gens de l'Alberta. On compte également des étudiants en provenance de la Colombie-Britannique ou du Québec. Pour ces derniers, qui vont en Alberta perfectionner leur bilinguisme, l'équivalence des cours antérieurs ne semble pas poser un problème majeur. Au contraire, il faut se montrer motivé, étant donné que toutes les spécialisations visent à former des personnes capables de travailler directement en entreprise dès la complétion de leur programme. Enfin, pour les personnes désireuses de poursuivre leurs études, de nombreux établissements reconnaissent le diplôme, par équivalence.

Gérard Forget a bénéficié de cette équivalence à l'Université de Lethbridge (ville du sud de l'Alberta), qui compte un campus à Edmonton. En fait, à 57 ans, il vivait un «nouveau départ», un «changement de carrière» qui lui a permis, en deux ans, d'obtenir sa spécialisation en marketing. Il se retrouve, aujourd'hui, gérant du bureau de Canadian Parents for French… tout en poursuivant des cours du soir à l'Université de Lethbridge, avec un diplôme en gestion à la clé, l'équivalent d'un baccalauréat. M. Forget retient un souvenir plus qu'excellent de ces deux années d'études, tant pour l'ambiance étudiante que pour les cours, qu'il met d'ailleurs à profit tous les jours, puisqu'il «emploie tout ce que j'ai appris», indique-t-il.

Brigitte Leblanc-Lapointe, une autre finissante du programme, a choisi cette voie parce qu'il s'agissait d'une «éducation pratique» qui allait la mener «au secteur du travail». Elle travaille aujourd'hui à Crédit Ford du Canada Limitée, ce qui lui permet d'exploiter ses habiletés bilingues, en même temps qu'elle poursuit ses études en marketing, comme M. Forget, à l'Université de Lethbridge.

Ainsi, ces deux étudiants ont su tirer le meilleur parti du programme Administration des affaires bilingue de NAIT, une «alternative assez intéressante», qui n'empêche aucunement la poursuite des études, et qui remplit à la perfection son mandat : offrir une formation concrète qui assure un certain succès dans le milieu de travail.



Baccalauréat en administration des affaires bilingue – Faculté Saint-Jean

Ce tout nouveau programme de la FSJ découle d'un partenariat entre la très renommée Faculty of Business et la Faculté Saint-Jean (toutes deux affiliées à l'Université de l'Alberta). Les étudiants peuvent désormais obtenir un baccalauréat bilingue en administration des affaires, selon un programme d'études de quatre ans dispensé dans les deux langues officielles du Canada. Les spécialisations sont les suivantes : comptabilité, finance et marketing.

Les étudiants du programme suivent la totalité des cours de première année à la Faculté Saint-Jean – ce qui, pour beaucoup, constitue une excellente transition entre l'école secondaire et le monde universitaire à proprement parler. En deuxième année, ils suivent les cours obligatoires de la Faculty of Business et s'inscrivent aux cours de français et aux cours facultatifs de la Faculté Saint-Jean. Au terme du programme, la plupart des étudiants auront suivi leurs cours à parts égales dans les deux facultés.

Il s'agit, en fait, du premier programme du genre au Canada. L'Université de l'Alberta s'attend à ce qu'il attire des candidats de partout au Canada et dans le monde. D'autant plus que la Faculty of Business a institué sa propre gamme de programmes d'échanges étudiants (17 établissements dans 13 pays). Une autre voie pour les futurs gens d'affaires, qui, entre-temps, peuvent bénéficier de prix et de bourses offerts par les deux facultés.

Éducation postsecondaire

Un travail d'équipe dans les Maritimes

Geneviève Mallet

La fin des études secondaires apporte souvent son lot de questionnements et d'inquiétude, autant chez l'étudiant que du côté du parent; donc, tout ce qui peut soutenir un étudiant dans le processus menant à son admission dans un établissement d'enseignement postsecondaire est bienvenu.

Il y a justement, du côté de l'Atlantique, un organisme qui, depuis 1974, s'occupe de certaines facettes de l'enseignement postsecondaire dans les provinces de l'Est : la Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM).

La principale fonction de cette commission n'a pas trait à l'offre de programmes en tant que telle, mais plutôt à l'amélioration des services aux étudiants. L'aide est donc indirecte; ladite commission travaille fort pour s'assurer de la qualité des programmes offerts, pour tenir à jour une banque de statistiques et pour coordonner les programmes interprovinciaux.

Les décisions ne sont pas prises derrière une porte fermée, puisque l'organisme rencontre annuellement des représentants des universités, des associations étudiantes et des professeurs des Provinces maritimes pour discuter des points chauds.

Tous les intervenants se retrouvent autour de la table, puisque la Commission se compose de représentants des gouvernements provinciaux, des établissements d'enseignement postsecondaire et du public en général.

«Les universités canadiennes auront besoin de 35 000 à 40 000 nouveaux professeurs dans la prochaine décennie.»

Photo : Geneviève Mallet

[illegible]

Cette commission est notamment omniprésente dans tout ce qui concerne les ententes interprovinciales : les accords touchant les universités de deux ou de plusieurs Provinces maritimes.

Grâce à la CESPM, un étudiant universitaire du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard ou de la Nouvelle-Écosse a donc la chance de s'inscrire, sans frais administratifs additionnels, à une université des deux autres provinces si le programme auquel il veut adhérer n'est pas offert sur son territoire.

Plusieurs autres ententes de ce genre existent au Canada. La plus importante a été conclue avec le Québec en 1969, dans le domaine de la santé. Cette entente donne accès à des universités québécoises à un certain nombre d'étudiants francophones du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Nouvelle-Écosse – les domaines d'études n'étant pas accessibles dans leur province ou dans leur langue.

Ainsi, les étudiants peuvent s'inscrire en médecine, en médecine dentaire, en médecine vétérinaire, en pharmacie, en physiothérapie, en ergothérapie, en optométrie, en audiologie, en orthophonie et en génie agricole dans les universités telles que l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université de Sherbrooke.

Du côté anglophone, l'University of Waterloo en Ontario offre la chance, chaque année, à un étudiant du Nouveau-Brunswick et à un autre de l'Île-du-Prince-Édouard de s'inscrire à son programme d'optométrie. Une entente sur la formation médicale conclue entre le Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve-et-Labrador réserve dix places par année à des étudiants néo-brunswickois en médecine à la Memorial University.

Toujours au sujet de Terre-Neuve-et-Labrador, il existe aussi une entente, dans les disciplines touchant la réadaptation, avec l'Université Dalhousie, de Halifax (Nouvelle-Écosse). Cette dernière réserve 24 places en ergothérapie et 30 places en physiothérapie aux étudiants de la première province.

[illegible]

La Commission ne se consacre pas uniquement aux ententes interprovinciales. Elle suit les domaines de

(suite de la page 12)

l'heure; elle fait des sondages de suivi auprès des diplômés, elle étudie les tendances de l'enseignement supérieur dans les Maritimes, etc.

À titre d'exemple, au cours de la dernière année, une étude de la CESPM venait démontrer qu'à l'est du pays, les femmes étaient plus nombreuses que les hommes sur les bancs universitaires.

On parle de 59,3 % de tous les étudiants inscrits à temps plein dans les universités des Maritimes. Pour Mireille Duguay, la directrice générale de la Commission, dont les bureaux sont situés à Fredericton, cette donnée contraste avec celle qui indique qu'une fois sur le marché du travail, les femmes continuent de gagner moins d'argent que les hommes.

Plusieurs raisons expliquent ce constat. Comme le souligne Mme Duguay, le lien entre le choix du domaine d'études et le choix de la profession explique en partie l'écart de rémunération. Il y a aussi que les femmes ont tendance à arrêter de travailler pour élever leurs enfants, ce qui les prive d'accumuler autant d'expérience que leurs homologues masculins.

De nouveaux enseignants, S.V.P.!

Comme partout ailleurs au pays, la pénurie d'enseignants est sur le point d'affecter les universités de l'Atlantique. La CESPM, qui vient de célébrer son 30e anniversaire, suit de près le recrutement et le maintien du corps professoral dans les universités des provinces qu'elle dessert. «Les universités canadiennes auront besoin de 35 000 à 40 000 nouveaux professeurs dans la prochaine décennie», affirme la directrice générale. «De 35 à 40 % des diplômés universitaires du niveau supérieur choisissent de ne pas travailler à l'université», ajoute-t-elle.

En Atlantique, les prévisions de la CESPM indiquent qu'il faudra combler 1 809 postes à temps plein, ou 181 par année.

Assurance de la qualité

La CESPM n'a pas un lien direct avec l'offre de programmes, mais, depuis 1997, elle s'assure de la qualité de tous les nouveaux programmes des universités des Maritimes.

Son Comité de surveillance de l'assurance de la qualité a établi, en 2002, une phase pilote d'un processus de vérification. La St. Thomas University, de Fredericton (N.-B.), et l'Université Dalhousie s'étaient portées volontaires pour créer un modèle de rapport.

Ce projet pourrait mener à une offre de modèle à plusieurs établissements. De plus, avec ce processus d'évaluation, le Comité de surveillance peut étudier toutes les demandes sans anicroche.

La CESPM administre des ententes avec d'autres provinces afin d'assurer des places aux étudiants des Maritimes qui veulent poursuivre des études dans des disciplines qui ne sont pas offertes dans la région.

Programme et établissement	Nbre de nouvelles places par année	Programme et établissement	Nbre de nouvelles places par année	Programme et établissement	Nbre de nouvelles places par année
Médecine		**Ergothérapie**		**Médecine**	
Université de Montréal	4	Université de Montréal	2	Memorial University et Nouveau-Brunswick	10
Université Laval	3	Université Laval	3	Memorial University et Île-du-Prince-Édouard	2
Université de Sherbrooke	18	**Optométrie**		Collège vétérinaire de l'Atlantique et Nouveau-Brunswick	13
Dentisterie		Université de Montréal	2	Collège vétérinaire de l'Atlantique et Nouvelle-Écosse	16
Université de Montréal	5	**Audiologie**		Collège vétérinaire de l'Atlantique et Île-du-Prince-Édouard	10
Médecine vétérinaire		Université de Montréal	1	Collège vétérinaire de l'Atlantique et Île-du-Prince-Édouard	2
Université de Montréal	2	**Orthophonie**		Collège vétérinaire de l'Atlantique et étudiants étrangers	19
Pharmacie		Université Laval	2		
Université de Montréal	3	**Génie agricole**			
Université Laval	3	Université Laval	1		
Physiothérapie		**Autres ententes**			
Université de Montréal	4	**OPTOMÉTRIE**			
Université Laval	5	*(Entente tripartite – gouv. Ontario /Université de Waterloo / CESPM) (jusqu'en 2007)*	1		

Faculté Saint-Jean et NAIT

Bilinguisation d'un programme

Sandrine Griffon

La tendance actuelle veut que, sur le marché du travail et surtout dans un contexte de mondialisation, les personnes qui parlent plus d'une langue soient des employés fort prisés – le client aime qu'on s'adresse à lui dans sa propre langue, tandis que les multinationales et les gouvernements (la fonction publique, par exemple) emploient de plus en plus de personnes bilingues ou polyglottes. Une fois ce principe admis, il n'est guère étonnant que, pour de nombreux étudiants albertains, la connaissance du français, en plus de l'anglais, constitue une plus-value quand il s'agit de choix de carrière ou d'études à entreprendre.

Et si l'Alberta s'avère la province par excellence des affaires, qui se brassent principalement en anglais, il n'en demeure pas moins que la communication en français ouvre bien des portes. Voilà peut-être l'une des principales raisons qui ont récemment permis d'instaurer des programmes d'études en administration des affaires bilingue. Dans un premier temps, le flambeau était tenu par le Northern Alberta Institute of Technology (NAIT) qui offrait, en partenariat avec la Faculté Saint-Jean (FSJ), un tel programme d'une durée de deux ans. Aujourd'hui, la FSJ propose un baccalauréat en administration des affaires bilingue réparti sur quatre ans.

Les étudiants ont donc dorénavant le choix entre des études plus ou moins longues dans ce domaine, au niveau collégial ou universitaire. Dans tous les cas, les débouchés sont prometteurs, sur le plan local avec une participation à l'économie de la communauté francophone en place, ou sur le plan national, voire international, – puisque ces études permettent d'œuvrer dans différents pays de la francophonie.

En cinq ans, le programme a fait ses preuves et a même «surpassé tous les défis».

Denis Keroack

Administration des affaires bilingue – NAIT

Denis Keroack, responsable du programme Administration des affaires bilingue de NAIT, explique que l'implantation d'un tel cursus a tout d'abord émané d'un besoin des étudiants. En effet, il y a quelques années, Francophonie jeunesse de l'Alberta (FJA) avait mené un sondage auprès de ses membres pour jauger les besoins en matière d'éducation postsecondaire. Il en était ressorti que les jeunes voulaient des études qui aient un aspect «concret», c'est-à-dire qu'elles devaient préférablement déboucher très vite sur le marché du travail.

Ainsi, on voulait pouvoir «faire des affaires en français», prendre des cours de micro-informatique, avoir des stages de travail rémunérés, ce qui correspondait relativement bien à la demande de certains employeurs. C'est donc grâce à des fonds gouvernementaux qu'un partenariat voyait le jour entre la Faculté Saint-Jean et NAIT pour «lancer» ce programme quinquennal. En cinq ans, le programme a fait ses preuves et a même «surpassé tous les défis», souligne M. Keroack. Une fois ce temps écoulé, il a donc obtenu une permanence sous le toit de NAIT. Sa réussite repose sur un principe simple : des cours axés sur les nouveautés en matière technologique (chaque étudiant a un portable) et l'aptitude à communiquer dans les deux langues officielles.

Environ 300 étudiants ont donc adhéré au programme depuis huit ans et le taux de placement sur le marché du travail s'élève à 98 %. Les étudiants, entre leur première et leur deuxième année, font des stages, autant que possible dans des entreprises bilingues, ce qui leur donne une expérience de travail concrète, ainsi qu'une juste mesure du marché du travail.

Frank Saulnier, président-directeur général de La Chambre économique de l'Alberta (La CÉA), souligne l'«importance significative» d'un tel programme. Il siège d'ailleurs à un comité consultatif, composé de gens d'affaires, qui en «valide le contenu». De nombreux étudiants du programme

(suite de la page 22)

la maîtrise des maths et des sciences est fondamentale.»

Quant au programme de Technologie en travail du bois, qui accueille une vingtaine d'étudiants annuellement, on n'y admet que les étudiants ayant terminé la première année en Techniques de la transformation du bois.

Recrutement et possibilités d'emploi

Le Canada traverse une phase de pénurie de personnel dans le secteur du bois. Cela explique que chaque année les manufacturiers canadiens se rendent directement au CEBO pour faire leur recrutement de personnel. L'usine Shawood de la Nouvelle-Écosse, qui produit des meubles pour IKEA, ou encore Glenwood Kitchen de Shediac, et Beaubois (menuiserie architecturale) de la Beauce, en sont des exemples concrets.

Dès son arrivée sur le marché du travail, un diplômé issu d'un de ces programmes peut facilement obtenir un salaire de 15 $ l'heure.



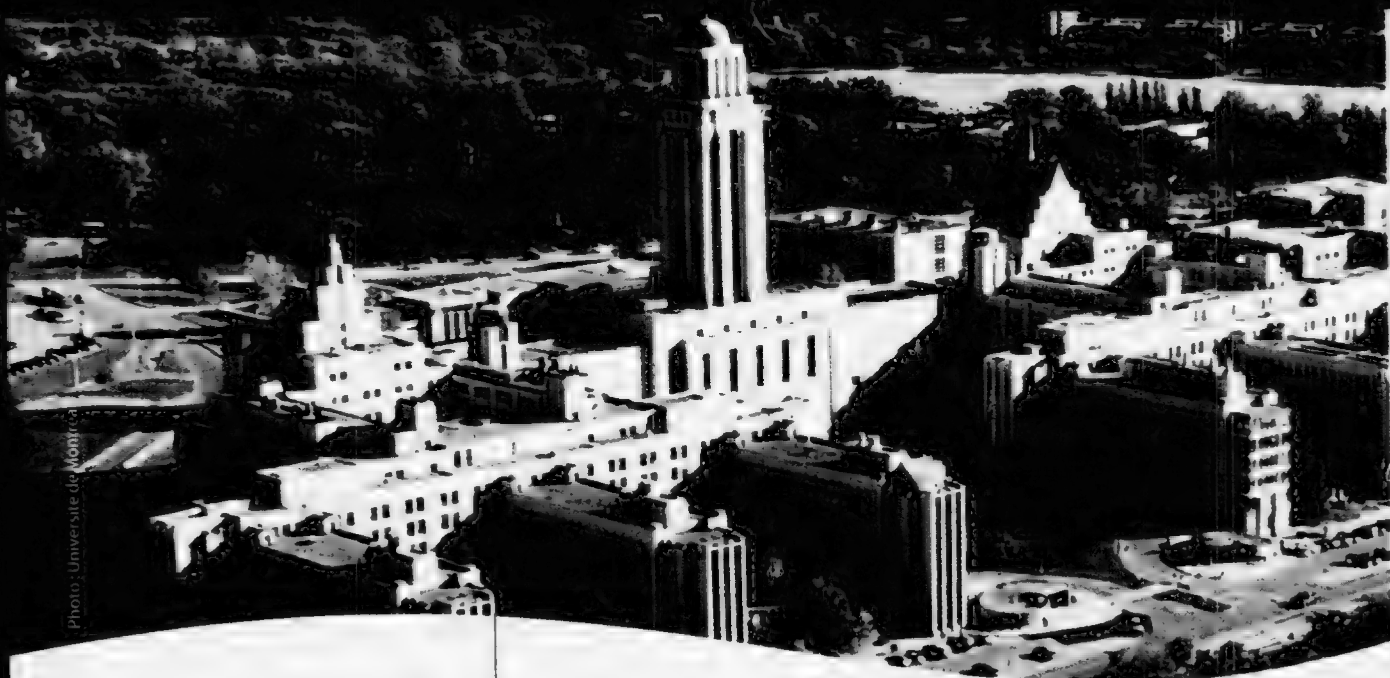
De la Guinée-Conakry à Campbellton

Ibrahima Kabra Barry enseigne la menuiserie au Centre de formation professionnelle de Conakry, la capitale de la Guinée-Conakry en Afrique de l'Ouest. Il souhaitait élargir ses connaissances dans son domaine. Le Programme canadien de bourses de la Francophonie (PCBF) lui offrait cette possibilité. Il a donc décidé de tenter l'aventure et il est inscrit, depuis septembre 2004, en Techniques de la transformation du bois.

Père de huit enfants, M. Barry n'a toutefois pas arrêté sa décision à propos d'une deuxième année au Canada, où il pourrait parfaire sa formation en étudiant la Technologie en travail du bois. «Venir ici m'a déjà apporté beaucoup de choses. C'est une grande découverte, une grande amélioration par rapport à ce qui se fait chez nous», a-t-il constaté.

Ibrahima Kabra Barry ajoute qu'au Canada, on recourt à la technologie de pointe, tandis que rien n'a bougé dans la république de Guinée. «Je pourrais maintenant enseigner ce que j'ai appris. J'ai découvert des choses qu'on peut faire à la main avec nos machines», précise-t-il.

Malgré toutes ces nouvelles connaissances, M. Barry ne croit pas qu'il deviendra la pierre angulaire de la révolution industrielle de la Guinée-Conakry (Guinée française). Cependant, l'essentiel à ses yeux a été sa prise de conscience de son manque de connaissances. «Un homme ne peut être utile à l'humanité s'il n'a pas d'éducation. C'est l'essence même de son existence.»



Université de Montréal

Mains tendues aux étudiants hors Québec

Danika Landry

L'étudiant francophone des milieux minoritaires qui veut une formation universitaire complète en français, dans le même établissement, doit se résigner à émigrer au Québec. Ce changement de province ne va pas sans heurts, vu les différences entre les systèmes d'éducation du Québec et des autres provinces. On sait qu'entre le secondaire et l'université, un Québécois passe deux ans au Cégep à suivre une formation générale de niveau collégial.

L'admission d'un Fransaskois, d'un Franco-Manitobain, d'un Acadien ou d'un Franco-Ontarien peut poser un problème, vu leur accès immédiat à l'université de leur province à la sortie du secondaire. Ce problème ne se pose pas à l'Université de Montréal. Depuis huit ans, les étudiants francophones hors Québec sortant du secondaire y jouissent du droit d'accès aux études universitaires en français après une année de transition.

«Pour entrer dans les programmes universitaires québécois, il faut avoir treize années de scolarité», explique Judith Picard, la conseillère en formation pour le *baccalauréat 120 crédits : année de transition*. Puisque la formation primaire et secondaire d'un francophone hors Québec se limite depuis peu à douze années, il est impossible d'accéder directement aux programmes de baccalauréat québécois.

L'Université de Montréal a donc créé une structure spécifique aux étudiants des provinces canadiennes autres que le Québec. «La première année en est une de transition, explique Judith Picard. Elle est suivie d'un baccalauréat spécialisé de trois ans», l'équivalent québécois d'un baccalauréat spécialisé, ou *honours bachelor's degree* (*B.A. honours*). L'étudiant peut également choisir un programme de baccalauréat bidisciplinaire ou multidisciplinaire, ou bien un programme de majeure avec mineure, ou de trois mineures combinées.

On peut se prévaloir de cette année de transition en sciences humaines, en sciences sociales ou en sciences. «C'est un programme préparatoire aux études universitaires qui sont plus courtes au Québec que dans les autres provinces canadiennes, précise Judith Picard. Il assure donc la transition entre les études secondaires et l'université.» Bref, il s'agit d'un substitut aux études collégiales québécoises.

Cette année de transition comporte 30 crédits. Puisque la majorité des programmes d'études de premier cycle au Québec totalisent 90 crédits, le diplôme obtenu à la suite de ce cheminement attestera que l'universitaire a réussi son programme et son bulletin confirmera qu'il a complété 120 crédits.

Selon la qualité de leur dossier, les étudiants qui ont complété une formation collégiale de trois ans ou qui ont obtenu un diplôme du Baccalauréat international ont l'accès direct aux études de premier cycle.

(suite de la page 14)

Année de transition : son but

Anie Deslauriers, originaire de l'Est ontarien, se souvient que la perspective de se soumettre à une année universitaire de plus que les étudiants québécois l'embarrassait. «Quand on arrive ici, on nous dit qu'il nous manque des connaissances par rapport aux étudiants du Québec», se rappelle celle qui voulait initialement étudier l'anthropologie. «Mais cette année-là est vraiment nécessaire, parce que dans ton baccalauréat, les professeurs font référence à des principes de base que l'on n'a pas en arrivant, mais que les Québécois ont acquis au Cégep.»

Anie a choisi d'étudier dans la Belle Province parce qu'elle voulait fréquenter une université lui procurant sa formation complète (baccalauréat, maîtrise et doctorat) en français. Lors de l'année de transition, elle a pu préciser son plan de carrière, en partie grâce aux cours à option disponibles. «Je connais beaucoup de gens qui ont changé d'idée lors de leur année de transition», reconnaît la Franco-Ontarienne. Au lieu de l'anthropologie, Anie Deslauriers étudie maintenant l'enseignement des sciences humaines au niveau secondaire.

Encadrement

Même s'ils évoluent dans le milieu universitaire, les étudiants du baccalauréat 120 crédits : année de transition sont sujets à des attentions particulières. En plus de suivre des cours dans des groupes propres à leur formation, ils ont droit à toutes les séances pendant la journée. D'anciens étudiants parrainent aussi les nouveaux. Une association étudiante, formée d'étudiants actifs, organise des activités, etc.

Anie Deslauriers a été la première présidente de cette association étudiante. Elle a notamment dû organiser des initiations. «Il y avait des activités dans la neige. Certains étudiants n'étaient arrivés au Canada que depuis trois jours, donc ils n'avaient jamais vu de neige, raconte-t-elle. On avait prévu le coup. On avait apporté un sac plein de tuques, de foulards et de mitaines.»

Lors de la première année, les étudiants sont suivis par des conseillères en formation à la rentrée, à la mi-session et au moment d'effectuer leur changement de programme en vue d'un baccalauréat. Ces suivis avec les conseillères s'effectuent au Service d'accueil et de gestion des études de la Faculté des arts et des sciences.

Si la santé vous intéresse...

Les étudiants de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick ont des places réservées dans certains programmes de sciences de la santé à l'Université de Montréal.

Les programmes visés sont médecine dentaire, optométrie, pharmacie et diététique pour les Franco-Ontariens. S'ajoutent à la liste les programmes d'audiologie, d'ergothérapie, de médecine, de médecine vétérinaire et de physiothérapie pour les étudiants de la province maritime. Dans le premier cas, les étudiants s'engagent à exercer leur métier en Ontario pour un minimum de 24 mois. Dans le deuxième cas, les diplômés ont la liberté de choisir la province où ils travailleront, à l'exception du Québec.

Le gouvernement de la province d'origine de l'étudiant assume une partie de ses frais de scolarité.

CCNB – campus de Campbellton

Le bois, un choix solide

Louise Décary


Le directeur du Centre d'excellence en bois ouvré, Rénald Comeau

«Pour une carrière solide comme du bois!» Voilà ce qui attend les étudiants qui fréquentent le Centre d'excellence en bois ouvré (CEBO) du Collège communautaire du Nouveau-Brunswick, campus de Campbellton. Ce centre bilingue, situé dans le comté de Restigouche, offre deux programmes de formation : Techniques de la transformation du bois et Technologie en travail du bois. Il permet à presque tous ses étudiants d'atteindre le marché du travail, comme en témoigne son taux de placement de 95 %.

Le CEBO, situé dans cette communauté du nord du Nouveau-Brunswick depuis 1996, est le seul du Canada atlantique. Il forme ses apprenants en vue du travail dans l'industrie de fabrication d'armoires de cuisine, dans l'ébénisterie architecturale et la fabrication de meubles et de leurs divers éléments composants, et dans le travail à l'aide de machines spécialisées. Une première année en Techniques de la transformation donne accès au programme de Technologie en travail du bois ou conduit directement au marché du travail.

Pour le directeur du CEBO, Rénald Comeau, les étudiants intéressés par ce programme de 40 semaines apprendront à «fabriquer un produit fini en bois, notamment meubles, armoires de cuisine, moulures, en utilisant de la machinerie spécialisée. Bref, tout ce qui touche l'ébénisterie, même les portes et fenêtres. Les matériaux utilisés sont le bois massif, les panneaux de fibre de pin, de contreplaqué, etc.».

L'étudiant apprend aussi à se servir de logiciels et de périphériques, ainsi que de l'équipement industriel, avec une introduction à l'informatique comprenant la terminologie relative au micro-ordinateur. Une fois la première année complétée, l'étudiant pourra : comprendre les propriétés du bois et de ses sous-produits, le processus de séchage, produire des dessins à la main ou à l'aide d'ordinateur, utiliser des outils manuels et des outils fixes. Il comprendra aussi le fonctionnement d'un centre d'usinage à commande numérique par ordinateur. L'étudiant ira ensuite en stage dans l'industrie pour une période de deux semaines, mettant alors en pratique ses connaissances acquises.

Il comprendra aussi le fonctionnement d'un centre d'usinage à commande numérique par ordinateur.

Technologie en travail du bois

Le programme de deuxième année, d'une durée de 40 semaines, ouvre d'autres possibilités d'emploi. Les étudiants apprennent à utiliser des machines hautement sophistiquées. L'apprentissage cible la gestion de production d'usine. Une fois ses connaissances maîtrisées, l'étudiant pourra planifier et contrôler la production, appliquer des principes d'aménagement d'usine et de manutention de matériel, déterminer les problématiques de production, etc. Soulignons que ces finissants sont très convoités par les employeurs, puisqu'ils possèdent tout le potentiel d'un contremaître de production d'usine.

Les critères d'admission

Les étudiants de partout au Canada, détenant un diplôme d'études secondaires ou l'équivalent, ainsi que les adultes qui ont été sur le marché du travail, sont admissibles au programme de Techniques de la transformation du bois.

Bon an, mal an, l'établissement accueille plus d'une trentaine d'étudiants en première année. «Le programme est toutefois exigeant», a précisé le gérant du CEBO. «Nous recommandons que l'étudiant possède une 12e année en mathématique. L'industrie du meuble est beaucoup plus sophistiquée aujourd'hui. De la machinerie hautement technologique est utilisée; donc

D

Moins de 2 % des demandes concernent des citoyens canadiens qui décident de partir étudier à l'étranger.

Diplômes internationaux

Faciliter leur reconnaissance

Guillaume Moulin

Étudier à l'étranger ou travailler dans un pays qui n'est pas le sien exige un minimum de préparation. La question de la reconnaissance des acquis et des diplômes a souvent amené sa part de problèmes dans le passé. Depuis 1990, le Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux (CICDI), situé à Toronto, a pour mission de fournir de l'information à tous les demandeurs, canadiens ou immigrants, qui sont dans l'une de ces situations.

En 1979, sous l'égide de l'UNESCO, une série de conventions ont été signées quant à la reconnaissance des diplômes. Le Canada, qui appartient à la «région Europe» dans le contexte de l'UNESCO, a été invité à signer cette convention, tout comme les États-Unis et l'Australie. L'une des obligations était la mise en place d'un centre d'information destiné à favoriser l'accès aux systèmes d'éducation des pays et aux démarches pour faire reconnaître ses diplômes. Il a cependant fallu attendre une décennie avant la ratification de cette convention.

Au Canada, l'éducation est de compétence provinciale ou territoriale. Pour que le pays puisse ratifier la convention, chacune des provinces et chaque territoire existant devaient l'avoir déjà fait. Les divers changements de gouvernement n'ont pas entravé le processus, mais l'ont simplement retardé. En 1990, le CICDI est né d'un long accouchement. Il a vu le jour après la ratification de la Convention de l'UNESCO sur la reconnaissance des études et des diplômes relatifs à l'enseignement supérieur dans les États de la région Europe. Dans la zone européenne définie par l'UNESCO, une cinquantaine d'organismes partagent ses visées.

Le CICDI a deux volets : la promotion des titres canadiens à l'étranger et la reconnaissance des titres étrangers au Canada. Cependant, la plus grande partie de son activité consiste à fournir de l'information aux immigrants, déjà au pays, ou engagés dans leur démarche administrative pour s'y établir. Moins de 2 % des demandes concernent des citoyens canadiens qui décident de partir étudier à l'étranger. Eric Schvartz, chef de projet au CICDI, trouve une explication à cette faible proportion : «bien souvent, les étudiants ont besoin de moins de renseignements, car ils ont déjà des structures d'information à l'université et des points d'information beaucoup plus directs».

Usage de la technologie

Le site Internet de l'organisation (www.cicdi.ca) est un des outils mis en place pour répondre aux demandes d'information. Il a reçu près de 1,5 million de visites en 2003 et près de 2 millions en 2004. La base de données qui s'y trouve est très importante. Mise à jour régulièrement, elle est la seule liste complète de tous les établissements postsecondaires reconnus ou autorisés par les instances compétentes au Canada. On compte 172 établissements publics ou privés offrant des grades universitaires, en plus de 167 collèges publics et privés offrant un assortiment de diplômes d'études collégiales. Les personnes intéressées doivent s'inscrire auprès d'un de ces établissements afin de maximiser leurs chances de voir reconnaître le diplôme obtenu dans leur pays. Le site comporte également de nombreuses fiches d'information sur les différents traités, leur application et leurs conséquences. De multiples liens nous redirigent vers les sections spéciales des universités et collèges consacrées aux étudiants étrangers.

Le CICDI, c'est quoi?

Le CICDI, qui fonctionne en étroite collaboration avec le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada),

(suite de la page 16)

emploie trois personnes. Il bénéficie d'un grand appui logistique et administratif du Conseil, ce qui permet aux employés de s'occuper uniquement des questions d'information portant sur la reconnaissance des diplômes.

Le CICDI informe et ne prend aucune décision. La reconnaissance ou non des études et des diplômes est à la charge des établissements d'enseignement, tandis que l'initiative de la reconnaissance professionnelle des acquis revient aux provinces et territoires ou à l'ordre de la profession. Les organismes régissant les professionnels évaluent les qualifications du candidat et décident de leur acceptation ou de leur refus, auquel cas la personne devrait compléter sa formation dans un établissement canadien.

Le 4 novembre 1997, le Canada a signé la Convention conjointe de Lisbonne (Convention Conseil de l'Europe / UNESCO sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région Europe). Quant à la substance et aux objectifs, cette nouvelle convention ne diffère guère de celle de 1979 (ratifiée en 1989), qu'elle remplace. Toutefois, elle précise de façon plus concrète et avec davantage de détails les responsabilités des pays qui la ratifient quant aux principes et mécanismes de reconnaissance des qualifications et de collecte et de diffusion des renseignements sur les systèmes d'enseignement supérieur. La différence entre les deux conventions est minime, comme l'explique Eric Schvartz : «Si un diplôme n'est pas reconnu, l'organisme qui a pris la décision doit se justifier et expliquer son choix, tandis que dans la convention précédente, c'était à la charge du postulant de prouver la valeur de son diplôme.»

Étant donné la reconnaissance accrue des diplômes et des acquis professionnels, et les moyens de transport sans cesse plus rapides, il ne plane aucun doute sur la hausse considérable des échanges entre étudiants qui s'ensuivra des années durant.

Daniela Da Paz

Photo : Gracieuseté

Véritable carrefour international

Farida Mersali

Chaque année, le campus du Collège universitaire Glendon accueille des étudiants des quatre coins du monde. Des provinces canadiennes, des États-Unis, d'Europe, d'Asie, d'Amérique du Sud, d'Afrique, ils sont nombreux ces étudiants internationaux qui vont poursuivre leurs études sur le campus bilingue de l'Université York. Il est arrivé que le campus accueille des étudiants de plus de 80 pays différents. Pour la rentrée scolaire 2004-2005, plus de 10 % des étudiants de première année à Glendon étaient des étudiants internationaux et leur nombre est en progression depuis quelques années.

Qu'est-ce qui les attire donc à Glendon? Une offre de formation complète, des programmes d'études universitaires variés, et qui plus est, une université bilingue.

Lorsque les étudiants internationaux arrivent à Toronto, fin août, durant une semaine, le Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI) leur offre un service de réception. Les représentants de ce bureau sont présents de midi à minuit et peuvent répondre à toutes sortes de questions sur les transports, les directions ou le logement temporaire. Ensuite, les étudiants bénéficient des services de Glendon, avec un programme d'accueil spécialement conçu pour eux, où d'autres étudiants les guident, ce qui leur permet une adaptation en douceur à cette nouvelle vie qui sera la leur pendant plusieurs mois.

De nombreux services aux étudiants sont à leur disposition : une résidence universitaire qui donne aux étudiants la possibilité de loger sur place, la plupart des étudiants internationaux habitant sur le campus; un service de cafétéria pour les repas; un service de navette entre le campus principal de Keele et celui de Glendon. La taille du campus - qui favorise l'interaction, - un personnel tout à l'écoute, un cadre superbe, des ressources à foison, tout concorde en vue de la réussite de cette expérience de formation universitaire des étudiants internationaux.

Daniela Da Paz vient du Brésil. Comme plusieurs de ses compatriotes, elle a choisi d'étudier à Glendon. Elle est inscrite en Études internationales (20 % des étudiants de ce programme viennent de l'étranger) et est arrivée à la fin août 2004. Elle envisage de rester quatre ans pour finir sa maîtrise. Elle se dit charmée par le campus : «Les gens sont si amicaux, le cadre est idyllique et l'environnement multiculturel de Toronto est tellement enrichissant.» Daniela aimerait bien commencer sa vie professionnelle au Canada.

Aparajita, elle, vient de l'Inde. Elle a fait ses études secondaires à Bahreïn, et tout de suite l'avenue de l'Amérique du Nord s'est imposée, à elle et à ses parents, pour les études universitaires. Entre les États-Unis et le Canada, elle a vite choisi. L'atmosphère sereine des campus, l'accueil, le coût des études ont fait pencher la balance du côté du Canada. Glendon s'est imposée comme la meilleure possibilité. Ravie d'être ici, après une adaptation rapide, elle évolue désormais à l'université comme chez elle.

Le côté bilingue de Glendon séduit de plus en plus d'étudiants internationaux qui, à l'heure du village global, y captent un bon moyen de développer leurs compétences linguistiques. Ils seront donc trilingues, puisqu'ils maîtriseront la langue de leur pays, l'anglais et le français. Et sur le campus, quelle chance pour les étudiants canadiens de côtoyer des étudiants venus d'ailleurs, enrichis par leurs expériences particulières!

Aparajita vient de l'Inde. Elle a fait ses études secondaires à Bahreïn, et tout de suite l'avenue de l'Amérique du Nord s'est imposée.

(suite de la page 18)

prévoit que l'ensemble des productions de la ferme du campus recevra à court terme la certification biologique, production laitière comprise.

Fait intéressant, le Collège d'Alfred a la particularité de permettre l'obtention d'un diplôme de niveau collégial en deux ans, un diplôme hautement reconnu et émis par la prestigieuse Université de Guelph. À preuve, le taux de placement de ses étudiants est de 100 %.

S'ajoute un large éventail de certificats dont la durée varie entre 28 et 52 semaines, et qui sont autant de clés pour ouvrir les portes d'emplois dans des domaines variés, ici comme à l'étranger.

Présence outre-mer

Le développement international occupe aussi une place importante au Collège d'Alfred. Le Mali, la Roumanie, le Kazakhstan, l'Équateur, le Burundi, l'Algérie, la Tunisie et le Nicaragua comptent parmi les pays auxquels le Collège a apporté une expertise technique et des ressources humaines pour la formation de formateurs locaux. Pour l'année scolaire 2004-2005, cinq projets sont en cours et la République démocratique du Congo, les îles Comores et la Guinée équatoriale s'ajoutent à la liste des huit autres pays.

«Bien que le but premier soit d'aider des pays en développement à renforcer leur structure socio-économique, précise Gilbert Héroux, ces interventions confèrent au Collège d'Alfred un statut de formateur international. Cela fait en sorte que l'excellence de nos formations et de notre savoir-faire est reconnue dans le monde entier. Pour nos étudiants comme pour tous ceux qui y participent, il s'agit d'une ouverture sur le monde, une opportunité de voir ce qui se passe ailleurs.»

Campus universitaire

En constante évolution, le Collège augmente sans cesse la gamme de ses spécialisations pour s'adapter à la demande du marché, l'agriculture biologique et la culture de plantes aromatiques et médicinales étant les plus récentes.

«Le Collège d'Alfred sera, sous peu, le seul campus universitaire au Canada doté d'infrastructures pour la pratique de l'agriculture biologique, annonce M. Héroux. Nous préparons cette transition avec le Centre canadien d'agriculture biologique et nous prévoyons la mise en place de la majorité des pratiques dès l'été 2005. L'agriculture conventionnelle demeurera au programme. Nous établirons des partenariats avec des agriculteurs de la région pour la pratique.»

En même temps que le Collège d'Alfred s'éveille à ce type d'évolution, il profite de la conjoncture qui favorise l'émergence du secteur agroalimentaire, le deuxième secteur économique en importance au Canada. «Avec toute l'effervescence qui anime les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire», affirme son directeur, «on peut véritablement parler de secteurs d'avenir». Il poursuit : «Contrairement au mythe populaire, le travail agricole ne se résume pas au travail sur la ferme. Plusieurs emplois dans les domaines technologiques et scientifiques y sont rattachés. Aussi, lorsqu'on pense à la production, au contrôle de la qualité, à la transformation, à la mise en marché ou à la recherche, on s'aperçoit que les possibilités sont infinies.»

Le vent dans les voiles

Plus que jamais, le Collège d'Alfred aborde l'avenir sous l'angle de l'innovation. Depuis près d'un an, un projet majeur est au cœur de ses actions : l'élaboration de son plan stratégique. Celui-ci ferait du Collège une institution unique au Canada : la première à intégrer une approche écologique à tous ses programmes. Ainsi, les formations seront adaptées de façon à s'articuler autour d'une même philosophie, laquelle prônera les valeurs du développement durable.

Les étudiants du Collège d'Alfred ne peuvent que s'enorgueillir de cette nouvelle vision, une autre bonne raison de se sentir fier d'appartenir à cette grande famille de l'Université de Guelph.



«La gestion de l'environnement est l'un de nos piliers.»

Gilbert Héroux

Photo : Agricom

Collège d'Alfred

L'agroalimentaire et bien plus!

Chantal Quirion

Il aura fallu un demi-siècle de revendications de la communauté franco-ontarienne, en particulier des agriculteurs, pour que le Collège d'Alfred ouvre enfin ses portes en 1981. On destine ce premier établissement postsecondaire de langue française en Ontario, dès sa création, à former une relève agricole francophone performante. À cette époque, les anglophones de la province bénéficiaient depuis longtemps de l'enseignement prodigué dans les collèges d'agriculture anglophones (Kemptville, Ridgetown, Centralia, New Liskeard, Guelph). Ils disposaient donc d'une bonne longueur d'avance.

Le défi était grand, le dynamisme tout autant. Près de 25 ans plus tard, le même dynamisme occasionne qu'au cours des années, le Collège d'Alfred n'a cessé d'être à l'avant-scène, constamment à l'écoute des changements du marché, et offrant un enseignement en mesure d'y répondre.

Situé près de la frontière du Québec, le Collège d'Alfred de l'Université de Guelph est le seul établissement francophone de niveau collégial hors Québec spécialisé en agriculture et en agroalimentaire. Et ce n'est pas son seul centre d'intérêt. L'établissement offre également une formation en soins vétérinaires et, dès l'automne 2005, son nouveau programme, Gestion de l'environnement, prendra son envol. Un programme innovateur qui viendra étayer la philosophie du Collège d'Alfred voulant se mettre au diapason des préoccupations environnementales. La qualité de l'eau et de l'air, la gestion des éléments nutritifs, les habitats naturels, la législation et la vérification environnementales ainsi que la certification ISO sont autant de sujets qui figureront au syllabus. Les étudiants pourront se spécialiser en agroenvironnement ou en milieux municipal et industriel.

«La gestion de l'environnement est l'un de nos piliers», affirme Gilbert Héroux, directeur du Collège. «Nous voulons étendre cette notion à l'ensemble de nos programmes, de sorte que les pratiques enseignées visent à réduire l'impact des activités humaines sur l'état des ressources naturelles. Ici, nos chercheurs travaillent activement à développer de nouvelles technologies pour répondre à ces préoccupations.»

Outre ce programme, depuis 2001, le Collège d'Alfred offre, en partenariat avec le Collège Boréal, un programme de Techniques de soins vétérinaires, dont la popularité va croissant. Avec sa formule intensive qui comprend une session d'été, les étudiants ont la possibilité d'obtenir leur diplôme en 64 semaines au lieu de deux ans. Ce qui leur confère l'avantage d'entrer sur le marché du travail en janvier, avant les diplômés des autres institutions.

Aussi, en 2004, une version revue et améliorée du programme Technologie alimentaire voyait le jour sous le nom de Nutrition et salubrité des aliments. Cette formation explore toutes les exigences de l'industrie alimentaire canadienne et prépare les futurs techniciens à occuper une grande variété de postes dans les secteurs public et privé.

Tous ces programmes s'ajoutent à son diplôme en Technologie agricole, fierté du collège. Au fil des ans, le Collège d'Alfred n'a cessé d'augmenter le nombre de spécialisations du programme qui y mène, afin qu'il reflète de l'évolution constante des tendances de ce secteur.

Aux spécialisations en agriculture conventionnelle comme le génie rural, les grandes cultures, les productions animales et la production laitière, se sont greffées, au fur et à mesure, plusieurs spécialisations en développement international. Plus récemment, la production biologique et la culture des plantes aromatiques et médicinales sont venues compléter cette vaste gamme.

Dans ce processus de transition vers l'agriculture biologique, le Collège